



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/33/Rev.1
25 October 2015

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Soixante-quinzième réunion
Montréal, 16 – 20 novembre 2015

**BUDGET DU PROGRAMME D'AIDE À LA CONFORMITÉ DU PNUE
POUR L'ANNÉE 2016**

DESCRIPTION DU PROJET

1. Le PNUE a soumis à la 75^e réunion le budget proposé pour son programme d'aide à la conformité (PAC) pour l'année 2016, d'une valeur de 9 540 000 \$US, plus 8 pour cent de coûts d'appui d'agence s'élevant à 763 200 \$US. La soumission, présentée en appendice au présent document, contient la stratégie triennale à horizon mobile pour 2016-2018; le plan de travail pour 2016, les activités et la proposition de budget; ainsi que le rapport périodique de 2015.

Rapport périodique du PAC 2015

2. Durant la période de septembre 2014 à septembre 2015, le PNUE a mené les activités suivantes :
- Fourni des services d'aide à la conformité à tous les 148 pays visés à l'article 5, notamment pour le renforcement des systèmes de permis et de quotas pour les 105 pays où le PNUE est l'agence d'exécution de projets de renforcement d'institutions (RI);
 - Appuyé la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), en qualité d'agence d'exécution principale dans 71 pays et en qualité d'agence coopérative dans 28 pays;
 - Organisé 24 réunions de réseaux et d'ateliers thématiques sur des questions prioritaires liées à l'élimination des HCFC, incluant des informations sur des technologies de remplacement favorables à l'ozone et au climat; l'usage sans danger de frigorigènes inflammables, toxiques et à haute pression et la nécessité de normes de sécurité et de performance; et l'application des dispositions commerciales;

- d) Mis au point des éléments sur la gestion des connaissances électroniques (eKM), notamment le système informel de consentement préalable donné en connaissance de cause (iPIC), base de données sur les noms commerciaux, site internet d'Ozone Action (incluant des services d'information), présence accrue sur les médias sociaux, et lancement de nouvelles séries de webinaires sur différents sujets pertinents à l'élimination des HCFC;
- e) Réalisé, par l'intermédiaire de l'équipe PAC régionale respective, un certain nombre d'activités portant sur des questions propres à chaque région, telles que des normes nationales en matière de réfrigération pour la région des Caraïbes; utilisation de HCFC dans les pêches pour les pays insulaires du Pacifique; code de réfrigération unifié et problèmes liés aux systèmes de climatisation utilisés dans les États arabes de l'Asie occidentale à concentration ambiante élevée; et renforcement des méthodes de formation d'instructeurs dans la région Europe et Asie centrale (EAC);
- f) Renforcé la sensibilisation et promu l'établissement de politiques fondées sur des données probantes par le biais de publications, dans le cadre de la fonction de centre d'échange mondial d'informations;
- g) Organisé des événements parallèles en marge de la Réunion des Parties, et la réunion du Groupe de travail à composition non limitée, afin d'examiner diverses questions, dont le Protocole de Montréal et la santé; et l'utilisation sûre des produits de remplacement aux HCFC, notamment le R-290 dans les climatiseurs résidentiels; et
- h) Forgé des partenariats avec des associations d'industries, notamment l'American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers (ASHRAE), l'Institut international du froid (IIF), l'Air-conditioning, Heating and Refrigeration Institute (AHRI) et Refrigerants Naturally, concernant en particulier l'exécution plus efficace de programmes de formation dans les pays à faible volume de consommation (PFV) et l'établissement de modules de formation en ligne à l'intention des techniciens.

3. Le PNUE a continué également à soutenir la communication dans les délais voulus des données de consommation et de production de SAO au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal, la remise de rapports périodiques sur l'avancement de la mise en œuvre du programmes de pays (CP), et l'élaboration ainsi que la mise en œuvre dans les délais requis des plans d'action destinés à aider les pays visés à l'article 5 risquant d'être en situation de non-conformité à retourner vers la conformité.

Utilisation du budget en 2014

4. Sur les 9 338 000 \$US plus des coûts d'appui de 747 040 \$US approuvés pour le budget du PAC de 2014, le PNUE a restitué 1 519 372 \$US plus des coûts d'appui de 121 550 \$US à la 74^e réunion, conformément à la décision 35/36 d).

Stratégie triennale à horizon mobile pour 2016-2018

5. La soumission du PNUE pour 2016 présente la vision stratégique et le cadre de programmation du PAC du PNUE pour la période 2016-2018, en tant que stratégie triennale à horizon mobile. Cette stratégie est fondée sur les besoins actuels et prévus des pays visés à l'article 5; elle vise essentiellement la conformité et les pays à faible volume de consommation (PFV) et se bâtit sur les progrès obtenus dans la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH).

6. La stratégie triennale à horizon mobile du PAC a été conçue de manière à mieux répondre aux besoins des pays PFV et des autres pays visés à l'article 5, compte tenu des défis particuliers liés à

l'élimination des HCFC. La stratégie est bâtie autour de quatre objectifs fondamentaux (à savoir, aider les pays à se conformer à leurs engagements d'élimination de HCFC; maintenir et assurer la conformité aux cibles d'élimination déjà atteints; renforcer la capacité d'adopter des solutions de remplacement aux HCFC afin d'obtenir des avantages multiples en matière de climat; miser sur les partenariats pour réaliser les objectifs du Protocole de Montréal complémentaires au Fonds multilatéral), et onze objectifs stratégiques de programme incluant des mesures et des activités pouvant être modifiées et adaptées durant la période de trois ans. Des initiatives globales du PAC seront établies pour promouvoir la fertilisation interrégionale et la coopération sud-sud, notamment des programmes de formation d'administrateurs nationaux de l'ozone (ANO); des « permis de conduire de frigorigènes »; la formation de technicien de la réfrigération et promotion de l'établissement de mécanismes de certification; incidences de l'élimination des HCFC sur le secteur maritime/des pêches en ce qui concerne les politiques, le renforcement des capacités et la formation; et renforcement des capacités pour les solutions de remplacement sans SAO. Les activités répétitives se poursuivront durant le triennat, telles que les réunions de réseaux, la coordination des informations, le renforcement des capacités, et seront réajustées en fonction des leçons tirées de la mise en œuvre. La figure 2 dans le document ci-joint soumis par le PNUE trace un tableau général du programme stratégique de 2016-2018.

7. Le PNUE propose que la stratégie triennale à horizon mobile soit harmonisée avec son propre plan d'activités triennal à horizon mobile, suggestion qui a été examinée par le Comité exécutif à sa dernière réunion de l'année. Le PNUE soumettra, sur une base annuelle, à l'examen du Comité exécutif, un plan de travail PAC annuel indiquant les jalons mesurables à atteindre pour l'année suivante et le budget correspondant.

Résumé du PAC proposé pour 2016

8. Dans le cadre de la stratégie triennale à horizon mobile proposée, le programme de travail PAC de l'UNEP pour 2016 mettra en œuvre les activités ci-après:

- a) Assurer au moins 900 services spéciaux et adaptés aux pays pour réaliser la conformité des pays visés à l'article 5, ciblant en particulier les pays à risque de non-conformité aux cibles du Protocole de Montréal;
- b) Poursuivre le soutien à 10 réseaux régionaux d'administrateurs de bureaux de l'ozone, en se concentrant sur des sujets thématiques liés à la promotion des avantages climatiques connexes des activités d'élimination de HCFC, en encourageant l'adoption de solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement du globe (GWP), et en évaluant de nouvelles méthodes de formation;
- c) Mettre au point de nouveaux produits qui viseront principalement le renforcement des capacités de gestion rationnelle de frigorigènes (par ex. : permis de conduire de frigorigènes, mécanisme national pilote de certification de techniciens, formation mondiale de techniciens d'entretien, études des incidences de l'élimination des HCFC sur le secteur maritime/des pêches);
- d) Élaboration de documents de formation en ligne pour les agents de douane et d'application de la loi, et des techniciens d'entretien;
- e) Poursuivre les activités de centre d'échange mondial d'informations en élaborant de nouvelles publications, diffusion stratégique aux forums internationaux, régionaux et nationaux clés, renforcement de présence dans les médias sociaux, et facilitation de l'adoption d'outils clés de renforcement des capacités tels que l'iPIC; et

- f) Réaliser des activités financées par le Fonds multilatéral (à savoir, 101 PGEH, 105 projets de RI, et 28 enquêtes nationales sur les produits de remplacement des SAO).

Changements dans le budget du PAC pour 2016

9. Le budget du PAC proposé pour 2016, d'un montant de 10 303 200 \$US (9 540 000 \$US plus coût d'appui d'agence de 763 200 \$US), présenté à l'Annexe 2C du document joint. Le PNUE a proposé les changements ci-après à son budget du PAC de 2016, pour tenir compte de la stratégie triennale à horizon mobile proposé.

Dépenses d'exploitation et dépenses se rapportant aux programmes

10. Les changements ci-après visent à réaménager les priorités des fonds alloués aux programmes du PAC pour tenir compte des activités globales supplémentaires et des résultats pour 2016, décrits plus haut au paragraphe 7 c):

- a) Les nouvelles dépenses budgétaires ci-après ont été créées:
- i) BL 2304 (programme de formation NOU) – 42 000 \$US, avec des fonds réattribués de BL 3310 (réunions de réseaux de l'ECA), BL 1630 (déplacements du personnel ROWA); et BL 1640 (déplacements du personnel du ROA); au total, les fonds réattribués s'élèvent à 72 000 \$US, le solde de 30 000 \$US étant destiné à l'article de l'alinéa a) iv) ci-après.
 - ii) BL 2305 (permis de conduire de frigorigènes) –60 000 \$US, avec des fonds accumulés de BL 2110, BL 2120, BL 2130, BL 2140, BL 2150 (financement total de 93 000 \$US, solde de 33 000 \$US pour BL 2308, besoins émergents);
 - iii) BL 2306 (Programme global de formation) –77 000 \$US, provenant de BL 3210, BL 3220, BL 3230, BL 3240, BL 3250 (Coopération sud-sud);
 - iv) BL 2307 (Solutions de remplacement pour le secteur des pêches) – 42 000 \$US, avec des fonds provenant de BL 1610 (déplacements du personnel de l'ECA), et BL 3330 (réunions de réseau du ROWA), incluant des fonds mentionnés en a) i) ci-dessus;
 - v) BL 2308 (Besoins émergents) — 75 000 \$US, avec des fonds provenant de BL 2110, BL 2120, BL 2130, BL 2140, BL 2150 (mentionnés en a) ii) ci-dessus); et de BL 2301;
- b) Les dépenses budgétaires destinées aux sous-contrats des organismes de soutien des cinq régions (BL 2110, BL 2120, BL 2130, BL 2140, BL 2150) ont été réattribuées comme suit: BL 2305 – 60 000 \$US pour les « permis de conduire de frigorigènes » et BL 2308 – 33 000 \$US pour les besoins émergents;
- c) Les dépenses budgétaires destinées à la coopération sud-sud pour chacune des cinq régions (BL 3210, BL 3220, BL 3230, BL 3240, BL 3250) ont été réduites de 10 000 \$US par région (à partir d'un total de 167 000 \$US);et
- d) BL 2301 (Documents d'information technique et de politique) a été réduite à zéro (à partir de 80 000 \$US).

Coûts relatifs au personnel

11. Outre les modifications apportées aux budgets d'exploitation et des programmes, les changements ci-après ont été appliqués aux coûts du personnel, afin de tenir compte des besoins en dotation des régions et par souci d'harmonie avec la nouvelle stratégie :

- a) Les dépenses ci-après ont été ajustées vers la hausse pour tenir compte des coûts réels de personnel encourus l'année précédente:
 - i) BL 1133 Administrateur de programmes PGEH du ROWA: de 175 000 \$US à 203 000 \$US;
 - ii) BL 1331 Assistant aux programmes du ROWA: de 60 000 \$US à 73 000 \$US;
 - iii) BL 1332 Assistant aux programmes du ROWA: de 60 000 \$US à 73 000 \$US.
- b) BL 1132 Administrateur de programmes PGEH du ROWA: Hausse de 208 000 \$US à 223 000 \$US pour tenir compte du relèvement du poste de P4 à P5 (suite à la classification du PNUE) en raison de responsabilités accrues incluant l'élaboration et la gestion de deux produits du PAC mondial, (à savoir le permis de conduire de frigorigènes et la formation globale pour le secteur de l'entretien en réfrigération); ainsi que la coordination avec des partenaires internationaux et des associations de l'industrie; et
- c) BL 1124 Administrateur de programmes PGEH du ROAP (SA): Baisse de 181 000 \$US à 148 000 \$US pour tenir compte du déclassement du poste de P4 à P3, en raison de responsabilités moindres.

12. Les modifications ci-après ont été appliquées au personnel, sans entrainer de changements aux budgets:

- a) BL 1123 Coordonnateur de réseau régional PIC du ROAP: Changement fonctionnel du titre à Coordonnateur, Renforcement des capacités transrégionales (P4) pour tenir compte des changements dans les responsabilités, qui incluent désormais des services de renforcement de capacités transrégionales du PAC, axés sur les partenariats et la gestion des SAO dans les navires de pêche;
- b) BL 1305 Assistant aux programmes - ECA: Changement fonctionnel du titre à Assistant aux programmes, avec ajustement des responsabilités pour apporter un soutien général à l'Administrateurs des programmes, et non plus seulement aux activités régionales de l'ECA; et
- c) BL 1311 Assistant aux programmes - ECA: Relèvement du poste de G5 à G6 en raison de responsabilités supplémentaires, sans incidences budgétaires, car elles seront compensées par la rubrique BL 1317 Assistance temporaire au PAC.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT**OBSERVATIONS**Stratégie triennale à horizon mobile 2016-2018

13. Le Secrétariat a présenté au PNUE un certain nombre d'observations sur la stratégie triennale à horizon mobile proposée pour le PAC, portant notamment sur les éléments suivants: justification de

l'approche triennale, sachant que l'approbation d'un budget annuel est toujours envisagée; avantages de ce changement pour les pays PFV dont la plupart sont couverts par des services du PAC; comment l'exécution des activités financées individuellement et en dehors du budget du PAC (à savoir, PGEH, projets RI, enquête sur les solutions de remplacement des SAO) est envisagée dans le cadre des objectifs stratégiques proposés et en conformité avec les décisions du Comité exécutif; et incidences générales de ce changement sur l'exécution des services du PAC.

14. Le PNUE a expliqué que la stratégie triennale à horizon mobile permettrait au PNUE de mieux répondre aux défis actuellement liés à l'élimination des HCFC, qui appellent une stratégie à long terme pour assurer la pérennité des activités. Les pays PFV continueraient de recevoir la priorité et le ciblage essentiel du programme du PAC et recevront les produits/résultats spécifiques qui pourront être appliqués dans leurs pays. La stratégie triennale ne nuira d'aucune façon l'exécution du PAC, et permettra au contraire au programme d'élaborer des moyens de renforcement de capacités durables à long terme pour tous les pays.

Plan de travail du PAC pour 2016

15. Le programme de travail annuel du PNUE pour 2016 continue d'être en accord avec le mandat accordé par la décision 35/36, qui a établi le PAC. La cible principale en 2016 est en harmonie avec la stratégie triennale à horizon mobile, et le PNUE a expliqué que la préparation d'un document annuel de financement dans le cadre de cette démarche stratégique viserait à maintenir la conformité avec la décision du Comité exécutif d'approuver le budget du PAC sur une base annuelle. Cela permettra également au PAC de réadapter chaque année ses priorités en fonction de l'évolution des besoins des pays visés à l'article 5.

16. Les quatre cibles à lancer avec le programme de travail de 2016 (à savoir, programme de formation des NOO, mise au point d'un permis de conduire de frigorigènes, programme mondial de formation pour le secteur de l'entretien, et gestion des SAO dans le secteur des pêches) seront réalisées au cours des trois prochaines années, les résultats finals devant être prêts à la fin de la troisième année. Le PNUE a indiqué qu'il y aurait des résultats intérimaires chaque année, selon l'avancement des activités prévues annuellement.

Budget 2016 du PAC

17. Le Secrétariat a noté que la proposition de budget soumise pour le PAC est conforme à la décision 47/24, l'augmentation proposée (81 000 \$US) ne dépassant pas les trois pour cent du budget approuvé l'année précédente. Par rapport au budget de 2015, la hausse minimale des coûts salariaux s'est avérée nécessaire et limitée aux hausses requises par la Commission de la fonction publique internationale. Quelques rubriques portant sur le personnel ont subi des changements, en fonction des modifications de classement de postes. Grâce à la flexibilité de modification et d'ajustement de priorité accordée par le Comité exécutif au PNUE, des fonds ont été déplacés d'une rubrique à l'autre pour tenir compte de l'évolution des besoins. De nouvelles dépenses budgétaires ont été créées et justifiées par le PNUE comme étant requises par la nouvelle stratégie triennale à horizon mobile proposée. Un récapitulatif des changements apportés entre les budgets 2015 et 2016 du PAC est présenté ci-dessous, au tableau 1.

Tableau 1: Comparaison entre le budget approuvé de 2015 et le budget proposé de 2016 du PAC (\$US)

Rubrique	2015 approuvé	2016 proposé	Différence	Changement (%)
1999 (personnel et voyage)	6 851 000	6 918 000	67 000	1,00
2999 (sous-contrats)	603 000	764 000	161 000	26,70
3999 (réunions de réseau/ thématiques)	1 132 000	974 000	-158 000	-14,00
4999 (équipements et locaux)	614 000	625 000	11 000	1,80
5999 (divers)	259 000	259 000	0	0,00
Total	9 459 000	9 540 000	81 000	0,86

18. Durant l'examen du budget général et des changements apportés aux rubriques, notamment la réduction de certaines activités telles que la coopération sud-sud, le PNUE a expliqué que les modifications de ces dépenses découlaient d'une analyse des importants versements provenant des années antérieures, et qu'il a jugé nécessaire de modifier ces activités pour en renforcer la pertinence avec les besoins actuels des pays. Plutôt que d'allouer des fonds aux régions où ils ne seront pas utilisés, le PNUE a créé une rubrique budgétaire spécifique pour les besoins émergents des pays (soit BL 2308 75 000 \$US). Les équipes régionales pourront ainsi accéder à ces fonds en proposant des activités nécessitant une assistance prioritaire dans les pays visés à l'article 5 où des problèmes, non détectés antérieurement, risquent de surgir durant l'année (à savoir, risque de non-conformité).

19. À l'issue des débats et des explications données aux observations du Secrétariat, le PNUE a apporté en conséquence des révisions à son programme de travail du PAC et à son budget pour 2016.

RECOMMANDATION

20. À la lumière des informations communiquées par le PNUE et des observations ci-dessus, le Comité exécutif est invité:

- a) À approuver le budget du programme d'aide à la conformité (PAC) pour 2016 du PNUE, s'élevant à 9 540 000 \$US, plus des coûts d'appuis d'agence de 8 pour cent, soit 763 200 \$US, figurant à l'Annexe I du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/33;
- b) À envisager d'entériner la stratégie triennale à horizon mobile proposée par le PNUE pour son PAC et les démarches qui y figurent;
- c) À demander au PNUE de continuer à soumettre chaque année un programme de travail et un budget pour le PAC, notamment:
 - i) En incluant des informations détaillées sur les quatre nouvelles activités dans le programme de travail de 201 qui seront financées par les fonds généraux jusqu'à ce qu'elles soient achevées;
 - ii) En élargissant la priorisation de financement entre les dépenses budgétaires du PAC pour tenir compte de l'évolution des priorités et en donnant des détails sur les réattributions des fonds dans son budget, conformément aux décisions 47/24 et 50/26; et
 - iii) En rendant compte des niveaux des postes actuels et en informant le Comité exécutif de toutes modifications qui y seront apportées, notamment concernant toute augmentation des crédits budgétaires.

**UNEP COMPLIANCE ASSISTANCE PROGRAMME (CAP)
2016-2018 THREE YEAR ROLLING STRATEGY
2016 WORKPLAN, ACTIVITIES AND BUDGET PROPOSAL
AND 2015 PROGRESS REPORT**

Presented to the
75th Meeting of the Executive Committee
of the Multilateral Fund for the Implementation
of the Montreal Protocol

5th October 2015



United Nations Environment Programme

TABLE OF CONTENTS

Executive Summary	3
Part I: Three year rolling strategy - 2016-2018	4
1. INTRODUCTION	4
2. OVERVIEW OF CAP	5
3. STRATEGY FOR UNEP CAP	5
4. CAP FOCUS 2016-2018	9
<i>Annexes</i>	
<i>ANNEX 1A: EXECUTIVE COMMITTEE DECISIONS RELATED TO CAP</i>	
<i>ANNEX 1B: OVERVIEW OF CAP</i>	
<i>ANNEX 1C: OVERVIEW OF MULTILATERAL FUND PROJECTS</i>	
<i>ANNEX 1D: CAP PARTNERSHIPS FOR OZONE PROTECTION AND CLIMATE CO-BENEFITS</i>	
Part II: Planned overall CAP services in 2016	19
1. CAP FOCUS in 2016	19
2. GLOBAL CAP SERVICES AND PRODUCTS	19
<i>Annexes</i>	
<i>ANNEX 2A: LOGICAL FRAMEWORK ANALYSES FOR 2016</i>	
<i>ANNEX 2B: COMPLIANCE ASSISTANCE SERVICES PROPOSED FOR 2016</i>	
<i>ANNEX 2C: 2016 CAP BUDGET PROPOSAL</i>	
<i>ANNEX 2D: 2016 CAP BUDGET FINANCIAL ANALYSIS</i>	
Part III: 2015 Progress Report	22
1. OVERVIEW OF PROGRESS IN 2014-2015	22
2. HUMAN RESOURCES MANAGEMENT	27
3. FINANCIAL MANAGEMENT	27
4. CHALLENGES AND LESSONS LEARNT	28
5. LOOKING FORWARD	28
<i>Annexes</i>	
<i>ANNEX 3A: COUNTRY-SPECIFIC SERVICES DELIVERED BY CAP IN 2015</i>	
<i>ANNEX 3B: OTHER CAP SERVICES AND ACTIVITIES DELIVERED IN 2015</i>	
<i>ANNEX 3C: REGIONAL SCHEDULE OF EVENTS</i>	
<i>ANNEX 3D: REPORT ON UTILISATION OF CAP STAFF FOR MULTILATERAL FUND AND MONTREAL PROTOCOL ACTIVITIES</i>	

Executive Summary

This document presents the strategic vision and programmatic framework for UNEP's Compliance Assistance Programme for the period 2016-2018 as a rolling strategy document, and the 2016 CAP Workplan, activities and budget for consideration by the 75th Executive Committee.

As an Implementing Agency of the Montreal Protocol, UNEP was entrusted by the Parties in 1991 with the following responsibilities: political promotion of the objectives of the Protocol, research and data-gathering and the Clearinghouse function. The Compliance Assistance Programme (CAP) is fulfilling UNEP's mandate, by strengthening the capacity of governments - particularly National Ozone Units (NOUs) - and industry in developing countries (Montreal Protocol Article 5 countries), to elaborate and enforce the policies required to implement the Protocol, make informed decisions about alternative technologies and sustain compliance obligations. For the last twenty five years, UNEP and subsequently the CAP, provides country-specific compliance services, operates 10 Regional Networks of Ozone Officers, facilitates South-South cooperation, assists with regional awareness activities, and provides a global Information Clearinghouse that serves NOUs through information, communication, education (ICE) electronic knowledge management and capacity building activities.

CAP's 147 developing country clients cover a broad spectrum ranging in terms of size, population and consumption and production of ozone depleting substances (ODS), from Niue to China. This varied client base includes 48 countries classified by the UN system as Least Developed Countries (LDCs) and 38 countries classified as Small Island Developing States (SIDS). While the approaches and challenges between regions and countries differ, there are some general challenges facing Article 5 countries in their HCFC phase out management.

This document presents a three year rolling strategy for UNEP's CAP for the period 2016-2018 for consideration of the 75th meeting of the Executive Committee. In the last twenty five years, UNEP has pursued its efforts in providing compliance assistance services to the A5 countries and in particular the LVCs. The proposed CAP strategy is based on the current and anticipated needs of Article 5 countries, focuses on compliance and LVCs, and builds on progress in the implementation of the HCFC phase out management plans (HPMPs), key achievements in the CAP workplan delivery and the lessons learnt. CAP widened its scope and outreach to forge new partnerships essential to support countries in the phase-out and climate co-benefits in the choice of alternative technologies and particularly technician training in the refrigeration servicing sector. The challenge is to support countries in developing strategies for assessing, monitoring and sustaining the 2015 10 % reduction, whilst at the same time preparing for the 2020 35% reduction, and the sound management of refrigerants.

UNEP-CAP will continue to meet Article 5 country needs for 2016 and beyond, through the four overarching objectives which have been progressively adjusted (previously three-track approach), and eleven strategic programme objectives which reflect defined areas in which UNEP has a unique profile and comparative advantage. The aim is to deliver sustainable activities and improve programme delivery to more effectively meet Article 5 country's needs during the HCFC phase out. Hence, a robust strategy is needed, to move away from stand-alone initiatives and activities to better defined measurable results via a longer term approach.

Throughout the 2016-2018 period UNEP CAP will also deliver the projects in its 2016-2018 Business Plan, implement national HCFC phase out management plans (101 HPMPs) and manage Institutional Strengthening projects in 105 countries, and perform the project development, monitoring and reporting duties required of all Implementing Agencies.

To deliver these planned comprehensive compliance assistance services to Article 5 countries during the first year of the three year rolling strategy, i.e. 2016, UNEP is requesting a total budget of US\$ 10,303.200, which includes the project cost of US\$ 9,540.000 and programme support costs (PSC) of 8 per cent amounting to US\$ 763.200.

UNEP seeks the Executive Committee's approval of this 2016-2018 three year rolling CAP strategy and the 2016 CAP Work Programme, activities and budget.

This document comprises three parts: Part I describes the three year rolling CAP strategy (2016-2018), Part II corresponds to the CAP workplans for 2016, CAP activities, Compliance Assistance Services proposed for 2016 and the CAP budget proposal, Part III provides an overview of progress in implementation of CAP for the first nine months of 2015 and last four months of the 2014 CAP.

Part I: Three year rolling strategy - 2016-2018

1. INTRODUCTION

This document presents a three year rolling strategy for UNEP's Compliance Assistance Programme (CAP) for the years 2016-2018 for consideration of the 75th meeting of the Executive Committee. It has been prepared taking into account all Executive Committee Decisions (as detailed in Annex 1A), pertaining to CAP and recommendations.

CAP's primary role is to assist Article 5 countries to be in compliance with their obligations under this multilateral environmental agreement. In addition to the compliance relevant services, CAP provides an integrated range of capacity building support through the unique CAP Regional Network of National Ozone Officers (NOOs). This covers a wide range of topics including policies and enforcement, technical issues, assistance with data reporting, capacity building of new Ozone Officers, support for ratification, etc. Under the Clearinghouse mandate, CAP develops and delivers a wide range of need-based technical capacity building services, and information products/services for key stakeholders, including governments, NOUs, the private sector, institutions and inter-governmental bodies (Fig. 1).

Over the last twenty five years, UNEP has contributed to the very low rate of non-compliance to date, timely reporting of Article 7 & Country Programme data, high rate of ratification of Montreal Protocol & amendments and the setting up of national HCFC licensing and quota systems. The proposed three year rolling strategy brings to bear the expertise developed by CAP, build on the lessons learnt and aims to address in a better way the multitude of emerging trends, challenges and cross-cutting issues developing countries face in the context of the HCFC phase-out implementation.

UNEP developed this strategy based on the current and anticipated needs of Article 5 countries as assessed by the CAP regional teams, drawn from various sources¹. The strategy is conceived as a rolling strategy, designed around four overarching objectives and specific strategic programme objectives or thematic orientations. These strategic programme objectives comprise actions and activities which can be modified and adapted during the course of the three year period to integrate both sectoral and inter-sectoral approaches. With a focus on compliance and LVCs, the South-South cooperation and North-South-South triangular cooperation approaches are distinct components of the strategy.

This strategy is proposed to be in phase with the UNEP three year rolling business plan (BP), which is endorsed by the Executive Committee at the last meeting of the year. UNEP proposes that on an annual basis it will submit for the Executive Committee's consideration an annual CAP workplan indicating specific activities with measurable benchmarks to be undertaken for the following year and the corresponding budget. UNEP will continue to provide the annual CAP progress report on specific compliance assistance services delivered to the Article 5 countries and CAP budget expenditures. The unifying theme for both the CAP and the BP three year rolling strategies is the contribution to the

¹. Including *inter alia* direct feedback collected during meetings of the Regional Networks of Ozone Officers and through consultations with NOUs, Implementing Agencies, bilateral agencies, through the Business Planning process, and the advice received during the 2014 Compliance Advisory Group (10 July 2014, Paris) and CAP Consultation meeting (23 May 2015, Montreal). It also reflects compliance-related decisions taken in the 25 and 26th Meetings of the Parties (MOP), the 34-36th Open-ended Working Groups (OEWG), the 52nd and 53rd Implementation Committee meeting, the 72nd, 73rd and 74th Executive Committee meetings and the Multilateral Fund and Ozone Secretariat's latest Status Reports.

national ODS phase out through the CAP services and the Clearinghouse functions, implementation of the Institutional Strengthening (IS) and HCFC phase out Management projects (HPMPs) and assisting countries in the sustainable sound management of refrigerants.

2. OVERVIEW OF CAP

i) CAP services

“Compliance” and LVCs will continue to be a focus of the CAP three year rolling strategy- noting, building capacity for compliance and sound refrigerant management go hand in hand. All NOOs receive assistance under CAP (overview of CAP and services in Figure 1 and Annexes 1B, 1C)

ii) CAP and Multilateral Fund project implementation

Institutional Strengthening and HCFC phase out Management Plans

In addition to the above CAP services, CAP is also responsible for delivering the Multilateral Fund projects approved for UNEP as per its 2015-2017 Business Plan. UNEP implements 105 projects at present. UNEP provides support as the Lead Agency in 71 national HCFC Phase out Management Plans (HPMPs) and as the Cooperating Agency in 30 countries. CAP performs the project development, monitoring and reporting duties required of all Implementing Agencies (Annex 1C).

Non ODS alternative surveys

CAP will coordinate closely with the 57 NOOs to undertake the non-ODS alternative country surveys, approved by the 74th Executive Committee². (see Annex 1C for more information

iii) Implementation of projects complementary to HPMPs

CAP has mobilized funding and partnerships to assist countries to adopt alternatives and approaches to achieve climate co-benefits (see Annex 1D for more details).



Figure 1 - Services delivered by CAP to Article 5 countries

3. STRATEGY FOR UNEP CAP

i) Background

1. The Protocol has adopted an ambitious schedule for accelerated phase out of HCFCs, taking into account linkages and synergies with climate change mitigation. The HCFC phase-out presents

². MOP Decision XXVI/9, which included a request to ExCom (para4) to provide some additional funding to carry out “inventories or surveys on alternatives to ozone-depleting substances in interested parties operating under paragraph 1 of Article 5 upon their request”.

issues and challenges for technology selection and policy responses that are different from the earlier CFC phase-out.

2. In delivering the portfolio of projects and CAP services over the past years³, the emerging responsibilities that continue to be identified by the NOOs in the current HCFC phase out include: political instability/conflicts, compliance monitoring (HCFC policy and quota systems and enforcement), regular turnover of NOUs & need for continuous capacity building, servicing sector challenges especially in LVCs (and particularly in the informal sector), different perspectives on climate co-benefits, uncertainty/availability/cost of non-HCFC technologies, lack of incentives for LVCs to adopt low- and zero-GWP energy efficient alternatives, flammable refrigerants, conversions (retrofit/drop-in), safety & standards, refrigerant quality issues: blends, counterfeit, contaminated refrigerants and illegal ODS trade.

3. Taking into account the specific challenges associated with the HCFC phase out, UNEP designed a three year rolling CAP strategy to be able to better meet the needs of LVCs and other Article 5 countries. The previous three track approach for CAP which was approved by the ExCom was a yearly programme, and whilst it worked in the past, the challenges facing the HCFC phase out would require a long term strategy to scale up programs, re-evaluate the CAP services, re-enforce partnerships, deliver sustainable training programmes and further strengthen the capacity of NOOs not only to manage the ODS phase out but also to be able to advise their governments to make informed decisions. Recurring activities such as the compliance assistance services (network meetings, clearing house, etc.) will continue throughout the three years, re-adjusted based on the lessons learnt.

4. The planned services and activities for the strategy will cover the period 2016-2018 and comprise the interconnected and mutually supporting CAP services to Article 5 countries⁴. A challenge for CAP and its Clearinghouse is to reposition its capacity building and ICE services to best address the evolving needs of countries relevant to the HCFC phase-out and in a timely manner. The critical elements of this revised CAP strategy revolves around the convergence between the seemingly dispersed issues of compliance, sustainable capacity building, technician training, climate, energy, HCFC policy and enforcement and targeted communications.

ii) Key features- overarching and strategic programme objectives

5. In order to continue providing sustainable value-added services to countries to overcome the above challenges CAP will need to reorient strategies, foray into yet uncharted territories and network with new partners. This rolling three year strategy for the CAP is built around the mandate of UNEP and twenty five years of experience as an Implementing Agency by maintaining compliance⁵. This strategy aims at moving away from single one off initiatives to assembling all its resources, skills and experience to sustainable global CAP initiatives and products, whilst recognising the need for regional specificities. The revised logical framework analysis with yearly expected results, performance indicators and benchmarks will contribute to assessing the impact of interventions and activities, whilst providing the flexibility for re-orientation based on needs.

³. From June 1991 until the end of May 2015, the Executive Committee approved 1,891 projects for implementation by UNEP. Of the 1,891 projects approved, 669 were time-sensitive Institutional Strengthening (IS) projects and 1,139 were objective-sensitive projects: Technical assistance (648), Training (196) and Country Programme (95), Project Preparation (195). UNEP has completed a total of 1,344 non-investment projects.

⁴. Clustered as follows: CAP services: country-specific compliance assistance services, Regional Networks of Ozone Officers, country-to-country south-south cooperation, and regional awareness support. Global Information Clearinghouse services: services related to information, communication and education services as well as technical and specialised capacity building. Global Project Management: Support to the implementation and monitoring of the IS, HPMPs and non-ODS alternative surveys.

⁵. 'Capacity building has played an important role in helping Article 5 countries to achieve and maintain compliance, through UNEP's CAP and through IS projects. While it is impossible to determine the degree to which CAP is responsible for any country's compliance—given the multiple influencing factors—it is fair to say that CAP has played an important role in maintaining compliance across all regions.' According to ozone officers, in some cases a country's return to compliance was greatly facilitated by CAP assistance". Evaluation of the financial mechanism of the Montreal Protocol, 2012

6. This rolling three year strategy is structured around four programme-driven overarching objectives, which constituted the three or four track approach used in previously approved CAP. The overarching objectives is based on the needs analysis of countries and aim to reinforce compliance assistance services to Article 5 countries in a more sustainable manner with measurable expected outcomes.

7. The overarching objectives (OOs) are translated into strategic programme objectives (SPOs) which are subsequently driven by actions and activities (Figure 2). Whilst the overarching objectives would steer the CAP over the three year period, these strategic programme objectives incorporates dimensions for policy advice, benchmarking, monitoring and evaluation and especially institutional and human capacity-building. Compliance assistance, South-South cooperation and North-South-South triangular cooperation approaches will be distinct components of each SPO, providing a platform which enables all Implementing Agencies, partners, and LVCs to share their experiences and to cooperate on issues of common concern. It also provides for both upstream and downstream interventions and offer the possibility to be readjusted, modified and or reinforced based on A5 country needs.

8. Each of the overarching programme objectives is accompanied by specific measurable and strategically chosen expected results (Figure 2; Annex 2A – Logical Framework Analyses for 2016). These expected results will provide an entry point to the annual CAP workplans and budget which contain the proposed activities, expected results, performance indicators and benchmarks. The annual workplans and budget, will be submitted to the Executive Committee for endorsement and approval by the last meeting of the year. The rolling strategy will allow for revision if necessary every year by the Executive Committee to reflect programme developments and Article 5 country needs.

Compliance assistance services and enforcement

9. In the last twenty five years, UNEP complemented, supported and backstopped the work of the other Implementing and bilateral Agencies in areas of its comparative advantage and expertise whenever opportune, agreed upon with the agencies concerned. UNEP will continue doing its work as follows: seek closer cooperation and coordination with the other Implementing Agencies (UNDP, UNIDO, World Bank), bilateral agencies, Multilateral Fund and Ozone Secretariat. UNEP will step up joint field missions to countries with potential non-compliance and or compliance challenges.

10. A flagship activity of UNEP and a core mechanism of the Multilateral Fund family of institutions, the CAP Regional Networks of National Ozone Officers will continue to provide a forum for experience exchange and knowledge transfer between the NOOs of Article 5 countries, while adopting innovative approaches and addressing priority thematic areas. Network consultations will be strengthened in this strategy, so that Implementing Agencies (UNDP, World Bank and UNIDO), Multilateral Fund and Ozone Secretariat, bilateral agencies and other partners will be better able to interact with all NOOs on compliance related issues and national HPMPs. Network and thematic meetings will be better designed to enable NOOs establish substantive cooperation at the regional level, provide an avenue to facilitate feedback on Ozone Officers' activities, progress made, challenges and needs as well as available opportunities.

11. CAP offers on average over 450 compliance assistance services yearly to Article 5 countries to achieve and sustain compliance. Under this strategy, UNEP will prioritise better to deliver timely assistance on the basis of countries' differentiated needs and ad hoc requests. In conformity with its mandate, UNEP will dedicate most of its resources to address specific problems of low volume consuming countries (LVCs) and very low volume consuming countries (VLVCs). The regional delivery mechanism of CAP is a distinct feature of the OzonAction Programme and will be further enhanced to better meet the needs of institutions. In collaboration with partners, UNEP will set up a mechanism for early identification of potential non-compliance and or regular follow up on the need for compliance assistance services.

12. The HCFC licensing and quota systems were established as a pre-requisite for accessing funds under the HPMPs. The informal and voluntary mechanism, iPIC (*informal Prior Informed Consent*), of information exchange on intended trade between the authorities initiated by UNEP CAP, has been recognised by the Parties of the Montreal Protocol as a useful tool which can be used to reduce discrepancies between import/export data, identify and reduce illegal trade and cases of noncompliance with domestic legislation. To date, iPIC counts 113 participating countries. In this strategy, all Network meetings will systematically include enhanced training on iPIC. CAP will encourage the use of iPIC by NOOs and custom focal points, for continuous high-quality data reporting, enforcement and effective management of national ODS phase out controls. Based on best practices, CAP will further establish cooperation between the NOOs, customs officers and relevant regional and international enforcement organizations.

LVCs and the refrigeration servicing sector

13. For the majority of Article 5 countries, the refrigeration servicing sector continues to be the largest or the only consumer of ODS⁶. Training in good refrigeration practices was provided to all Article 5 countries under the CAP and through individual projects by bilateral agencies in some form or the other. Despite this, the need for sustainable refrigeration training programmes are more relevant now than during the CFC phase-out period. Feedback from the countries and Implementing Agencies indicates that a more robust long term approach is necessary. In this rolling strategy, CAP will engage all partners and the Implementing Agencies: to hold specific training for selected RSS technicians, design a roadmap with milestones to promote certification schemes, workshops on standards, high-ambient temperature RAC technology, energy efficient buildings/architects and contaminated refrigerants. CAP will continue to assist countries in introducing standards and codes on installation, servicing and record keeping for importers, dealers and servicing companies.

14. Building on positive feedback and experience, through Regional Networks of National Ozone Officers, CAP will raise awareness of NOOs, governments and stakeholders on compliance-relevant issues such as low-GWP energy efficient “Ozone2Climate” technologies and strengthen partnerships with key players in the refrigeration servicing sector.

Partnerships for sustainable training and refrigerant management

15. Significant efforts have been made by CAP to bring on board the necessary partnerships for an effective, holistic HCFC phase out. Over the last years, CAP widened the scope and outreach to forge new partnerships that will support activities that have the potential to influence national HCFC policy and practice for effective ODS phase outs, sustainable technician training and climate co-benefits in the choice of alternative technologies. Today, these partnerships already constitute considerable in kind support and co-financing from non-Multilateral Fund sources.

16. Recognising that this necessitates a bolder forward looking approach towards training and refrigerant management, UNEP will develop and elaborate with all stakeholders a global training for technicians in good practices and in refrigerant management. Moreover, given the recent industry movement to address the issue of refrigerant management through a unified approach, particularly through an initiative called the Global Refrigerant Management Plan (GRMI), UNEP has been invited to be a key player in presenting the challenges faced by the developing countries to industry associations and to participate in the design of the GRMI.

⁶. UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/42. The servicing sector needs to build, develop and sustain capacities for the next generation of alternatives: however, in most LVCs the national institutional framework including policy and regulatory setting, standards, technical skills, knowledge and tools/equipment for servicing do not currently meet the minimum requirements necessary to manage the use of such alternatives safely.

17. In addressing the needs for certification of refrigeration technicians, an in depth national/regional analysis will ascertain the long term sustainability of programmes, institutionalization of training activities and address barriers and incentives. CAP will promote technician's certification schemes and establishment of RAC associations to achieve in good practices in servicing.

18. Forward looking innovative global CAP initiatives that will promote the cross regional fertilization and south-south cooperation will be developed and launched by the three year period. The non- exhaustive initiatives includes: the NOO training scheme, Refrigerant Driver's Licence, global training for refrigeration servicing sector technicians, promotion of establishment of certification schemes, studies on HCFC phase out implications in the marine/fishing sectors as regards training, capacity needs and technology options for management of ODS, policy measures to promote ozone and climate friendly technologies, and capacity building in non ODS alternatives.

4. CAP FOCUS 2016-2018

i) Overarching Objective 1:

Assisting countries to comply with their upcoming HCFC phase out commitments

The HCFC phase out is proving to be a challenge for all Article 5 countries: managing the HCFC phase-out process, setting policies, monitoring and evaluating these policies, implementing HPMP components, making informed choices about non-HCFC technologies, sustaining training of NOOs and technicians and seeking co-financing and exploiting synergies with national development strategies will continue to guide CAP in the period 2016-2018.

UNEP will seek to accomplish this overarching objective through three strategic programme objectives:

Strategic Programme Objective 1: *Providing country-specific compliance assistance services to NOUs; and assisting countries with HPMP and IS projects as per Executive Committee guidelines*

CAP's assistance will continue to focus on support to all NOUs based on needs, ad hoc requests and or from other Implementing Agencies, either via specific country missions and or via the Regional Networks to monitor phase out commitments.

UNEP will in addition provide country support to the IS projects approved for UNEP (Annex 1C).

Expected outcomes

- Compliance assistance services provided to all NOUs, especially the LVCs, via the ten Regional Network, thematic meetings, and the Information Clearinghouse.
- All NOUs supported to comply with HCFC phase out commitment.
- National HPMPs and IS projects implemented as per Executive Committee approval
Countries assisted with reporting requirements, preparing, reviewing and submitting tranches of HPMPs and IS projects.

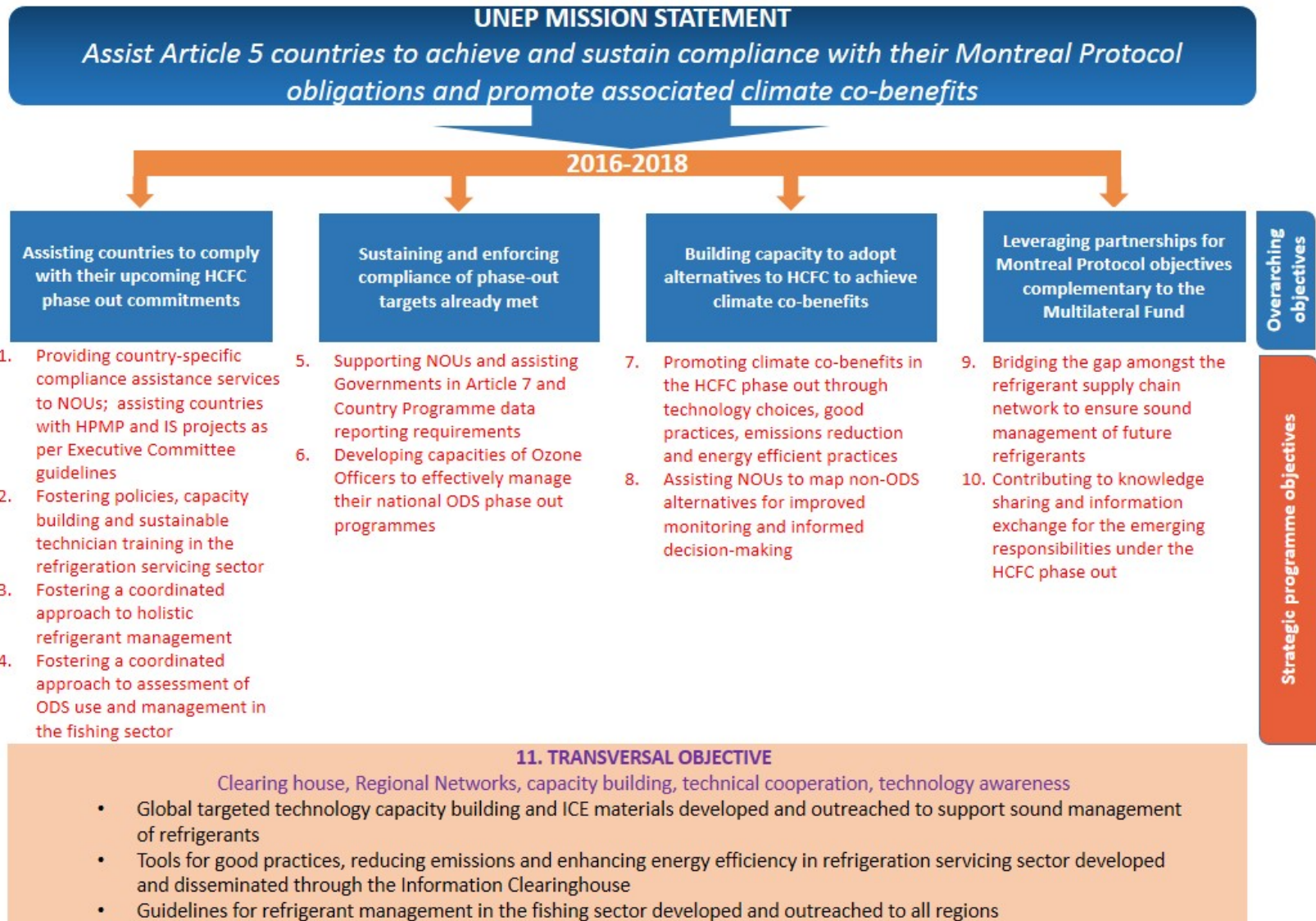


FIGURE 2 – STRATEGIC PROGRAMME OVERVIEW

Strategic Programme Objective 2: *Fostering policies, capacity building and sustainable technician training in the refrigeration servicing sector*

Service technicians and operators need to be properly trained to safely commission, service, repair and decommission equipment based on alternative technologies (flammable, higher toxicity, higher pressure). HPMPs provide countries an opportunity to make the right technology choices of non-HCFC, low-GWP refrigerants and embrace energy efficiency. The training of technicians on good servicing practices and containment can reduce leakage rates and emissions and hence contribute to decrease the climate impact of HCFC phase-out.

Taking into consideration the decisions of the Executive Committee related to the refrigeration servicing sector, the experience gained in CAP on the review of stand-alone activities and phase-out plans⁷ addressing the servicing sector, CAP will convene international service providers i.e., partners and institutions who provide ongoing training to develop a strategy and roadmap to elaborate a global training programme for service technicians.

Expected outcomes

- LVCs establish national and/or regional RAC industry associations and mainstream good practices training courses into the national curricula of vocational training schools.
- Cooperation with RAC associations, training institutes, private sector companies and regional initiatives strengthened; promote training and certification schemes.
- Global online training programme for servicing technicians assessed and piloted. CAP will ensure global leadership and coordination of all stakeholders involved in training schemes for servicing technicians: global curricula and learning materials developed.
- Technician training modules developed in cooperation with key stakeholders and extended to cover the installation of equipment with flammable refrigerants.
- In delivering training workshops with partners, CAP will endeavour to establish long term sustainability of training programmes: explore how training activities could be fully institutionalized under the formal or vocational curriculum; and ascertain how countries ensure that only certified technicians handle flammable or toxic refrigerants.

Strategic Programme Objective 3: *Fostering a coordinated approach to holistic refrigerant management*

Through collaborations with relevant industry partners UNEP will introduce a parallel and fast track qualification programme that can support governments' efforts to regulate the servicing sectors. This approach is built on a collaborative partnership established between UNEP and the global industry associations, represented by the Air Association of Heating, Refrigeration Institute (AHRI), to ensure its feasibility and success. The UNEP-AHRI joint initiative entitled the 'Refrigerant Driving License' (RDL) was launched in July 2015 at the 36th OEWG, Paris.

The development in the HVAC&R industry includes introduction and deployment of many new refrigerants as well as reviving the use of old known refrigerants that were not widely and commercially promoted (e.g. 'Natural Refrigerants'). Both broad categories of refrigerants and all future refrigerants that are being investigated as long term solutions would need special operational and/or safety characteristics to ensure the sound handling. This is important not only to avoid unnecessary emissions but also to secure safe operating conditions of HVAC&R systems operators and end-users. The HVAC&R Supply-Chain network globally includes different levels of ground-field players that deal with refrigerants and are directly responsible for managing the unwanted emissions of refrigerants. They comprise particularly the small and medium-sized segments of the servicing sectors.

⁷ Including *inter alia* training programmes for refrigeration technicians and customs officers; recovery and recycling schemes; and retrofit of refrigeration equipment, approved since the 4th meeting of the Executive Committee (June 1991). Including: refrigerant management plans (RMPs), terminal phase-out management plans (TPMPs), national phase out plans (NPPs) for non-low volume consuming (non-LVC) countries, and more recently HPMPs.

The Montreal Protocol funding mechanism assisted Article 5 governments to develop and introduce different schemes for certifying and qualifying HVAC&R service technicians with the aim to minimize emissions and ensure the provision of good service practices while performing the job. Those schemes differ notably between different countries and regions in terms of their structure, comprehensiveness and ability to be adequately enforced. While some countries incorporated the certification schemes within the national professional competency certification programs, others designed special programs for licensing those who deal with refrigerants only or in addition to the standard professional competency certification programs. Both approaches have the convincing merits and arguments but what remains a big challenge for both approaches is the effectiveness of the enforcement and monitoring of those programs.

UNEP worked over the last 20 years to support Article 5 countries in establishing national certification schemes and implementing good practices training programs either directly through the CAP and the 1891 funded projects by the Multilateral Fund. While the impact of that work positively contributed to the smooth phase-out of ODS and built national capacities, the sustainability of the built capacities and platforms always remains questionable due to national competing priorities and limited resources to maintain the operation and monitoring of such schemes. The challenge of sound management of refrigerants remains more or less similar, in both developed and developing countries, with regards to securing adequate resources to ensure that the programs are well enforced and monitored. It's also worth mentioning that the certification and qualification schemes is facing an additional problem when it comes to the across-borders acceptability. A large number of HVAC&R technicians/specialists comprise a migrating working force that moves globally seeking for better opportunities and career development.

CAP has a major role to play to create an enabling environment for all stakeholders including the HVAC&R Supply-Chain network. Especially due to the ability/capacity, of the large industry stakeholders to set an example, within their corporate social/environmental responsibilities to lead the sector to enforce and monitor the sound management of refrigerants. However, the absence of a global unified agreeable approach amongst HVAC&R industry remains the challenge.

To address the above challenges, UNEP and AHRI launched the Refrigerants Driving License (RDL). RDL aims at introducing a globally recognized qualification programme for the sound management of refrigerants. The proposal is not an attempt to replace or overrule any existing national or regional refrigeration and/or refrigerant certification scheme, but it's an effort to create an acceptable platform that stipulates the minimum requirements globally accepted by the HVAC&R Supply-Chain Network for the sound and safe use of refrigerants now and in the future⁸.

Expected outcomes

- Minimal global qualification programme for servicing technicians (Refrigerant Driving License) developed, launched and operational.
- Developing a globally acceptable programme that sets out the minimum qualification requirements for the HVAC&R Supply-Chain network whilst at the same time creating the international recognition of such programs by the industry and the governments.
- This unified programme should concomitantly address, but is not limited to, the requirements for sound management of different types of current and future refrigerants.
- The global HVAC&R industry will be the catalyst for the programme by ensuring its introduction and enforcement through its business networks.
- Resources for the RDL will be sought from different sources including, but not limited to, AHRI, participating associations and societies and the Multilateral Fund. UNEP foresees that RDL shall be self-sustained in the long term in terms of resources and operation through a business-model concept which will be part of its core operational mechanism.

⁸. UNEP and AHRI agreed to synergize the efforts of GRMI along with the RDL initiative through the close engagement of GRMI partners. Different levels of engagement will be offered to GRMI members i.e. HVAC&R associations and societies in order to ensure global ownership and acceptance and allow all to participate within their capacities and interest.

Strategic Programme Objective 4: *Fostering a coordinated approach to assessment of ODS use and management in the fishing sector*

Refrigeration is an essential technology in the refrigerated marine and fisheries industries. Shipping and fishing industries are large consumers of refrigeration technologies⁹. Currently, there is no standardized/agreed set of international rules/procedures on the reporting of ODS in marine vessels working in international waters. Noting MOP Decision XXIII/1¹⁰ and the International Marine Organization commissioned 'Study on the treatment of Ozone-depleting Substances used to service ships'¹¹ and the implications for compliance, CAP mobilised new cooperative mechanisms to contribute to the assessment of ODS in the fishing sector¹².

With the global phase-out of ODS, marine systems find it increasingly difficult to source HCFCs for servicing. This reduced availability of HCFC can result in illegal trade and/or supply of low quality and possible adulterated HCFCs. This has a great potential to damage the refrigeration systems and other environment and safety impacts and may also cause disruption in the value chain which depends on the cold chain. Given the volume of refrigerant use in this sector, there is a need for safe, secure and efficient shipping on cleaner oceans¹³. UNEP proposes to undertake pilot studies of ODS use and management in this sector, in collaboration with regional partners.

Expected outcomes

- In collaboration with NOOs and other stakeholders, CAP will compile studies on HCFC phase-out implications in the marine/fishing sectors as regards, training, capacity needs, refrigerant repairs servicing skills and technological requirements. Additionally, the policies, practices, and technology options will be analysed with partners.
- CAP in collaboration with ASHRAE and partners will host an international symposium to raise awareness of compliance related to the HCFC management in marine and fishing sectors and the availability of climate friendly and energy efficient solutions.
- Through regional fora, Networking and Clearinghouse raise awareness on potential compliance related issues for monitoring ODS use in the fishing sector.

ii) Overarching Objective 2:

Sustaining and enforcing compliance of phase-out targets already met

In relation to policy issues, CAP provides assistance to Article 5 countries in designing, implementing and strengthening ODS licensing/quota systems as well as preparing and implementing HPMPs and promoting the implementation of relevant policies and standards. UNEP will seek to accomplish this overarching objective through two strategic programme objectives.

⁹. Regulation 14, paragraph 4 of the Revised MARPOL Annex VI requires that an Ozone Depleting Substance record book be maintained and completed when refrigeration system containing ODSs are maintained or when ODSs are either supplied or removed from the ship, and that "HCFCs will be prohibited in new installations after 01 January 2020"

¹⁰. This In November 2011 the Twenty-Third Meeting of the Parties to the Montreal Protocol adopted Decision XXIII/11: indicating that "they are mindful that many parties registered as flag states are unsure of the reporting requirements for ships under the Montréal Protocol, and are concerned that differing party interpretations of the Montréal Protocol with regard to the sale of ozone depleting substances to ships may result in the miscalculation of consumption or disparities in the reporting of consumption".

¹¹. In 2012- IMO- (MEPC 64/INF.10) and 2011, IMO report to the 9th Meeting of the Parties to the Montreal Protocol.

¹². UNEP CAP has been proactive in responding to the request from countries to address ODS in the fishing sector (e.g. Side event at 26th MOP, 2014 and UNEP-UNIDO-ASHRAE Hellenic Chapter Symposium, May 2015).

¹³. Ozone-depleting substances that may be found on board ship include, but are not limited to: Halon 1211, CFC-11, CFC-114, Halon1301, CFC-12, CFC-115, Halon 2402 and CFC-113. HCFC- uses: HCFC- contained foams, insulation Methyl Bromide- plant quarantine and pre-shipment, Fumigation of Cargo hulls, HCFC (R141b) Flushing of tubes, lines, HCFC Fire Extinguishers. The UNEP Montreal Protocol Technical and Economic Assessment Panel (TEAP Oct. 2014) reported that almost 80% of the existing fishing fleet uses HCFC-22. The requirements to manage the reduction of continued demand of HCFCs for this sector is urgent for Parties to the Protocol, industries and consumers.

Strategic Programme Objective 5: Supporting NOUs and assisting governments in Article 7 and Country Programme data reporting requirements

Compliance assistance services and data reporting

For the period 2016-2018, CAP will provide continue policy support, technical assistance and guidance through CAP services, as well as project implementation to enable countries to sustain the already achieved compliance targets, and to ensure sustained compliance with 10% reduction in 2015. In collaboration with the Implementing Agencies, MLF and Ozone Secretariat, CAP will sustain provision of dedicated support to countries facing potential or actual non-compliance issues or particular challenges, as indicated below.

Expected outcomes

- Needs-based compliance assistance and capacity building services delivered to NOUs to collect and report accurate and timely ODS data (Article 7 and Country Programme data).
- Technical assistance to countries in regions to expedite implementation of HPMPs.
- Assist countries to ensure they sustain the compliance status already achieved, including the 2013 HCFC freeze, the 2015 10% HCFC reduction and 2015 total methyl bromide phase out, and maintenance of zero consumption of the other ODS already phased out.

Sustaining compliance- to prevent illegal ODS trade and strengthen enforcement

Given that illegal and unwanted ODS trade is a transnational issue, CAP experience has shown that international and regional cooperation is perhaps the most effective means to combat it. Cooperation and shared approaches to prevent the illegal ODS trade and regional enforcement are most effective and CAP will continue to work with international and regional partners to help prevent illegal trade in ODS and strengthen enforcement.

Expected outcomes

- Countries assisted in updating, monitoring and enforcement of HCFC licensing and quota systems and ODS regulations to facilitate / monitor legal trade and combat illegal trade.
- Active participation in *iPIC*, analysis of differences/discrepancies of reported trade data.
- Foster long term sustainability of training strategies for customs officers through e-learning modules developed by CAP in cooperation with World Customs Organization.
- Strengthen cooperation with regional and sub-regional organizations.
- Collaboration with UNEP's Division of Environmental Law and Conventions on inclusion of Montreal Protocol enforcement issues in their customs training programmes.

Strategic Programme Objective 6: Developing capacities of National Ozone Officers to effectively manage their national ODS phase out programmes

Globally CAP will advocate for and develop tools to ensure NOOs have necessary capacity for holistic management, use and phase out of HCFCs. The country-driven approach requires countries to have Ozone Officers with the necessary advanced skills and continuous training to effectively manage various activities at national, regional and global levels. It should be emphasized that NOOs are constantly facing challenges in performing their tasks, these could range from the monitoring and enforcement of the ODS legislation, to HCFC licensing systems, to providing advice to the government on choice of technologies and country data reporting. CAP will implement a new approach - the "NOUs training scheme".

Expected outcomes

- New Ozone Officers/assistants trained and advanced Ozone Officer Training scheme developed and operational. The NOOs training scheme fully operational by 2018.

iii) Overarching objective 3

Building capacity to adopt alternatives to HCFCs to achieve climate co-benefits

Alternative technology choice is a key issue for Article 5 countries. The issue of the climate impact of HCFC phase-out in the air-conditioning and refrigeration sector in the context of the HPMPs was

discussed at several Executive Committee Meetings (66th – 68th). Various concerns were expressed, such as energy-efficient alternatives to HCFCs, barriers to adoption by Article 5 countries of low-GWP alternatives, the potential risks associated with them, as well as the lack of sufficient knowledge in handling the new alternatives being proposed¹⁴.

UNEP will seek to accomplish this overarching objective through 2 strategic programme objectives.

Strategic Programme Objective 7: *Promoting climate co-benefits in the HCFC phase out through technology choices, good practices, emissions reduction and energy efficient practices*

CAP will work closely with the LVCs NOOs to establish relevant information on the overall refrigeration sector: undertake an analysis of the main sources of consumption and types of equipment in operation; document key stakeholders operating and servicing the equipment and their current status; provide updates on legal/regulatory frameworks in place; and if possible an understanding of the market forces (e.g. technologies and refrigerants available and their prices, regional and/or global influences). CAP will highlight how climate benefits are achieved through best practices, operations and design in the refrigeration and air conditioning servicing sector, particularly in the servicing of existing systems including assembly, installation, initial charging and commissioning.

Expected outcomes

- Provide information and support for policy measures to promote, as well as identify and barriers to the adoption of ozone- and climate-friendly technologies.
- NOOs sensitized about: policy frameworks and options to promote low-GWP non-ODS alternatives; substitutes and alternative refrigerants which are low and zero GWP.
- CAP will work jointly with bilateral agencies, inter-governmental organisations and others partners to promote ‘Ozone2Climate’ alternatives.
- Tools for good practices, reducing emissions and enhancing energy efficiency in refrigeration servicing sector developed and disseminated.

Strategic Programme Objective 8: *Assisting NOUs to map non-ODS alternatives for improved monitoring and informed decision-making*

CAP will coordinate closely with the 57 NOOs to undertake the non-ODS alternatives country surveys, approved by the 74th Executive Committee according to the template and format collectively designed by UNEP CAP and the MLF Secretariat with inputs from Agencies¹⁵. CAP will assist NOOs to develop a compilation at national level of overall current status of refrigerant use and key stakeholders involved, to better understand the historical and predicted consumption trends for non-ODS alternatives, including both low and high-GWP alternatives, and their distribution by sector and subsector. The inventories, in addition to the HPMP implementation will provide a comprehensive overview of their national markets where ODS alternatives have been (and will be) phased in, while taking into consideration existing technologies. The project activities will be carried out through the engagement of suitable national and international industry experts, who will be identified in close coordination with the NOUs. The survey is planned to be coordinated through the established HPMP stakeholder infrastructure which includes regular meetings and workshops and, providing an ideal vehicle for general stakeholder engagement. Other activities will include desk-based data collection and analysis from institutional sources including the NOU, importers and/or distributors of ODS alternatives, industries, and industrial/trade associations; site visits; consultative workshops and meetings; and assessment of the institutional, regulatory and policy framework controlling ODS, greenhouse gases and other air pollutants.

¹⁴. The Multilateral Fund Secretariat, as per Executive Committee Decision 68/11 and in consultation with the bilateral and implementing agencies, put forward a discussion paper (Executive Committee Document 70/53), briefly describing the key considerations to minimise the adverse climate impacts in the refrigeration servicing sector, providing an overview of the current situation in the sector, outlining the experiences gained from the CFC phase-out that can be applied to the phase-out of HCFCs, and proposed recommendations.

¹⁵. MOP Decision XXVI/9, which included a request to ExCom (para4) to provide some additional funding to carry out “inventories or surveys on alternatives to ozone-depleting substances in interested parties operating under paragraph 1 of Article 5 upon their request”. Executive Committee Decision 54/39(h) encouraged countries and agencies to explore potential financial incentives and opportunities for additional resources to maximize the environmental benefits from HCFC Phase out Management Plans.

Expected outcomes

- Countries supported to map non-ODS alternatives through surveys.
- Current consumption and estimated growth patterns of ODS alternatives by substance established. Linkages to national HPMPs as well as challenges/opportunities for transition to ODS alternatives identified.
- National technology roadmaps for low-GWP non-ODS alternatives developed.

iv) Overarching objective 4

Leveraging partnerships for Montreal Protocol objectives complementary to the Multilateral Fund

Partnerships with other stakeholders are necessary for the implementation of Decision XIX/6 and related Executive Committee decisions. In light of the above, and in the context of the HCFC phase out, over the years, CAP built partnerships and cooperating ties with key international and regional industry organisations, associations and societies with the aim to support phase-out and compliance activities in Article 5 countries with state-of-art services and up-to-date technological knowledge and assistance. All HPMPs include a section that addresses the extent to which the benefits beyond those associated with the ozone depletion potential (ODP) value of phasing out HCFC could be addressed through financial incentives and opportunities for co-financing and how such programmes could be implemented. An overview of partnerships already established by CAP is provided in Annex 1D.

Strategic Programme Objective 9: Bridging the gap amongst the refrigerant supply chain network to ensure sound management of future refrigerants

In the period 2016-2018, CAP will continue to strategize partnerships and cooperating relationships to ensure provision of the required support for the RSS. The list of partners that CAP established over years include a different range of partners: Industry associations such as AHRI & AREA, Intergovernmental specialized organizations like IIR, HVAC&R Societies such as ASHRAE and training institutes such as Centro Studi Galileo. Such a diversity of partners allows for the provision of appropriate and competent services to each group of RSS stakeholders and the possibility of delivering quicker messages. The comparative advantage of each organization/association will be the basis of building the partnerships to avoid duplication of efforts, provision of service to the right audience and ensure integrating Montreal Protocol objectives into the agenda of partners. Cooperation with partners and special initiatives is indicated below.

The supplemental projects, for which CAP obtained funding outside of the MLF, aim to build and expand on the information collected under the HPMP (funding sources include the CCAC, USEPA, EC and Australia). The projects are line with the MOP Decision XIX/6 objective of minimizing impacts on the climate and with Executive Committee Decision 54/39(h) on mobilizing co-financing of the climate dimension of the HCFC phase out. CAP consulted widely with countries and NOOs in the mobilisation of complementary resources.

Expected outcomes

- Information, knowledge and know-how about management of refrigerants shared through multi-stakeholder partnerships.
- National refrigeration servicing sector institutional capacities strengthened.
- Collaborative South-South cooperation and industry partnerships pursued for promoting sustainable technician training programmes.

Strategic Programme Objective 10: Contributing to knowledge sharing and information exchange under the emerging responsibilities under HCFC phase out

Standards and safety

As many of the alternatives available or being developed are classified with some level of flammability, regulations, codes of practices, and standards (i.e. on storage, transportation, design of systems and components, maximum refrigerant charge, installation, servicing and disposal of

equipment) must be adopted to ensure safe introduction of these technologies¹⁶. CAP undertook initial capacity building work in this area in different sessions during thematic or Network meetings and developed factsheets and introductory handbooks on international standards and safety issues in the RAC sector. CAP is assisting a number of countries, based on needs, in introducing standards and codes on installation, servicing, design, emission reductions etc.

Expected outcomes- Standards and safety

- In collaboration with partners: CAP networks to share knowledge and information on international and regional standards applicable to the RAC sector; and advocate for the integration of safe use of flammable, higher toxicity/pressure refrigerants into training.
- Training conducted on recovery and recycling of HCFCs to avoid retrofitting¹⁷.

Buildings and HCFCs

In many developing countries, most of the ODS consumption takes place in the building sector, which is expected to grow significantly in the coming decades. Globally, most of the energy used in buildings is for heating, ventilation, air-conditioning and refrigeration (HVAC&R). ODS in buildings are primarily used for HVAC&R systems, insulation and foams applications as well as fire extinguishing systems. The integration of Montreal Protocol related objectives in national policy, regulatory and standardization framework for buildings has the potential to deliver the twin benefits of climate protection as well as accelerated ODS phase-out. In the last four years, CAP has collaborated with building associations and architects and organised special sessions during Network and thematic meetings. NOOs received first-hand information on ODS use in buildings.

Expected outcomes - Buildings and HCFCs

- NOUs sensitised - energy efficiency and not-in-kind technologies for green buildings.
- Established cooperation with UNEP's Sustainable Consumption and Production (SCP) Branch and the Sustainable Climate and Building Initiative.

Transversal Strategic Programme Objective 11: *Leveraging the Clearinghouse: developing capacity building tools and targeted information for managing the HCFC phase out*

In addition to the above Strategic Programme Objectives under the four Overarching Objectives, CAP proposes an 11th Strategic Programme Objective, which is cross-cutting or 'transversal' in nature, feeding in to all four the Overarching Objectives.

UNEP Information Clearinghouse has a mandate under the Article 10 of the Montreal Protocol. Informed decision-making processes at various levels require immediate access to accurate, timely and relevant technical information. The priority focus will be to continue assisting Article 5 countries to achieving and sustaining compliance with their Montreal Protocol obligations and promoting associate climate co benefits through the overarching and strategic programme objectives identified above. Global targeted technology capacity building and information, communication and education (ICE) materials will be developed and outreach to support these efforts.

Capacity building

'Capacity building services' is one of the main components delivered as part of the Global Information Clearinghouse services mandate of Article 10 of the Montreal Protocol. The capacity building activities will support all ten strategic programme objectives. The capacity building services and tools for 2016-2018 will comprise up to date practical, usable technical information tools and materials developed to assist developing countries to fulfil their commitments under the Montreal Protocol.

¹⁶. UNEP/OzL.Pro/ExCom/70/53/Rev.1* Discussion paper on minimising adverse climate impact of HCFC phase-out in the refrigeration servicing sector (Decision 68/11)

¹⁷. CAP will caution against retrofitting existing equipment – particularly air conditioners, and any equipment with large charge size – to flammable refrigerants and ensure countries are aware of Decision 72/17.

Expected outcomes- capacity building

- Manuals developed on good practices in servicing, installation and sound deployment of alternatives (AHRI-UNEP global refrigerant qualification programme).
- Lead the development of global training manuals for servicing technicians with partners and stakeholders. Explore technical and vocational education training on best practices.
- Implement a strategy to leverage messaging through industry associations/private sector.
- Focus on producing shorter and faster information such as fact sheets and policy briefs on relevant topics: safety of alternatives, national, regional and international standards, guidance on setting up and cooperation with RAC associations; information and support to countries/regions on certification mechanisms for servicing technicians, etc.
- Key information will be adapted into smartphone applications to reach servicing technicians, especially the informal sector.
- “Mine” existing Multilateral Fund data/information to share with NOUs and other stakeholders, this will be pursued in order to draw on lessons learnt.
- Continued development of targeted capacity building tools and materials for the enforcement community to better monitor trade and detect and prevent illegal trade.
- The fisheries sector will be a new area of focus for capacity building and pilot studies on ODS use and management completed.

ICE

Consistent with the objectives outlined in the UNEP Business Plan of this triennium, UNEP will continue to design, develop, deliver and support a wide range of need-based technical capacity building services, ICE products/services to support national compliance objectives relative to the Montreal Protocol for key stakeholders¹⁸.

Expected outcomes-ICE

Information

- NOUs and other stakeholders receive information support. Fact sheets, policy briefs and publications on prioritised topics developed and disseminated; countries encouraged to translate and adapt existing materials.
- Develop and outreach short need-based audio-visual materials or application based training as means of communicating with servicing technicians in informal sector.
- Technology options in the refrigeration servicing sector, good servicing practices and safe introduction of new equipment, collected and distributed.
- Highlight Stage I HPMP case studies from different regions: draw on lessons learned, identify the commonalities in the barriers, and success factors to overcome the barriers.
- OzonAction Special Issue for 2016, 2017 and 2018 in Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish produced in hardcopy and electronic format.

Communication

- OzonAction web services enhanced and improved with more relevant and targeted contents integrated fully with OzonAction social media platforms, including development of a ‘one stop shop’ repository of information and tools for national ozone officers, based on the UNEP Guide for NOOS and the ‘one stop shop’ repository for customs officers.
- Improved social media to outreach activities and outputs, including Facebook, YouTube, Slideshare and Twitter; global and regional webinars on relevant issues.
- Partnerships and linkages with other international, regional, national and corporate initiatives to propagate or incorporate targeted messages related to Montreal Protocol.
- Relevant ozone/Montreal Protocol issues outreached at key international, regional and national fora, using effectively web, social media and e-conferencing; exhibitions, specific events in Montreal Protocol meetings.
- Fortnightly OzoNews news service with targeted articles.

Education

- To ensure the long-term sustainability of the Montreal Protocol compliance in Article 5 countries, guidance materials for Ozone Officers, relevant Ministries and other stakeholders regularly produced.

¹⁸. Communication Strategy for Global Compliance with the Montreal Protocol developed by UNEP in 2010

Part II: Planned overall CAP services in 2016

This section (Part II) provides a brief overview of planned CAP services for 2016 as the first year of implementation of the three year rolling strategy. Further details and specifics can be found in the following annexes: Annex 2A - *Logical Framework Analysis proposed for 2016* and Annex 2B – *Compliance Assistance Services proposed for 2016*.

1. CAP FOCUS in 2016

To deliver the first year of the three year rolling strategy objectives and planned comprehensive compliance assistance services to Article 5 countries during 2016, UNEP is requesting a total budget of US\$ 10,303,200, which includes the project cost of US\$ 9,540,000 and programme support costs (PSC) of 8 per cent amounting to US\$ 762,200.

A cost sharing approach on PSC is proposed, as described in Annex 2C and detailed in the budget financial analysis, Annex 2D. Moreover, while UNEP will launch the development of the innovative four global CAP products in 2016, completion of activities is foreseen before the end of the three year rolling strategy. UNEP is therefore requesting the ExCom to consider the carryover of the budget lines, BL 2304-2307 that correspond to these long term activities to 2017, noting that all other unspent balances will be returned as per ExCom decisions (Annexes 2C and 2D).

The 2016 CAP budget request is accompanied with the proposed activities in 2016 (Annex 2A and 2B) and the corresponding logical framework (Annex 2A) with detailed expected results and indicators.

As was the case in 2013, 2014 and 2015, the CAP 2016 budget request is based on zero growth scenario for activities: this request corresponds to a minimal 1.3% increase to cover only inflationary costs related to staff commitments. These increases are in line with the Noblemaire Principle being used by the International Civil Service Commission (ICSC) to have standard salaries for all United Nations staff in the different Agencies¹⁹. This document also responds to Decision 66/16(v) on systematizing, streamlining and reporting on progress, which requests UNEP to present its detailed annual progress report on CAP activities in the context of the annual CAP approval.

The priority focus for CAP 2016, in line with three year rolling strategy, as described in Part I above, will be to assist Article 5 countries to sustain compliance, comply with upcoming HCFC phase out commitments, implement, develop and submit all relevant projects and activities in line with decisions of the Executive Committee of Multilateral Fund. CAP Paris and regional teams will make significant contributions to the introduction of the best practices for project management, policy dialogue, capacity development, technical assistance and multi stakeholders' involvement in the process of phase out of HCFCs and introduction of climate friendly alternatives in Article 5 countries.

The CAP focus in 2016 will be driven by the rolling three year strategy which is structured around the four programme-driven overarching objectives described in Part I.

2. GLOBAL CAP SERVICES AND PRODUCTS

CAP services

Through this proposal, in 2016, UNEP CAP will provide at least 900 country-specific and special compliance services (including both CAP services and project services). CAP will ensure the operation of 10 Regional Networks of Ozone Officers (Africa Francophone, Africa Anglophone, West Asia, Caribbean, Mexico and Central America, Latin America, Eastern and Central Europe, South

¹⁹. This budget document only addresses proposals and progress reporting related to *non-project-related* activities and services delivered through CAP. For details on the individual *projects* delivered by UNEP, please refer to UNEP's Business Plan and for details on UNEP's performance on implementing those projects, please refer to UNEP's Annual and Financial Progress Report.

Asia, South East Asia Pacific and Pacific Island Countries), facilitate South-South cooperation, assist NOOs with specific demand-driven, regional technology capacity building and awareness activities. Capacities of NOUs for monitoring compliance will be strengthened and under UNEP's Clearinghouse mandate, cutting-edge knowledge on the emerging responsibilities in the HCFC phase out and management will be developed and widely disseminated.

CAP will continue its focus on compliance services to all A5 countries and the LVCs in particular and the implementation of the IS and the HPMPs (recurring activities), *inter alia*, through the following:

- Compliance Assistance services (ODS control measures and compliance status; ODS legislation; ODS import and licensing systems and HCFC quote system; enforcement of legislation and import/export licensing systems to prevent illegal production, trade and use; and assistance; support countries to ensure compliance with methyl bromide total phase out in 2015).
- Regular up-to-date - capacity building services; core services of CAP-Information Clearinghouse and Regional Networking, will continue to support and facilitate the HCFC phase out.
- Technical assistance, project services and policy support to the HCFC phase out (implementation of HPMPs; evaluate lessons learnt from HPMPs; preparation of tranches and Stage 2 HPMPs; review effectiveness of operational licensing and quote systems; address refrigeration servicing sector challenges, especially in LVCs and in the informal sector; promote adoption of low- and zero-Global Warming Potential (GWP) energy efficient alternatives; explore sustainability of training programmes; raise awareness of the standards to HCFC phase out process; develop technical capacity materials).
- Technical support to the IS projects; preparation submission and IS project renewals; technical support for Article 7 data collection and data verification.

A summary of the CAP and project services planned for 2016 to deliver the four overarching objectives are illustrated below in Figure 3. Detailed information, by country and specific project and CAP services is provided in Annex 2B – *Compliance Assistance Services proposed for 2016*.

CAP products

“Compliance” and LVCs will be a focus of the CAP three year rolling strategy- however, building capacity for compliance and sound refrigerant management go hand in hand. In a bid to promote the cross regional fertilization, enhance the south-south cooperation and move away from standalone initiatives to the development of sustainable global CAP products, different actions and activities will be undertaken under the strategic programme objectives.

Initiatives and planned activities that will be launched in 2016, with the corresponding performance indicators and benchmarks to measure progress are indicated in Annex 2A – Logical framework analysis proposed for 2016. The strategic programme objectives provide the flexibility to adapt actions/activities throughout the course of the implementation, based on needs.

Thus, whereas certain global CAP products are indicated below, this is not an exhaustive list.

- NOU training programme (introductory courses and advance training for NOUs);
- Refrigerant Driver's Licence (with industry partners on refrigerant management);
- Global training for refrigeration servicing sector technicians (with all stakeholders);
- Studies on HCFC phase out implications in the marine/fishing sectors as regards training, capacity needs and technology options for management of ODS.
- Policy measures to promote ozone and climate friendly technologies.
- Capacity building in non ODS alternatives.

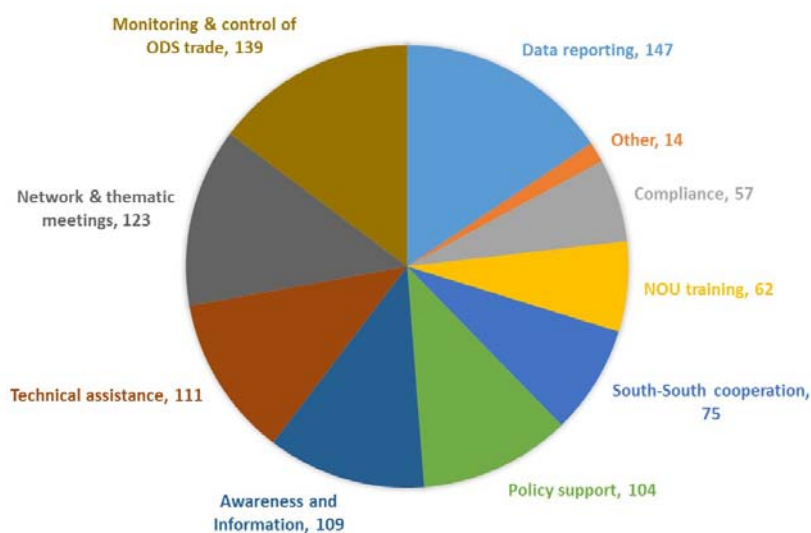


Figure 3. Proposed CAP services for 2016

Taking the identified challenges into account, considering the continuity of the activities proposed in the 2015 CAP, the planned approach and activities are briefly outlined below. Further details can be found in Annex 2A – *Logical Framework Analysis proposed for 2016*.

Overarching objective 1: Assisting countries to comply with their upcoming HCFC phase-out commitments

Planned activities and CAP services in 2016

- Compliance assistance services are provided to all NOOs requiring assistance; NOOs are supported in national assessments of 10% HCFC reduction.
- Progress in HCFC phase-out is regularly monitored and used as input for development of appropriate policies and action plans in respective A5 countries; assistance is provided for the preparation of Stage 2 HPMPs.
- National HCFC phase-out policies are reviewed; plans of action implemented -operational.
- Remaining countries are assisted in preparing and submitting HPMPs.
- Awareness of NOUs raised on standards and good practices in HCFC phase-out in RSS.
- Cooperation with RAC associations is strengthened.
- Analysis/assessment of available on-line training courses for different technicians.
- RDL- launched; development of the technical scope, classification of qualifications, technical modules, evaluating modules and the operating admission/qualification scheme.
- First assessment of ODS use and management in the fishing sector.

Overarching objective 2: Sustaining and enforcing compliance of phase-out targets already met

Planned activities and CAP services in 2016

- Countries in actual or potential non-compliance assisted.
- Regular compliance assistance and capacity building services delivered to NOOs.
- NOO training schemes (introductory and advanced) developed and piloted in the Caribbean.
- Capacity building of NOOs addressing low GWP refrigerants through collaborative activities with partners launched. South-South Cooperation initiatives and incentives also supported.
- Online training for customs officers launched in all regions and in UN languages.
- Short need-based audio-visual materials and application-based training developed.
- OzonAction Special Issue for 2016 in UN languages; fortnightly OzoNews newsletter.

- Strategic outreach at key international, regional and national fora, using web, social media and e-conferencing; exhibitions, specific events in Montreal Protocol meetings.
- Outreach and facilitate adoption of use of existing capacity building tools, such as the iPIC mechanism and Montreal Protocol Customs Training e-learning module, etc.
- New publications developed (including a video/e-learning on role of standards in HPMPs for NOUs developed and booklet/guide on current methods of ODS risk profiling).

Overarching objective 3: Building capacity to adopt alternatives to HCFCs to achieve climate co-benefits

Planned activities and CAP services in 2016

- All NOOs trained in network - thematic meetings on low GWP alternatives
- Capacity building tools developed on non ODS alternatives.
- Leverage industry and private sector, in particular with issues related to alternatives for high ambient temperature conditions.
- CAP support to the 57 country surveys; linkages to national HPMPs identified and national technology roadmaps developed for transition to low GWP non ODS alternatives.

Overarching objective 4: Leveraging partnerships for Montreal Protocol objectives complementary to the Multilateral Fund

Planned activities and CAP services in 2016

- Collaborative partnerships mapped and pursued on climate co- benefits.
- Pilot initiatives in general refrigerant management and good practices for servicing sector.
- Activities for promoting low GWP alternatives, including specific projects complementary to MLF to achieve climate co benefits in support of HPMPs.

Part III: 2015 Progress Report

This progress report is intended to inform the Members of the Executive Committee of progress in the execution of the CAP and results achieved for the period September 2014 - September 2015, since the last submission of the Annual Progress Report. Together with the attached Annexes it provides an update and analytical account of programme implementation in terms of recurring activities, the main results achieved during the first nine months of 2015 corresponding to the approved Business Plan 2015 and the last four months of 2014. Annex 3A and 3B present the progress report of CAP services provided to beneficiary countries; it should be noted that activities are modified and or adjusted depending upon a needs assessment and in agreement with NOUs and whenever necessary upon consultation with other Implementing agencies; the additional column indicates activities completed, ongoing and or rescheduled and or reprioritized, and explanation provided for the latter two categories.

1. OVERVIEW OF PROGRESS IN 2014-2015

Introduction

During the last nine months the programme and budget was implemented against a background of a series of emerging trends and challenges facing the National Ozone Officers and Governments as they prepared for the 2015 deadlines on HCFC and Methyl Bromide. Moreover, conflicts in East Africa and the Middle East and the post conflict situations in certain Asian countries placed further demands on the UNEP Compliance Assistance Programme (CAP) staff in delivering timely and appropriate assistance.

Programme implementation

The achievements of the expected results are set out in Annex 3A, 3B and 3C detailing the network meetings and core business of CAP. During this nine-month period UNEP was responsible for implementing a portfolio of more than 400 ongoing Multilateral Fund projects and delivered over 350 compliance assistance services, plus other projects and services for 148 developing countries. This

was a challenging portfolio: around 120 countries directly served by UNEP-implemented projects, 148 countries received CAP services in some form or the other, and these client countries were mainly the LVCs, however, services were delivered to very large countries (e.g. China and India), 48 countries which are classified as Least Developed Countries, 38 classified as Small Island Developing States and a significant number facing very challenging post-conflict, post-disaster, or political issues (DPRK, Haiti, Iraq, Somalia, South Sudan, Syria, Yemen, Congo and Timor Leste).

Most Significant achievements

Major progress was made in CAPs efforts in providing technical support to the National Ozone Officers, in particular as regards monitoring policy and legislation and tracking enforcement and illegal trade in ODS. CAP provided compliance assistance and responded to ad-hoc requests for assistance and queries either directly from NOOs and or Implementing Agencies. CAP staff followed up on a regular basis with all LVCs on Article 7 and country programme data reporting, updating the iPIC data, analysing differences in reported trade data or other compliance relevant reporting in meeting countries national needs in the HCFC phase out.

Further efforts to enhance prioritization and improve effectiveness of programme delivery were undertaken through improved integrated network meetings addressing emerging issues and new responsibilities facing countries in the HCFC phase out and in meeting compliance. Initiated in 2013-2014, the cross network information sharing between regions was re-enforced. Various initiatives previously launched have been promoted to give fresh impetus to compliance assistance and cooperation, whether by convening groups of Communities of Practice, technicians and NOOs or by exploring new forms of technical partnerships, such as setting up 'inter- networks for co-operation' or NETWIN for Network Twining and promoting the South-South Cooperation.

Key areas of intervention

All efforts under the CAP were concentrated on providing compliance assistance services to the LVCs and the implementation of the BP. The key areas in which CAP provided interventions include:

- CAP provided assistance to all 148 Article 5 Member States, through policy advice, ad hoc requests and related capacity development of NOUs in the licensing and quota systems and especially in the 105 countries where UNEP is managing the IS projects (Annex 3A and 3B).
- CAP provided support in the HCFC phase out management plans as the lead agency in 71 countries and cooperating agency in 28 countries.
- Considerable progress was made in the use of eKM materials: iPIC-online, TradeNames database, OzonAction's various websites, Social Media platforms and launch of the OzonAction Webinar series on different topics to reach out to the various stakeholders.
- CAP monitored implementation through the organization of the statutory network meetings and thematic capacity building workshops– in total 24 between September 2014 and September 2015. Priority was given to topics that NOUs felt useful and necessary and all Implementing Agencies, Ozone Secretariat and the MFS were invited to comment on the meeting agendas.
- As in the last two years, Network activities and compliance assistance also focussed on information sharing on ozone- and climate-friendly alternative technologies, technology roundtables, training on the safe use of flammable, toxic and high-pressure refrigerants, certification of service technicians, introduction of safety and performance standards, enforcement of trade provisions, regional cooperation and mutual exchange of experience.
- Under the global clearing house function mandate of capacity building and data mining, CAP sought to raise awareness and promote evidence based policymaking through a number of benchmarking and monitoring publications. The videos and publications on HCFC represent major efforts and successful mobilization the RAC sector stakeholders, including technicians.

(i) Highlights

- A first workshop on standards was organized for Caribbean network end of 2014 with participation of the CARICOM Regional Organization for Standards and Quality (CROSQ), and national refrigeration and standards experts.
- Refrigeration is an essential technology in the refrigerated marine and fisheries industries. CAP has taken steps to highlight and raise awareness of the need to focus on ODS use in this sector and implications for compliance. In collaboration with the Chair of SIDS (Maldives), CAP organised

the first side event on ODS in the fishing sector at the 26th MOP. In collaboration with the Hellenic Chapter ASHRAE and UNIDO, CAP organised special sessions on Refrigerated Marine Vessels: Technologies and Refrigerant Management at the ASHRAE conference on Energy, Environment on Ships, May 2015.

- The unified Arab Code of Refrigeration and Air-Conditioning is being developed under the umbrella of the League of Arab States. UNEP was requested support to review the code CAP organised a special technical meeting of the Arab Code Drafting Committee to update the Unified Arab Code for Refrigeration and Air-Conditioning.
- CAP took the lead in collaboration with UNIDO in organizing the 4th Symposium on high ambient temperature alternatives (Dubai, October 2014). The theme and focus of the event was on Risk Assessment of Future Refrigerants in Production, Installation, and Service. CAP and UNIDO brought together a diversity of partners including industry associations: AHRI, ASHRAE and UNIDO and co-sponsoring organizations AREA, EPEE, CHEAA, IIR and JRAIA.
- Funded through the USEPA grant, and in collaboration with the Korea Refrigeration and Air Conditioning Industry Association, SA and SEAP organised the first Ozone2Climate technology roadshow and the first Green public procurement workshop on the banning of HCFC equipment (March, 2015). NOOs were exposed to alternative technologies and an exhibition of over 300 RAC companies.
- As the lead agency in the servicing sector and part of the International Ozone Day Celebrations (15-16 September, 2015), UNEP in collaboration with MEP/FECO organized an the first International Symposium on Green Cooling and Heating Technologies, Energy Efficiency and Emission Reduction. The Symposium brought together all national stakeholders engaged in the ODS phase out. The one and half day symposia highlighted research and development on refrigerants and systems, development of low GWP alternatives in different sectors and policies and actions taken to achieve energy efficiency and emission reduction in China.
- CAP's global initiative on ODS use in the fisheries sector was successfully launched for the first time in a network meeting. During a one day session, NOOs of the PIC network (September, 2015) were informed about the marine fishing HCFC usage and demand.
- An innovative new training approach for customs trainers was piloted in the ECA region: customs trainers were trained in a 'train the trainer session' and immediately thereafter, their skills were tested under supervision, as they delivered a training of other customs officers.

(ii) Regional Ministerial Fora and the Montreal Protocol

For the first time, CAP was invited to the regional Environmental Ministerial fora to participate, organize side events and raise the profile of the Montreal Protocol and its links to climate change and energy efficiency.

- To encourage countries, organizations and individuals in Asia to combat environmental crime and to allocate more resources to the cause, UNEP's Division of Environmental Law and Conventions, ROAP CAP and Freeland Foundation jointly initiated the Asia Environmental Enforcement Award (AEEA) in 2014. The Award Ceremony was held at the margins of the Asia Pacific Ministerial Forum, Rule of Law Roundtable in Bangkok in May 2015. The Tonga Ministry of Revenue and Customs received an award for the seizure of 30 cylinders of ozone-depleting Hydrochlorofluorocarbon (HCFC) R-22. This was the first regional customs award for combatting illegal trade in ODS in the Asia Pacific region.
- The African Ministerial Conference on the Environment (AMCEN) was held in March 2015 in Cairo. For the first time, ROA CAP was invited to the AMCEN and to host side events on the HCFC phase out and climate co-benefits and synergy between the Montreal Protocol and Kyoto Protocol. The AMCEN meeting adopted a DECLARATION on HFCs.
- CAP ROWA were invited: to represent UNEP to the meeting of the Joint Committee for Environment and Development in the Arab Region, the high-level committee that prepares the Environmental Ministerial sessions; and invited to participate in the GCC Green Initiative and Sustainable Development Committee of the GCC Environment Ministerial Session (CAMRI), raising awareness of the Montreal Protocol.

(iii) Clearinghouse and Capacity Building mandate

CAP produced a record of capacity building tools for compliance, either alone or in cooperation with partners or industry, both technical and information materials specifically for NOOs and refrigeration

and air-conditioning technicians. Moreover at the request of NOOs, all executive summaries of publications were translated into all UN languages.

- Safe Use of HCFC Alternatives in Refrigeration and Air-conditioning – An overview for developing countries
- Good Servicing Practices: Phasing out HCFCs in the Refrigeration and Air-Conditioning Servicing Sector
- Les bonnes pratiques en matière de climatisation individuelle » translated into English
- Financing the Climate Co-Benefits of the HCFC phase-out, translated into French and Spanish
- International Standards in Refrigeration and Air-conditioning” translated into French and Spanish
- Informal Prior-Informed Consent (iPIC) – 2015 edition
- Phasing-out HCFC in Small and Medium-sized Foam Enterprises
- The Montreal Protocol and Human Health
- Phasing-out Methyl Bromide in Developing Countries into French and Spanish
- NOU Guide translated into French “Guide du PNUE pour les administrateurs de l’Ozone »
- The OzoneAction training manual for Customs and enforcement officers (third edition)

Other information materials included:

- OzoneAction Special Issue: New responsibilities under the HCFC Phase-out- MOP 26 Regional Highlights 2014 (CAP Achievements)
- The Bi-weekly OzoNews newsletter

The following new fact sheets were developed and distributed during this period:

- Free Trade Zones and trade in ODS
- How the Montreal Protocol Protects Health
- QPS uses of Methyl Bromide and their alternatives In English and Spanish
- Tracking methyl bromide consumption for QPS in English and Spanish
- Safe Use of HCFC Alternatives in Refrigeration and Air-Conditioning: Flammable Refrigerants
- Safe Use of HCFC Alternatives in Refrigeration and Air-Conditioning: Higher Pressure Refrigerants
- Safe Use of HCFC Alternatives in Refrigeration and Air-Conditioning: Higher toxicity Refrigerants
- The Informal Prior-Informed Consent (iPIC) Mechanism

Side events

UNEP organised two side-events at the MOP, in November 2014, Paris France:

- Challenges, Successes and Impacts of HCFC Demonstration Projects under the Multilateral Fund.
- Recognizing the need to raise awareness of the ozone and health, CAP organized for the first time a side event "How the Montreal Protocol Protects Health" bringing together all implementing agencies and over 100 participants including 9 Ministers of Environment. Participants included the Environmental Effects Assessment Panels co-chair, WHO, Association Securite Solaire and the French Ministry for Health and Research (INSERM).

The following fact sheets were produced for the side-events:

- Low-GWP Alternative for Small Rigid PU Foam Enterprises
- Promoting low-GWP Refrigerants for Air-Conditioning Sectors in High-Ambient Temperature
- Adoption of a sustainable green technology approach in shoe sole production in Mexico
- Demonstrating the feasibility of R-290 based AC manufacturing: China’s Midea and Meizhi Case
- How Montreal Protocol Protects Human Health

UNEP organized a record of five side-events at the Open-ended Working Group Meeting of the Montreal Protocol, July 2015, Paris, France. Two side-events were in collaboration with China Household Electrical Appliances.

- The Montreal Protocol and Human Health
- Safe Use of Alternatives to HCFCs
- Launch of the Refrigerant Driving License in collaboration with AHRI
- Using R290 in residential air conditioners: China's industrial perspective and actions.
- Using R290 in residential air conditioners: Safety and Standards.

During these side-event two new publications were launched “The Montreal Protocol and Human Health: How global action protects us from the ravages of ultraviolet radiation” and “Safe Use of HCFC Alternatives in Refrigeration and Air-conditioning: An overview for developing countries”

(iv) Enforcement and iPIC

- CAP continued to promote enforcement activities including the promotion of the informal Prior Informed Consent approach, the analysis of differences / discrepancies of reported trade data and the involvement of customs and enforcement officers in network meetings.
- A comprehensive update and streamlining of the iPIC online platform was carried out to simplify its interface and make it more user-friendly. Video tutorials were created to assist NOUs.
- The joint UNEP-WCO e-learning module on the Montreal Protocol and monitoring legal trade and preventing illegal trade was updated to incorporate latest information.
- A number of Webinars were held on interesting and relevant topics (status of Ozone Hole and Science, High Ambient temperature implementation of HCs and CO₂, future of the MP, iPIC etc)
- The ECA ozone protection award for customs & enforcement officers is a cost-efficient regional approach to provide recognition and incentive to customs & enforcement officers to prevent illegal trade in ODS. The 4th edition of the award was launched at WCO for Eastern & Central Europe in Budapest, Hungary, in May 2015.
- CAP in collaboration with Mauritius conducted a special training for enforcement officers of the Small Island Development States (SIDS) from the Indian Ocean.
- Border dialogue and the south-south cooperation on illegal trade in ODS was enhanced between Timor Leste-Indonesia; Cambodia-Myanmar; China-Lao and Myanmar-Thailand.
- In collaboration with UNEP-DELG under the Regional Enforcement Network, the first joint workshop training was organised between Ozone Officers and Customs for SEAP countries.

(v) Industries and partners

UNEP re-enforced its partnerships with industries such as ASHRAE, Refrigerant’s Naturally, AREA, IIR and Centro Studi Galileo, specifically for LVCs and on training and certifications needs and developing e-learning modules for technicians. Representatives from AREA and IIR participated in network meetings delivering up-to-date technology and innovation RSS.

ASHRAE

The ASHRAE-UNEP CAP 2015-2016 work plan was formally launched at the session of ASHRAE Associate Societies Alliance in January 2015²⁰. It includes:

- Building bridges between industry and policy-makers in developing countries, exploring opportunities to promote responsible management of refrigerants.
- Promoting expertise and technological information exchange amongst governments and specialists, maximizing the joint benefit of the ASHRAE Distinguished Lecturer (DL) program and supporting the establishment and/or strengthening of local refrigeration and/or HVAC societies in developing countries.

AHRI

The absence of a global unified agreeable approach amongst HVAC&R industry remains a challenge. CAP partnered with industry associations to introduce a parallel and fast track qualification program that can support government’s efforts to regulate the servicing sectors. UNEP in partnership with AHRI – the global industry associations, launched the Refrigerant Driving License (RDL). It is aimed at introducing a globally recognized qualification program for the sound management of refrigerants that sets the minimum qualification requirements for the HVAC&R Supply-Chain network.

²⁰ The ASHRAE-UNEP-CAP cooperation agreement signed in 2007 was developed to achieve several international goals, including the sustainable phase-out of ODS in refrigeration and air-conditioning applications; maximizing the climate benefits of using low-GWP alternatives including aspects of energy saving in buildings; as well as facilitating the transfer and adoption of sustainable and feasible technologies to developing countries.

CRAA

FECO/CRAA and UNEP co organized a side event on low GWP alternatives at the Ozone2Climate Roadshow and roundtable in Korea, 2015. Fifty companies joined the Roadshow, representing compressor/equipment/spare parts, refrigerants suppliers, NGOs and international organizations.

CHEA

As part of the efforts to promote the R-290 based room air conditioner in China, China Household Electrical Appliance Association (CHEAA) along with support from MEP/FECO, UNEP, UNIDO and GIZ developed a low GWP-low carbon label for air conditioner as per the national standard.

2. HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

Recruitment

The recruitment process was initiated for the following vacant posts:

- P3, HPMP Officer, ROLAC
- G6, HPMP outreach and communication, ROWA
- G5, Programme Assistant, ROLAC
- P2, Programme Officers, ROA

The following recruitment process is complete:

- P4, Capacity Building, Paris
- P4, Policy and Technical Support, Paris
- P3, HPMP Officer, Caribbean
- G6, HPMP outreach and communication, Nairobi
- G6, HPMP outreach and communication, Bangkok

Human resource challenges - Support Staff

- Currently there are 26 Support Staff funded via the CAP. The majority of the Support staff in the programme are long standing. UNEP will review the responsibilities and functions of certain Support Staff, with the possibility of re-adjusting responsibilities in order to provide project support services to the CAP. Moreover, with the implementation of UMOJA, certain Support staff are mapped with additional financial, administrative and project responsibilities.
- G staff in Paris and the regions, will play an ever more important role in supporting the objectives of the programme, additional challenges - compounded with the UMOJA system.
- Three regional Support staff were trained in Paris (September 2015) on the new UMOJA financial mechanisms in order to better support the regions.

CAP staff Training

- All CAP Professional staff were offered training at the Bundesfachschule Kälte-Klima-Technik (BFS), Maintal- Germany. The training was composed of 30% theory and 70% practical work, addressing the application of natural refrigerants for commercial refrigeration systems with a focus on propane (R290) and carbon dioxide (R744). Twelve CAP staff received the training.
- The first all CAP training retreat was organised in September 2015, to enable staff to share experiences across the regions, understand better the roles and responsibilities, share knowledge and ideas of how to better position UNEP in delivering an ambitious programme and imparting technical expertise to 148 developing countries. This first All CAP staff retreat was also a bid to strengthen team cohesion. CAP is a decentralized programme with 70% of the posts and staff based in regional offices (37/54). Staff were also trained in results based management, financial and administrative issues, legal instruments and use of the next generation of identifiers.

3. FINANCIAL MANAGEMENT

- As of 1st January 2014 UNEP has adopted the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS). This is part of a UN system-wide reform effort moving from the previous United Nations Accounting Standards (UNSAS). In the move to IPSAS, certain challenges are faced by the CAP. Activities under implementation will show as unobligated funds at the end of the year, overstating the balances of funds which are actually already committed as they are relate to services that will be delivered against future years.

- At the date of submission of this document, CAP had implemented nine months of the CAP 2015 budget and workplans. A final overview of expenditures will be provided at the end of the 2015 fiscal year, in accordance with Decision 65/17 (b)(ii).
- Moreover, UNEP moved to the financial system of UMOJA in May 2015. The harmonised financial and administrative system of UMOJA will have implications on the 2015 CAP budget expenditures and the disbursements on MLF funded projects.

4. CHALLENGES AND LESSONS LEARNT

- Timely intervention and flexibility of CAP to accommodate ad hoc requests of National Ozone Units and implementing agencies is a cost/effective way to avoid potential non-compliance.
- Progress towards identifying common approaches to capacity development in HCFC phase out and management has been made. However, this will be pursued in CAP 2016.
- As previously indicated, the increased flow of high-GWP alternatives a particularly in A/C sector with limited commercially available long-term low-GWP options continues to be a challenge.
- In ROA and ROWA, the escalated political instability in the region limits CAP.
- The cost effectiveness of the number of statutory network and thematic meetings was evaluated in 2013-2014; one network meeting and smaller thematic meetings on specific topics will continue.

5. LOOKING FORWARD

The issues raised below were previously raised in 2014 and continue to be valid.

- Technical expertise and practice-oriented tools were developed. UNEP will identify ways by which such tools can be shared more widely with stakeholders.
- In addressing training and certification of refrigeration technicians, an in depth national/regional analysis will ascertain the long term sustainability of training programmes, institutionalization of training activities and barriers and incentives.
- Capacities for monitoring compliance will be strengthened. Continuous turnover of NOUs-daunting challenge. Efforts will be continue to be made for managing the HCFC phase out process, policy planning, and programming, implementation and evaluation of activities.
- Significant efforts have been made to bring on board the necessary partnerships for an effective, holistic HCFC phase out, however, this has to be reflected at national level.
- Decisions IX/6 encourages the HCFC phase out and climate co benefits. CAP will continue to seek new partnerships to ensure a multi - disciplinary environmental response.
- The aims of the different national IS project and the HPMP needs to be better defined; overlap between deliverables and outputs results in duplication, wastage of resources and lack of accountability. The role of NOUs needs to be better articulated, and part of the IS.
- Links between the approved national IS project and the HPMP need to be tightened; who does what and how the IS supports the HPMP should be made known to the Governments.
- Continued efforts will be made to improve the quality and topical relevance of CAP capacity building tools and publications. The main reference works such as the OzonAction Special Issue, bi weekly OzoNews, regular webinars will continue to keep their respective readership up to date.

ANNEX 1A - EXECUTIVE COMMITTEE DECISIONS RELATED TO UNEP CAP

While preparing this proposal, UNEP took into account the following Executive Committee decisions that are specifically related to CAP:

- Decision 74/10, which requested UNEP to submit its written report on the audit of the UNEP OzonAction Branch to the 75th meeting so that the Committee could keep those issues under consideration in the context of the approved Compliance Assistance Programme budget.

Response: Details of the actions taken to implement the OIOS audit recommendations are submitted to the 75th ExCom

- Decision 73/53, which requested UNEP to report to the 74th meeting on actions taken to implement recommendations 1,2,3 and 4 taken from the May 2014 report of the UN OIOS on audit of the UNEO OzonAction Branch
 - UNEP to review the existing organizational arrangements to ensure for clear accountability and efficient and effective delivery of the OzonAction Branch programme of work in accordance with ExCom decisions
 - UNEP to put in place a mechanism to ensure that funds are used as approved, any variances disclosed and unspent funds returned to the ExCom in a timely manner
 - Define a mechanism that projects are financially closed no more than 18 months after date of operational completion
 - UNEP to ensure that it does not enter into contractual arrangements that duplicate the services of the Compliance Assistance Project

Response: Details of the actions taken to implement the OIOS audit recommendations are submitted to the 75th ExCom

- Decision 73/53, which requested UNEP in future submissions of the CAP to continue providing
 - Detailed information for which global funds would be used
 - Extending prioritization of funding between CAP budget lines so as to accommodate changing priorities and to provide details, pursuant to decisions 47/24 and 50/26, on the re allocations made
 - Reporting on current post levels of staff and informing on any changes thereto, particularly with respect to any increased budget allocations

Response: Details are provided in Part 3 of the CAP submission to the 75th ExCom

- Decision 70/10(d)(ii), which requested UNEP to continue providing reports on the utilization of Compliance Assistance Programme (CAP) staff for Multilateral Fund Montreal Protocol activities according to the following five categories in the context of annual progress and financial reports:
 - Projects and services approved by the Executive Committee;
 - Pursuing synergies or implementing joint activities with other
 - non-Multilateral Fund partnerships and initiatives;
 - Mobilizing resources for ozone protection activities from entities outside
 - of Multilateral Fund;
 - UNEP-wide processes and activities; and
 - Administrative activities.

Response: For the purpose of streamlining UNEP provided details at the 71st Executive Committee under the CAP; in this current report, use of CAP staff time, which covers the period 1 August 2014 to 24 August 2015 is indicated in Part 2, Annex 2D.

- Decision 70/10(d)(iii), which requested UNEP to provide a status report to the 71st meeting on the extent to which UNEP had implemented measures to ensure that all professional staff time

paid with CAP funds was used for Multilateral Fund Montreal Protocol activities, in line with decision 50/26(a)(iii).

Response: Annex 2D contains information about this issue.

- Decision 70/10(iv), which requested UNEP to ensure that Regional Network Coordinators were directly accountable to the Network and Policy Manager in the OzonAction branch, based on the CAP organigram presented in the 2010 CAP budget (UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/17), and according to the CAP structure indicated in the original description of the CAP programme provided in UNEP/OzL.Pro/ExCom/35/4.

Response: See Annex 2D.

- Decision 69/8, which approved UNEP's 2013-2015 Business Plan, included approval to move UNEP's logical framework analyses from the Business Plan to the CAP Budget starting from the 2014 CAP Budget cycle, in the interest of further streamlining those processes.

Response: The LFAs are included in Annex 2A of this document.

- Decision 66/16 (v) requests UNEP to present its detailed annual progress report on CAP activities to the third meeting of each year in the context of the annual CAP approval, and to identify any project implementation impediments for the CAP project in the Annual Progress and Financial Report.

Response: This document includes a detailed annual progress report on CAP activities in Part 2 and its Annexes, 2A, B, C and D.

- Decision 68/18 (b), which requests UNEP, in future submissions of the CAP budget, to continue: (i) Providing detailed information on the activities for which the global funds would be used; (ii) Extending the prioritization of funding between CAP budget lines so as to accommodate changing priorities, and providing details on the reallocations made in its budget pursuant to decisions 47/24 and 50/26; and (iii) Reporting on the current staff post levels and informing the Executive Committee of any changes thereto, particularly in respect of any increased budget allocations.

Response: The present budget proposal includes sections that address each of the elements in this decision under Section VI.

- Decision 62/24 (a)(ii)(b) requests UNEP to examine and monitor South-South cooperation activities, and report on the outcomes of such activities, including detailed reports by region on the utilization of related budgets, to the 65th meeting of the Executive Committee in the context of its 2012 CAP budget.

Response: This information was presented in the 2012 CAP budget. Details are also provided in Part 2 of this document.

- Decision 60/6 (i) requests UNEP to submit a complete list of special compliance assistance activities with the CAP budget (submitted to the last Meeting of the Executive Committee each year) so that the Executive Committee would be able to examine and approve the budget in a more holistic manner.

Response: This information is presented in Annex 1A and 1B.

- Decision 52/7 which followed the Final Report on the Evaluation of the CAP Programme, requests UNEP to consider further regionalization of CAP resources and to focus the CAP on specific priority areas and activities.

Response: Additional regionalization of CAP resources is will be done as per regional needs in 2016.

- Decision 50/26 (c) requires that the CAP budget should only be spent in accordance with the terms of reference for the financial mechanism contained in Article 10 of the Montreal Protocol

and therefore resources should not be spent on inter-multilateral environmental agreement coordination activities.

Response: The CAP budget continues to be spent by UNEP in accordance with the terms of reference for the financial mechanism.

- Decision 47/24 requires that (a) Requests for future increases in the CAP budget would be limited to 3 per cent, unless the Executive Committee was given evidence that inflationary pressures justify otherwise; and (b) UNEP was encouraged to continue to extend the prioritization of funding between CAP budget lines so as to accommodate changing priorities.

Response: The present budget proposal adheres to this decision.

- Decision 26/41, establishes the Programme Support Cost rate for UNEP as follows: (a) 13 per cent on projects up to a value of \$500,000; (b) For projects with a value exceeding \$500,000 but up to and including \$5,000,000, an agency fee of 13 per cent should be applied on the first \$500,000 and 11 per cent on the balance; (c) to assess projects with a value exceeding \$5 million on a case-by-case basis; (d) 0% for Institutional Strengthening projects (e) 8% for CAP.

Response: The present budget proposal adheres to this decision.

ANNEX 1B: OVERVIEW OF CAP

Since 1991, the UNEP OzonAction Compliance Assistance Programme (CAP) has been fulfilling UNEP's mandate as an Implementing Agency of the Multilateral Fund by strengthening the capacity of governments - particularly NOUs -and industry in Article 5 countries to elaborate and enforce the policies required to implement the Protocol and make informed decisions about alternative technologies and sustain compliance obligations. UNEP strategically reoriented its approaches and delivery mechanisms in 2002 by creating the CAP to help Article 5 countries better cope with demands of the Protocol's compliance period. Under the CAP, the majority of the staff is located in UNEP's Regional Offices, where they closely interact with countries on a day-to-day basis to help them achieve and sustain compliance with Montreal Protocol obligations. This regional delivery mechanism is a distinct feature of the OzonAction Programme.

In 1991, UNEP was also mandated to provide the Montreal Protocol's Clearinghouse function as per Article 10, para 3(b) of the treaty.¹ In 2002, CAP developed its Communication Strategy on the Global Compliance with the Montreal Protocol to guide its Information, Communication and Education activities, and updated it in 2010 based on consultations with all NOUs. UNEP has re-oriented the Clearinghouse regularly to reflect the compliance status of Article 5 countries and to address emerging responsibilities under the HCFC phase out.

The CAP provides a country-specific special compliance services, operates 10 Regional Networks of Ozone Officers, facilitates South-South cooperation, assists with regional awareness activities, and provides a global Information Clearinghouse that serves NOUs through information, communication, education, electronic knowledge management and capacity building activities (Fig. 1).

CAP is also responsible for delivering and reporting on the Multilateral Fund projects approved for UNEP as per its approved Business Plan, i.e. Institutional Strengthening projects and HCFC phase out management plans.

The CAP established in 2002 reflected the needs of Article 5 countries at that time to support those countries during the initial compliance period of the Montreal Protocol. In 2009, the Executive Committee approved a re-alignment of CAP to respond to Article 5 country needs in the current and changing landscape of the Montreal Protocol. From that time forward, UNEP's strategy for CAP has been based around a series of parallel tracks of assistance for its client Article 5 countries. UNEP has adjusted these tracks over time to reflect the current situation and needs of the countries. An overview of CAP services is indicated in Annex1A as a logical framework analysis.

As regards programme management services, one of the important services which CAP programme delivers is the implementation of actions at the country-level linking a country's development priorities to the agenda of the Montreal Protocol. CAP provides global managements services to ensure that National Ozone Units (NOUs) are given adequate advisory services, capacity building and technical assistance to implement activities approved by the Executive Committee of the Multilateral Fund. Support is provided to countries in managing the HCFC phase out, developing and proposing project submissions to the Executive Committee, measuring the impact of HCFC phase out, analysing the HCFC baseline data and ODP, and specific assistance with analysing country compliance data and obligations under the Protocol. CAP also supports all countries with verification reporting and data audits. At the same time, the global management services ensure that the Executive Committee receives timely, accurate, relevant and high-quality information about the implementation of actions on the ground with reflecting changes in countries' demand and priorities.

¹ Article 10, para 3(b) of the Montreal Protocol mandates the Multilateral Fund to finance clearing-house functions to: "i) assist Parties operating under paragraph 1 of Article 5, through country specific studies and other technical co-operation, to identify their needs for co-operation; ii) facilitate technical co-operation to meet these identified needs; iii) distribute, as provided for in Article 9, information and relevant materials, and hold workshops, training sessions, and other related activities, for the benefit of Parties that are developing countries; and iv) facilitate and monitor other multilateral, regional and bilateral co-operation available to Parties that are developing countries."

i) Country-specific Compliance Assistance Services

- Compliance assistance services. CAP's primary role is to assist Article 5 countries in actual or potential non-compliance to be in compliance with their obligations under this multilateral environmental agreement (MEA). CAP cooperates closely with the Ozone Secretariat, Multilateral Fund Secretariat, and other Implementing Agency partners to identify countries that have difficulties in maintaining compliance or are at risk of being in non-compliance, with particular reference paid to countries in post-conflict situations. The Regional CAP staff provide direct assistance to Ozone Officers and other priority stakeholders in response to specific needs identified by Article 5 countries. This assistance covers a wide range of topics including policies and enforcement, technical issues, assistance with data reporting, capacity building of new Ozone Officers, support for ratification, etc. Figure 2 presents an overview of the planned compliance assistance services that the CAP teams propose to deliver to 122 Article 5 countries in 2015, Annex 1 B provides details on each proposed intervention.
- Regional Networks of Ozone Officers. A flagship activity of UNEP and a core mechanism of the Multilateral Fund family of institutions, Regional Networking provides a forum for experience exchange and knowledge transfer between the NOUs of Article 5 countries, while adopting innovative approaches and addressing priority thematic areas. UNEP currently facilitates the operation of 10 Regional Networks involving 148 members from developing countries and countries with economies in transition as well as 12 developed countries and the European Commission (EC). Based on ExCom decisions, CAP Regional Network Coordinators (RNCs) and their teams are strategically based in UNEP Regional Offices to maximise delivery of the programme and are financed through the CAP budget. RNCs are responsible for the coordination and management of the respective regional networks, country project development and monitoring and assist countries with implementation. Based on ExCom decisions, the CAP RNCs and teams are based in the following UNEP Regional Offices: Regional Office for Africa-Nairobi (Africa Francophone and Africa Anglophone RNCs); Regional Office for West Asia-Manama (West Asia RNC); Regional Office for Latin America-Panama (Caribbean RNC and Mexico and Central America RNC), DTIE- Paris (Eastern and Central Europe RNC); Regional Office for Asia Pacific-Bangkok (South Asia RNC, South East Asia Pacific RNC and Pacific Island Countries RNC). The Networks services will continue to be provided by staff of the Regional CAP teams, working under the supervision of the Regional Network Coordinators. The latter will continue to work under the overall technical oversight and coordination of the Head of Branch and the Network and Policy Manager, using resources approved in UNEP's 2015 CAP budget.. In a bid to be cost effective, in 2015, CAP will further streamline organizing one Main Regional Network meeting and smaller focussed thematic meetings. CAP will continue to promote remote participation of Secretariats, Implementing Agencies and experts in Regional Network meetings, in cases where travel is not possible/appropriate.
- Country-to-country (South-South) cooperation. UNEP views direct cooperation between countries as a very cost-effective way to meet technical and policy compliance challenges while at the same time strengthening inter- and intra-regional cooperation. UNEP's Regional CAP teams actively identify the needs for such assistance through the Regional Network meetings and consultations with the Ozone Officers, and then use resources approved by the Executive Committee as part of the CAP operating budget to facilitate the travel of Ozone Officers and/or experts for targeted missions with countries with greater experience on Montreal Protocol implementation assist new Ozone Officers develop and implement Montreal Protocol phase-out measures. During the period 2013-2014 successful collaborations were established between countries and regions, this strategy will be re-enforced.

- Regional Awareness support. UNEP's Regional CAP teams actively identify the needs for such assistance through the Regional Network meetings and consultations with the Ozone Officers using resources approved by the Executive Committee as part of the CAP operating budget, UNEP's Regional CAP teams actively identify the needs for such assistance and work with countries in the region to deliver the agreed products/activities.
- Global Information Clearinghouse services. The Clearinghouse comprises three main components delivered as part of the clearinghouse mandate of Article 10 of the Montreal Protocol (details below):
 - Information, communication and education (ICE) services.
 - Electronic knowledge management (eKM) services.
 - Capacity building services.

Regional Networks of Ozone Officers

Under the CAP, UNEP staff in the regional offices can closely interact with countries on a regular basis and the regional networks provide a platform and regular fora which facilitate the strengthening of the capacities of the National Ozone Officers (NOOs) in the implementation of the Montreal Protocol activities. They provide a means to enable NOOs to share experiences and establish cooperation at the regional level, and provide an avenue to facilitate feedback on Ozone Officers' activities, progress made, challenges and needs as well as available opportunities under the HCFC phase out. Networking can provide a high level of mutual support and more advanced countries share their experiences with their colleagues from other countries. Regional network services will be delivered in 2015 through the ten CAP regional networks, which are as follows:

- English-speaking Africa - 28 Article 5 countries
- French-speaking Africa - 26 Article 5 countries
- Europe and Central Asia - 11 Article 5 countries²
- South America - 10 Article 5 countries
- Mexico and Central America – 9 Article 5 countries
- Caribbean - 14 Article 5 countries
- Pacific Island Countries - 13 Article 5 countries
- South Asia – 13 Article 5 countries
- South East Asia Pacific - 12 Article 5 countries
- West Asia - 11 Article 5 countries

² The main network activities are also attended by the 7 associated network countries with economies in transition (CEITs) which are financially supported by the Global Environment Facility (GEF) through the implementing agencies UNDP and UNIDO.

ROA		ECA	ROLAC			PIC	ROAP		West Asia
English Speaking	French Speaking		South	Mexico & Central	Caribbean		South Asia	South East Asia Pacific	
Angola, Botswana, Egypt, Eritrea, Ethiopia, Gambia, Ghana, Kenya, Lesotho, Liberia, Libya, Malawi, Mauritius, Mozambique, Namibia, Nigeria, Rwanda, Seychelles, Sierra Leone, Somalia, South Africa, South Sudan, Sudan, Swaziland, Uganda, Tanzania, Zambia, Zimbabwe.	Algeria, Benin, Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Cape Verde, Central African Rep., Chad, Comoros, Congo, Cote d'Ivoire, DR Congo, Djibouti, Equatorial Guinea, Gabon, Guinea, Guinea Bissau, Madagascar, Mali, Mauritania, Morocco, Niger, Sao Tome & Principe, Senegal, Togo, Tunisia.	Albania, Armenia, Bosnia and Herzegovina, Georgia, Kyrgyzstan, Montenegro, Republic of Moldova, Serbia, Macedonia (FYR), Turkey, Turkmenistan	Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Ecuador, Paraguay, Peru, Uruguay, Venezuela	Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama	Antigua & Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Dominica, Grenada, Guyana, Haiti, Jamaica, St Kitts & Nevis, St Lucia, St Vincent, Suriname, Trinidad & Tobago	Cook Islands, Kiribati, Marshall Islands, Micronesia, Nauru, Niue, Palau, Papua New Guinea, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, Vanuatu.	Afghanistan, Bangladesh, Bhutan, China, DPR Korea, India, Iran, Maldives, Mongolia, Nepal, Pakistan, Republic of Korea, Sri Lanka	Brunei Darussalam, Cambodia, Fiji, Indonesia, Lao PDR, Malaysia, Myanmar, Philippines, Singapore, Thailand, Timor-Leste, Vietnam	Bahrain, Iraq, Jordan, Kuwait, Lebanon, Oman, Qatar, Saudi Arabia, Syrian Arab Republic, United Arab Emirates, Yemen.
<i>Bilateral partners:</i> Germany.	<i>Bilateral partners:</i> France	<i>Countries with economies in transition participate in selected Network activities:</i> Azerbaijan, Belarus, Kazakhstan, Russian Federation, Tajikistan, Ukraine, Uzbekistan. <i>Bilateral partners:</i> Croatia ³ , Czech Republic, Romania, Poland, EC	<i>Bilateral partners:</i> Canada, USA	<i>Bilateral partners:</i> Canada, USA	<i>Bilateral partners:</i> Canada, USA	<i>Bilateral partners:</i> Australia, New Zealand	<i>Bilateral partners:</i> Japan	<i>Bilateral partners:</i> Australia, Sweden	<i>Non-Party observer:</i> Palestine.

³ Croatia became non-Article 5 country in 1 January 2014 but continues to implement its previously-approved Multilateral Fund-supported projects.

ii) Implementation of projects complementary to HPMPs

CAP has mobilized funding and partnerships to assist countries to adopt alternatives and approaches to achieve climate co benefits and implement activities complementary to the HPMPs.

The Meeting of the Parties' (MOP) to the Montreal Protocol Decision XIX/6 encouraged the adoption of substitutes and alternatives to hydro-chloro-fluorocarbons (HCFCs) that minimize other impacts on the environment, including on the climate, taking into account global-warming potential, energy use and other relevant factors. That decision also directs the Executive Committee of the Protocol's Multilateral Fund when developing and applying funding criteria to give priority to cost-effective projects and programmes which focus on *inter alia* substitutes and alternatives that minimize other impacts on the environment, including on the climate. Executive Committee decision 54/39(h) encouraged countries and agencies to explore potential financial incentives and opportunities for additional resources to maximize the environmental benefits from HCFC Phase out Management Plans (HPMPs) pursuant to MOP decision XIX/6.

Article 5 countries face the challenge of selecting alternatives to replace the installed base of HCFC-22 equipment in the context of decision XIX/6. HFCs are already used in most Article 5 countries and under the existing conditions it can be expected that HCFC-based equipment at the end of its useful life will be replaced by HFC-based equipment, which is already taking place in many countries. It is important for Article 5 countries to start giving due consideration to addressing the barriers to enable the proper introduction of low-climate impact technologies.⁴

To support the implementation of HPMP Phase I and to start strategizing Phase II, Article 5 countries require up-to-date data about low-GWP and energy efficient alternatives. Whilst certain information on alternatives to HCFCs (including both HFC and non-HFC substances) has been collected through the HPMPs, more in-depth, detailed and updated information is needed to provide a clearer picture of the current consumption and use of HFCs and market availability of low-GWP alternatives.

The supplemental projects below, for which CAP obtained funding outside of the MLF, aim to build and expand on the information collected under the HPMP. The projects are line with the MOP Decision XIX/6 objective of minimizing impacts on the climate and with Executive Committee Decision 54/39(h) on mobilizing co-financing of the climate dimension of the HCFC phase out. CAP consulted widely with countries and NOOs in the mobilization of the funds below.

➤ Climate and Clean Air Coalition to Reduce Short Lived Climate Pollutants (CCAC)

CCAC is a partnership of governments, intergovernmental organizations, representatives of the private sector, the environmental community, and other members of civil society. Under the initiative *Promoting HFC Alternative Technology and Standards* the governments and the private sector are targeted to address rapidly growing HFC emissions, CAP is supporting the HFC Inventories in five geographically representative LVCs. The inventories aim to establish current consumption of high-GWP HFCs and low-GWP alternatives by substance⁵; establish estimated growth patterns in consumption of high-GWP HFCs and low-GWP alternatives by substance; and identify challenges and opportunities for transition to low-GWP alternatives for various applications

⁴ Multilateral Fund. *Discussion Paper on Minimizing Adverse Climate Impact of HCFC Phase-Out in the Refrigeration Servicing Sector* (UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/56).

⁵ High-GWP HFCs include the commonly used HFCs such as R-134a, R-404a, R-407a, R-410a, etc. Low-GWP alternatives include natural refrigerants (ammonia, carbon dioxide, hydrocarbons), saturated HFCs (e.g., HFC-161 and HFC-152a) and unsaturated HFCs (e.g. HFC-1234yf, HFC-1234ze) that are also known as hydrofluoroolefins (HFOs).

➤ **Australia HFC- Fiji**

In cooperation with the NOO of Fiji, CAP is implementing a project funded by the Government of Australia to establish a national HFC inventory and identify opportunities for introduction of low-GWP alternatives.

➤ **EC projects**

CAP is implementing two project financed by the EC.

- Under the UNEP-EU “Strategic Cooperation Agreement” , CAP is leading the project on “Environmentally sound collection, management and destruction of ODS banks in SEAP” to contribute to the decrease in direct emissions of ODS/ GHGs
- The UNEP-EU-project on “Maximising the climate benefits of the HCFC phase out in six countries of West Africa and five countries of the Pacific islands” is complementary to the national HPMPs.

➤ **USEPA**

CAP is leading the implementation of the UNEP-USEPA “Regional Programme for Enhancing Institutional Capacity for HCFC Phase-out linked to Energy Efficiency and Climate benefits in Asia Pacific” to facilitate a common understanding on development of an integrated framework of National Policies and Measures for implementing a robust energy efficiency policy regime to stimulate market transformation in favour of energy efficient, zero- and low-GWP energy efficient alternatives.

➤ **Cooperation with ASHRAE**

In January 2015, UNEP and ASHRAE launched their forth biennial Work Plan for 2015-2016, based on a global cooperation agreement signed in 2007. The ASHRAE-UNEP cooperation agreement was developed to achieve several international goals, including the sustainable phase-out of Ozone Depleting Substances (ODS) in refrigeration and air-conditioning applications; maximizing the climate benefits of using low-GWP alternatives including aspects related to the buildings sector; as well as facilitating the transfer and adoption of sustainable and feasible technologies to developing countries.

ANNEX 1C: MULTILATERAL FUND PROJECTS IMPLEMENTED BY UNEP CAP

1. Institutional Strengthening Projects

UNEP implements 105 IS projects at present.

Table 1. IS projects implemented by UNEP CAP

ROA English	ROA French	ECA	ROLAC South	ROLAC Centre	ROLAC Caribbean	PIC	South Asia	South East Asia	West Asia
Angola Botswana Eritrea Gambia Kenya Lesotho Liberia Malawi Mauritius Mozambique Namibia Rwanda Seychelles Sierra Leone Somalia Sudan South Sudan Swaziland Uganda Tanzania Zambia Zimbabwe	Algeria Benin Burkina Faso Burundi Cameroon Cape Verde Central Africa Chad Comoros Congo Cote d'Ivoire DR Congo Djibouti Equat. Guinea Gabon Guinea Guinea Bissau Madagascar Mali Mauritania Morocco Niger Sao Tome/Prin. Senegal Togo	Albania Croatia Kyrgyzstan Moldova	Bolivia Ecuador Paraguay Peru	Dom. Republic Guatemala Honduras Nicaragua	Antigua Barbuda Bahamas Barbados Belize Dominica Grenada Guyana Haiti Jamaica St Kitts St Lucia St Vincent & Grenadines Suriname	Cook Isl. Kiribati Marshall Micronesia Nauru Niue Palau Samoa Solomon Tonga Tuvalu Vanuatu	Afghanistan Bhutan DPR Korea Maldives Mongolia Nepal	Brunei Cambodia Fiji Lao Myanmar Philippines Timor Leste Vietnam	Bahrain Iraq Kuwait S. Arabia Yemen

2. HCFC Phase out Management Plans

UNEP provides support as the Lead Agency in 71 national HCFC Phase out Management Plans (HPMPs) and as the Cooperating Agency in 30 countries, hence UNEP assists 101 Article 5 countries in total with their HPMPs

Table 2a. HCFC Phase out Management Plan projects implemented by UNEP CAP as Lead Agency (71 Countries)

AFRICA		LATIN AMERICA	ASIA PACIFIC	WEST ASIA
Benin	Mauritania	Antigua and Barbuda	Afghanistan	Bahrain
Burkina Faso	Mozambique	Bahamas	Bhutan	Iraq
Burundi	Rwanda	Barbados	Brunei Darussalam	Kuwait
Cape Verde	Sao Tome and Principe	Belize	Cambodia	Yemen
Central African Republic	Sierra Leone	Dominica	Cook Islands	
Chad	Swaziland	Grenada	Kiribati	
Comoros	Tanzania	Guyana	Lao, PDR	
Congo	Togo	Haiti	Maldives	
Congo, DR	Uganda	Nicaragua	Marshall Islands	
Côte d'Ivoire	Zambia	Paraguay	Micronesia	
Djibouti		Saint Kitts and Nevis	Mongolia	
Equatorial Guinea		Saint Lucia	Myanmar	
Eritrea		Saint Vincent and the Grenadines	Nauru	
Ethiopia		Suriname	Nepal	
Gabon			Niue	
Gambia			Palau	
Guinea			Samoa	
Guinea Bissau			Solomon Islands	
Madagascar			Timor Leste	
Malawi			Tonga	
Mali			Tuvalu	
			Vanuatu	

Table 2b. HPMP projects with UNEP as the Cooperating Agency (30)

AFRICA	EUROPE & CENTRAL ASIA	LATIN AMERICA	ASIA PACIFIC	WEST ASIA
Niger	Albania Armenia Kyrgyzstan Serbia Turkey	Bolivia, GTZ, UNDP Chile Colombia Dominican Republic Ecuador El Salvador Guatemala Honduras Jamaica Panama Peru Venezuela	Bangladesh China DPR Korea Fiji India Iran Pakistan Sri Lanka	Oman Qatar Saudi Arabia Syria

3. Non ODS Alternative surveys implemented by UNEP CAP

CAP will coordinate closely with the 57 NOOs (approved projects to date) to undertake the non-ODS alternative country surveys, approved by the 74th Executive Committee meeting.

Table 3. Non-ODS alternative country surveys to be implemented by UNEP

Afghanistan	Ethiopia	Nigeria
Algeria	the Gambia	Pakistan
Angola	Ghana	the Republic of Moldova
Antigua and Barbuda	Guinea	Rwanda
Armenia	Guyana	Sao Tome and Principe
Barbados	Jamaica	Seychelles
Benin	Kenya	Sierra Leone
Bhutan	Kyrgyzstan	Sri Lanka
Botswana	the Lao People's Democratic Republic	the Sudan
Brunei Darussalam	Lesotho	Swaziland
Burkina Faso	Liberia	Tanzania
Cambodia	Madagascar	Timor-Leste
Cabo Verde	Malawi	Togo
Chad	Maldives	Trinidad and Tobago
the Comoros	Micronesia (Federated States of)	Turkmenistan
Cote d'Ivoire	Mongolia	Zambia
the Democratic People's Republic of Korea	Mozambique	Zimbabwe
Djibouti	Myanmar	
Equatorial Guinea	Namibia	
Eritrea	Nepal	

ANNEX 1D: CAP PARTNERSHIPS FOR OZONE PROTECTION AND CLIMATE BENEFITS

Table I: Major ongoing partnerships involving only CAP staff time

Country	Organisation	Type of organisation	Area of cooperation	Activities	Details
Global	Refrigerants, Naturally! Partnership	Private sector	RAC sector	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP and energy efficient refrigeration and freezing technology in point-of-sale applications.	Partnership includes The Coca Cola Company, Pepsico, Redbull and Unilever. UNEP and Greenpeace are supporters. Recognised by UNCSO as a Partnership for Sustainable Development.
Global	Green Customs Initiative	International organisation	Customs	Customs training, compliance and enforcement, combatting illegal ODS trade.	The partners are the secretariats of the relevant multilateral environmental agreements (Basel, Cartagena, CITES, Montreal, Rotterdam Stockholm), Interpol, the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons, UNEP, the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) and the WCO. The partnership is coordinated by UNEP DELC.
Global	World Customs Organisation (WCO)	International organisation	Customs	Customs training; e-training; compliance and enforcement; combatting illegal ODS trade.	UNEP and WCO have a formal framework of cooperation (MOU). Montreal Protocol related e-learning course for customs officers is hosted by WCO's e-learning platform. Mutual participation with relevant events. UNEP cooperates with WCO Headquarters as well as WCO's Regional Intelligence Liaison Offices (RILOs), Regional Offices of Capacity Building (ROCB), and Regional Training Centres (e.g. AKMAL in Malaysia, ROK, India).
Asia Pacific	Republic of Korea Customs	Government agency	Customs	Customs training, compliance and enforcement, combatting illegal ODS trade.	Customs officer seconded to ROAP CAP

Asia Pacific	WCO RILO Asia Pacific	International organisation	Customs	Customs training, compliance and enforcement, combatting illegal ODS trade.	Customs officer seconded to ROAP CAP
Global	Food and Agriculture Organisation	International organisation	RAC sector	Food cold chain	
PIC	Pacific Islands Fisheries Forum	Inter-Governmental Organization	RAC sector	Shipping & fishery sector	
Regional	Common market for Eastern and Southern Africa (COMESA), Southern African Development Community (SADC), Southern Africa Customs Union (SACU), UEMOA, ECOWAS	Inter-Governmental Organization	Customs	Customs training, compliance and enforcement, combatting illegal ODS trade.	Implementation of ODS legislation and capacity building activities for enforcement officers
Global	International Institute of Refrigeration (IIR)	Inter-Governmental Organization	RAC sector	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP and energy efficient refrigeration and air conditioning technology.	Sharing of technical information and expertise. Training and capacity building. Mutual participation in each other's events. Organisation of joint events. Co organize thematic workshop on alternative technologies for cold chain adapted to Africa.
Global	AHRI	Industry association	RAC sector	Promote the global industry approach to qualify refrigeration technicians AND cooperation in addressing technical needs for promoting low-GWP alternatives	Newly agreed cooperation framework to jointly launch global refrigeration qualification program amongst RAC industry associations and to jointly develop project to address the technical needs related to promoting low-GWP refrigerants
Global	ASHRAE	Professional association	RAC sector	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP & energy efficient refrigeration and air conditioning technology; shipping & fishery sector; e-training	UNEP and ASHRAE have a formal framework of cooperation (annual workplan). Organisation of joint international and regional technical events, special initiative to support RAC associations in A5 countries, study developing special training tools AND promote research on alternatives.

Global	International Maritime Organisation (IMO)	International organisation	RAC sector	Shipping & fishery sector	
Global	International Labour Organisation (ILO)	International organisation	RAC sector	Certification	
Global	Air conditioning and Refrigeration European Association (AREA)	Professional association	RAC sector	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP & energy efficient refrigeration and freezing technology; e-training	Sharing experience on strengthening RAC associations, training, certification, technology transfer & innovation with the network countries
National	RAC vocational training institutes/colleges	Training institution	RAC sector	Training and capacity building related to ozone-friendly low-GWP & energy efficient refrigeration and air conditioning technology.	Training related to HPMP implementation.
National	Customs agencies	Government agency	Customs	Promoting the enforcement of trade provisions for ODS under the Montreal Protocol; Customs training	Contact point for Montreal Protocol-related training of customs officers; dissemination of enforcement-related information; reporting of seizures of ODS, mixtures and equipment; participation in enforcement-related events; training related to HPMP implementation through customs training institutes (e.g. India NACEN, Sri Lanka Customs)
National	Bilateral partners of the networks	Montreal Protocol focal points	Various	Montreal Protocol implementation	Sharing experience of non-A5 countries (and former accession countries to the EU) on legislation, policy setting, enforcement, training, certification etc. with the network countries
National	RAC associations	Professional association	RAC sector	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP & energy efficient refrigeration and air conditioning technology.	Supporting HPMP implementation, often including training, assessment and certification of technicians; providing access to technology information to their member companies; participating in selected network activities; participating in or co-organizing Ozone2Climate technology roundtables and exhibitions; information outreach. Examples (non-

					exhaustive list) include: Bangladesh BRAMA, China CRAA and CHEAA, India ISHRAE, Pakistan HVAC Association, Maldives RAC association, Mongolia RAC association, Republic of Korea KRAIA and KSCIA, Serbia KGH, Sri Lanka RAC association.
Global	Eurammon	Private sector	RAC sector	Promoting access to technology information	Sharing case studies on ozone- and climate-friendly technologies through presentations, videos and website, implementing of new technologies in developing countries, participation in selected network activities
Global	Environmental Investigation Agency (EIA)	NGO	RAC sector; illegal ODS trade	Promoting ozone- and climate-friendly technologies in supermarkets, preventing illegal trade in ODS	Outreaching information on evolving technologies in supermarkets, production/translation of videos on enforcement and prevention of illegal trade, mutual participation in relevant events.

Table 2: Co-funding secured and proposed

Type	Country	Project	Funding source	Project duration (months)
ONG	Asia Pacific	“Regional Programme for Enhancing Institutional Capacity for HCFC Phase-out linked to Energy Efficiency and Climate benefits in Asia Pacific”	USEPA	36
ONG	Bahamas	HFC & low GWP inventory	CCAC	14
ONG	Cambodia	HFC & low GWP inventory	CCAC	14
ONG	Kyrgyzstan	HFC & low GWP inventory	CCAC	14
ONG	Maldives	HFC & low GWP inventory	CCAC	14
ONG	Mongolia	HFC & low GWP inventory	CCAC	14
ONG	Fiji	HFC & low GWP inventory	Australia	14
ONG	Asia Pacific,	Maximising the climate benefits of the HCFC phase out	EC	42

	Africa			
ONG	Asia Pacific	Environmentally sound collection, management and destruction of ODS banks in developing countries	EC	48
PRO	Asia Pacific	Strengthen the capacity of the Asia Pacific countries for the adoption of the environmental friendly alternatives through South-South Cooperation for the Implementation of the Montreal Protocol	China Trust Fund	18

ANNEX 2A – Logical Framework Analysis proposed for 2016

<p style="text-align: center;">UNEP CAP Mission statement: Assist Article 5 Countries to achieve and sustain compliance with the Montreal Protocol obligations and promote associated climate co-benefits</p>				
Objectives	Expected results	Performance Indicators	Benchmarks	Assumption / Risks
<p>Overarching objective 1: Assisting countries to comply with their upcoming HCFC phase-out commitments</p>				
<p>STRATEGIC PROGRAMME OBJECTIVES</p> <p>SPO 1 Providing country-specific compliance assistance services to NOUs; assisting countries with HPMP and IS projects as per Executive Committee guidelines</p> <p>SPO 2 Fostering policies, capacity building and sustainable technician training in the refrigeration servicing sector</p> <p>SPO 3 Fostering a coordinated approach</p>	<p>Countries supported through specific compliance assistance services to comply with HCFC phase-out commitments</p>	<p>Support NOOs in national assessments of 10% HCFC reduction; compliance assistance services provided to all NOOs requiring assistance</p> <p>Progress in HCFC phase-out regularly monitored and used as input for development of appropriate policies and action plans in respective A5 countries</p>	<p>National assessments are done and all countries in potential non-compliance are identified and required assistance provided.</p> <p>All UNEP lead agency HPMP projects progress according to the agreed Plan of Action.</p>	<p><i>Assumptions</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • High level political commitment • Stable political and economic conditions in countries • Operational National Ozone Unit (NOU) with dedicated and skilled staff at appropriate level <p><i>Risks</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Uncertainties in security situations • Unstable political and economic situation in countries • Frequent turn-over of Ozone Officers and changes in administration • Limited capacities of NOUs • Delays due to administrative procedures by IA and country
	<p>HPMPs and IS projects implemented as per schedule</p>	<p>National HCFC phase-out policies reviewed; plans of action implemented and operational</p> <p>Remaining countries assisted in preparing and submitting HPMPs</p> <p>Countries assisted in preparation, review and submission of HPMP tranches and IS projects to ExCom</p>	<p>All NOOs receive guidance on national policies</p> <p>Botswana, Mauritania and South Sudan HPMPs submitted</p> <p>HPMP tranches and IS projects are submitted based on BP 2016 – 2018</p>	

<p>to holistic refrigerant management SPO 4 Fostering a coordinated approach to assessment of ODS use and management in the fishing sector</p> <p>Transversal SPO 11 Leveraging the Clearinghouse: developing capacity building tools and targeted information for managing the HCFC phase-out</p>	<p>Strengthened institutional capacities to manage emerging responsibilities under the HCFC phase-out</p>	<p>Raise awareness of NOUs on standards and good practices in HCFC phase-out processes in RSS</p> <p>Building capacities of RSS technicians</p> <p>First assessment of ODS use and management in the fishing sector</p>	<p>All Regional Networks receive relevant training</p> <p>At least four regional thematic workshops</p> <p>All network countries benefitting from capacity building initiatives (standards and safe handling of refrigerants)</p> <p>At least 4 regional thematic workshops in cooperation with partners</p> <p>At least two innovative information tools (e.g, Smart Apps) developed on sound management of refrigerants</p> <p>The first assessment is initiated in cooperation with partners</p>	<p>administrations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrative or legal issues that may prevent fund disbursements and delay HPMP implementation • Delay or incomplete progress reporting by some countries due to the long process of data verification at national level (particularly in countries with political instability) • Unstable currency markets fluctuating during project implementation
	<p>Supported establishment of RAC associations in each region</p>	<p>RAC associations cooperation strengthened</p> <p>Guidelines on establishment of RAC associations developed</p>	<p>At least 2 per region</p> <p>Establish partnerships with ASHRAE Regional Chapters</p> <p>At least one association per region receive/use HCFC training materials</p> <p>Set of guidelines presented to at least two network meetings for possible validation</p> <p>Guidelines translated into UN languages and disseminated in all network meetings; fact sheets developed and outreached</p>	
	<p>Fostering policies, technology capacity building and sustainable training programmes for RSS technicians in all regions</p>	<p>Analysis / assessment of available on-line training courses for different level technicians</p> <p>Assess national qualification and certification systems for technicians in RSS</p> <p>Development of new initiative on sound</p>	<p>At least two roundtables with relevant institutions and stakeholders,</p> <p>Agreement on draft outlines for different levels of training for RSS technicians</p> <p>At least one regional assessment study is drafted and presented</p> <p>Partnerships established to evaluate and assess systems and or provide support</p> <p>Development of technical scope, classification</p>	

		management of refrigerants (<i>Refrigerant Driving License</i>),	of qualifications, technical modules, evaluating modules and the operating admission and qualification scheme	
Overarching objective 2: Sustaining and enforcing compliance of phase-out targets already met				
<p>STRATEGIC PROGRAMME OBJECTIVES</p> <p>SPO 5 Supporting NOUs and assisting Governments in Article 7 and Country Programme data reporting requirements</p> <p>SPO 6 Developing capacities of National Ozone Officers to effectively manage their national ODS phase-out programmes</p> <p>Transversal SPO 11 Leveraging the Clearinghouse: developing capacity building tools and targeted information for managing the HCFC phase-out</p>	<p>Supporting National Ozone Officers and Governments in Article 7 data reporting and sustaining compliance</p>	<p>Countries in actual or potential non-compliance (as per MOP decisions and/or as per reported Article 7 data and trend analysis) assisted</p> <p>Needs-based compliance assistance and capacity building services delivered to NOOs, as required, to fulfil commitments under the Montreal Protocol; ensuring countries are in compliance with data reporting</p> <p>All new NOOs receive training and support to effectively fulfil their duties</p> <p>NOU advanced training programme developed and piloted</p> <p>Capacity building of NOOs in emerging areas addressing low GWP refrigerants through collaborative activities with range of partners</p> <p>South-South Cooperation initiatives supported</p>	<p>All countries in actual or potential non-compliance received CAP assistance outside the network meetings</p> <p>All countries which requested additional assistance from CAP submit Article 7 data and CP data in a timely manner</p> <p>All new NOOs receive basic training on MP, compliance/enforcement and project management issues; NOU guide translated into all UN languages/ specific fact sheets developed</p> <p>At least, one network of NOUs receive advanced training based on a proposed model</p> <p>At least, two regional thematic workshops address low GWP refrigerants issues</p> <p>Two initiatives per region in building capacity and knowledge sharing exchanges</p> <p>Networking between North African and West Asian countries through twining activities promoted</p>	<p><i>Assumptions</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Government commitment to approve and adopt ODS legislation Cooperation of national enforcement authorities and sub-regional trade and economic organisations Constructive cross-border cooperation between customs and enforcement agencies in neighbouring countries Controls to prevent illegal trade of ODS and ODS-based equipment are in place and effective <p><i>Risks</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Uncertainties in security situations Unstable political and economic situation in countries Frequent turn-over of Ozone Officers and changes in administration Limited capacities of NOUs Reintroduction of ODS uses after phase-out Delays due to administrative procedures by IA and country administrations Unstable currency markets

	<p>Supporting NOOs and countries for enforcement of quota systems and prevention of illegal trade in HCFCs</p>	<p>Support to NOOs for reinforced licensing and quota systems, as required</p> <p>South-South cooperation on enforcement issues supported</p> <p>Online training for customs officers made available to regions and in UN languages</p> <p>Activities with WCO for promoting customs training</p>	<p>NOOs receive support to review national licensing and quota systems, based on requirements</p> <p>One joint activity organized and supported for training of custom officers</p> <p>At least, two networks deliver the training in available UN languages</p> <p>Joint information outreach and demonstration of online training</p>	<p>fluctuating during project implementation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Unreliability of information technology in developing countries
	<p>Global ICE materials and activities developed to support Governments in HCFC phase-out “need-based technical capacity building services, information, communication and education (ICE) products/services to support national compliance objectives relative to the Montreal Protocol for key stakeholders” designed, developed and delivered.</p>	<p>Innovations in production and delivery of global and regional information products and services</p> <p>OzonAction web services upgraded</p> <p>Short need-based audio-visual materials and application-based training developed and launched</p> <p>New technology options in the refrigeration servicing sector, good servicing practices and safe introduction of new equipment promoted</p> <p>Collated information about flammable refrigerant safety for technicians and RAC associations</p> <p>OzonAction Special Issue for 2016 in UN languages produced in hardcopy and electronic format</p> <p>Strategic outreach at key international, regional and national fora, using effectively web, social media and e-conferencing; exhibitions specific events in Montreal Protocol meetings, regional and national events.</p>	<p>Global and regional information products and services destined for new target audiences or that reach existing target audiences in new ways; 7 such products and services</p> <p>Targeted, relevant and simplified website navigation</p> <p>Targeted communication with servicing technicians in the large informal sector</p> <p>Outreach of fact sheets through Montreal Protocol meetings and network meetings; collection and distribution of information about not-in-kind technologies.</p> <p>Outreach information through regional network meetings.</p> <p>Outreach through OzonAction website and social media and Montreal Protocol and network meetings</p> <p>Two OzonAction side-events at OEWG and MOP on new activities; 2 new publications outreached at OEWG and MOP; 4 new fact sheets distributed</p>	

		<p>Outreach and facilitate adoption of use of existing capacity building tools, such as the iPIC mechanism and Montreal Protocol Customs Training e-learning module, etc.</p> <p>Fortnightly OzoNews news service with targeted articles to keep key members of the Montreal Protocol community up-to-date with latest news and information</p> <p>Video/e-learning on role of standards in HPMPs for NOUs developed.</p> <p>Booklet/guide on current methods of ODS smuggling and risk profiling</p>	<p>Outreach through OzonAction website and social media and Montreal Protocol and network meetings</p> <p>Two issues per month distributed</p> <p>At least 1 video/e-learning produced</p> <p>One booklet/guide produced</p>	
--	--	---	--	--

Overarching objective 3: Building capacity to adopt alternatives to HCFCs to achieve climate co-benefits

<p>STRATEGIC PROGRAMME OBJECTIVES</p> <p>SPO 7 Promoting climate co-benefits in the HCFC phase-out through technology choices, good practices, emissions reduction and energy efficient practices</p> <p>SPO 8 Assisting NOUs to map non-ODS alternatives for improved monitoring and informed decision-making</p> <p>Transversal SPO 11 Leveraging the Clearinghouse: developing capacity</p>				
	<p>National Ozone Officer capacities are reinforced on associated climate co-benefits of the HCFC phase-out and technology choices</p>	<p>All NOOs are trained in network and or thematic meetings on low GWP and non ODS alternatives</p> <p>Industry and private sector mobilised in particular with issues related to alternatives for high ambient temperature conditions</p> <p>Country surveys on use of non-ODS undertaken ; awareness about non ODS surveys and national technology roadmaps developed</p> <p>Capacity building for non-ODS survey implementation</p>	<p>At least five network meetings with one session on the issue of low GWP and at least five thematic meetings with one session on non ODS alternatives</p> <p>One high ambient temperature symposium</p> <p>57 country non-ODS alternative surveys undertaken and draft reports available</p> <p>NOOs have access to guidance, information and training on non-ODS survey implementation</p>	<p><i>Assumptions</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Skilled nationals for the servicing of equipment, particularly for 'longer term' alternatives • Climate friendly and energy efficient alternatives are commercially available • Availability of alternatives and affordable technologies <p><i>Risks</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Increased trend of introducing high-GWP alternatives due to commercial availability compared to low/lower GWP options particularly for RAC • Technology and economic related concerns for high-ambient operating conditions • Difficulties related to harmonising standards and codes at the

building tools and targeted information for managing the HCFC phase-out				regional level
---	--	--	--	----------------

Overarching objective 4: Leveraging partnerships for Montreal Protocol objectives complementary to the Multilateral Fund

<p>STRATEGIC PROGRAMME OBJECTIVES</p> <p>SPO 9 Bridging the gap amongst the refrigerant supply chain network to ensure sound management of future refrigerants</p> <p>SPO 10 Contributing to knowledge sharing and information exchange under the emerging responsibilities under HCFC phase-out</p> <p>Transversal SPO 11 Leveraging the Clearinghouse: developing capacity building tools and targeted information for managing the HCFC phase-out</p>	<p>Information and knowledge on sound management of refrigerants shared through multi-stakeholder partnerships.</p> <p>Cooperation and partnerships pursued to promote sustainable technician training programmes.</p>	<p>Strategy developed to leverage partnerships on climate co- benefits</p> <p>Activities with partners for promoting low GWP alternatives</p> <p>Implementation of specific projects complementary to MLF and added benefits to HPMPs</p>	<p>Up to 4 needs-based multi-stakeholder partnerships established; areas for collaboration explored</p> <p>New forms of cooperation developed to strengthen capacity of NOOs and technicians</p> <p>Outcomes of specific projects complementary to MLF outreach to NOUs and other stakeholders to support HPMPs and assist countries to achieve climate co-benefits</p>	<p><i>Assumptions</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Cooperation and active participation of other stakeholders <p><i>Risks</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Limited engagement from external project Partners The availability and quality of technical input and/or regional and/or national input into the various activities not forthcoming
--	--	---	---	---

Annex 2B — Country-specific services proposed for 2016

Country	CAP services										Project services						Comments
	Network & thematic meetings	Compliance	Policy support	Technical assistance	Data reporting	Awareness and Information	South-South cooperation	Monitoring & control of ODS trade	NOU training	Other	IS	HPMP prp	HPMP imp	HPMP ver	Non-ODS surveys	Other	
Afghanistan	Facilitate participation in Network & thematic meetings and follow up on recommendations	Non-compliance risk analysis	Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Designing a strategy for development of a national servicing technician curriculum	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data		Facilitate South-South cooperation with Iran and Pakistan	Analysing discrepancies with reported ODS trade data	CB of the PMU Coordinator		X		X	X	X		
Albania	Facilitate participation of ozone / customs officers in ECA network meeting	Monitor reported ODS consumption / operational licensing & quota system in place / timely data reporting, offer ad-hoc compliance support upon request	Encourage the adoption of equipment labelling & equipment / service log-books, encourage the adoption of safety / performance standards, share information on HFC related policies	Encourage the establishment of training / assessment / certification schemes for RAC technicians, good practices in the RAC sector	Monitor & facilitate timely reporting of Article 7 / Country Programme data (online reporting), offer ad-hoc assistance upon request	Promote access to technology information	ALB requested country-to-country assistance for stakeholder consultation with building planners	Ceremony of the fourth edition of ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers in Turkmenistan, promotion of iPIC consultations	ALB requested training of RAC trainer on safe use of alternative refrigerants		X		X				
Algeria					Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data		Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage adoption and use of iPIC			X				X		
Angola	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Ozone Day celebrations		Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X				X		
Antigua and Barbuda	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X	X	X		X		HPMP Second Stage Preparation

Argentina	Facilitate participation in Network & thematic meetings				Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC										
Armenia	Facilitate participation of ozone / customs officers in ECA network meeting	Monitor reported ODS consumption / operational licensing & quota system in place / timely data reporting, offer ad-hop compliance support upon request	Encourage the adoption of equipment labelling & equipment / service log-books, encourage the adoption of safety / performance standards, share information on HFC related policies	Encourage the establishment of training / assessment / certification schemes for RAC technicians, good practices in the RAC sector	Monitor & facilitate timely reporting of Article 7 / Country Programme data (online reporting), offer ad-hoc assistance upon request	Promote access to technology information	ARM requested country-to-country assistance to revised ODS legislation in response to joining the Eurasian Customs Union	Ceremony of the fourth edition of ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers in Turkmenistan, promotion of iPIC consultations			X	X	X		X			HPMP Stage II preparation led by UNDP
Bahamas	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X	X	X	X		CCAC HFC survey
Bahrain	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assistance in developing bylaws to new ODS regulation	Assist with RAC certification system, Assistance with Standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Ozone Day celebrations		Assistance in establishing E-Licensing system	Basic training of new Ozone Unit Assistant		X		X	X				
Bangladesh	Facilitate participation in Network & thematic meetings and follow up on recommendations	Non-compliance risk analysis		Designing a strategy for development of a national servicing technician curriculum	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data			Encourage use of iPIC; Analysing discrepancies with reported ODS trade data				X	X					
Barbados	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X	X	X			

Belize	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X		X	X	
Benin				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data			Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X	X	EC PROJECT
Bhutan	Facilitate participation in Network & thematic meetings and follow up on recommendations	Non-compliance risk analysis		Designing a strategy for creating a pool of technicians with advanced skills to handle natural refrigerants	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with awareness activities with the Ozone Ambassador		Application of HS2017 codes concerning alternative to HCFCs and HCFC dependent equipment			X	X	X	X	X		
Bolivia, Plurinational State of	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Assist with Action Plan to return to compliance, if needed	Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Assist with establishing NOU		X						
Bosnia and Herzegovina	Facilitate participation of ozone / customs officers in ECA network meeting	Monitor reported ODS consumption / operational licensing & quota system in place / timely data reporting, offer ad-hop compliance support upon request	Encourage the adoption of equipment labelling & equipment / service log-books, encourage the adoption of safety standards, share information on HFC related policies	Encourage the establishment of training / assessment / certification schemes for RAC technicians, good practices in the RAC sector	Monitor & facilitate timely reporting of Article 7 / Country Programme data (online reporting)	Promote access to technology information	BiH requested country-to-country assistance to strengthen newly established RAC association, to establish equipment labelling & equipment / service log-books, to support RAC training	Ceremony of the fourth edition of ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers in Turkmenistan, promotion of iPIC consultations	BiH requested training of RAC trainer on safe use of alternative refrigerants							X	Completion of ECA regional destruction project

Botswana	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with developing or improving HCFC licensing system	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X		X		
Brazil	Facilitate participation in Network & thematic meetings				Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC									
Brunei Darussalam	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Non-compliance risk analysis	Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC			X		X		X		
Burkina Faso				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data			Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X	X	EC PROJECT
Burundi				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			Encourage adoption and use of iPIC					X	X	X		
Cambodia	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Non-compliance risk analysis	Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC			X		X		X	X	EC destruction project; CCAC HFC survey

Cameroon					Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data			Encourage adoption and use of iPIC			X						
Cape Verde					Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X	X	EC PROJECT
Central African Republic		Assist with Action Plan to return to compliance	Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.	Assist with Ozone Day celebrations		Encourage adoption and use of iPIC	Basic training of new Ozone Officer or assistant. Assist in establishing new NOU		X		X	X			
Chad				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			X			X		X	X	X		
Chile	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with Standards. Assist with labelling schemes	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC				X	X				Temporary direct administration of HPMP resources
China	Facilitate participation in Network & thematic meetings and follow up on recommendations	Non-compliance risk analysis			Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data			Facilitate export licensing through iPIC in 2016 include HCFCs;				X	X				

Colombia	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC				X	X					
Comoros				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X			
Congo				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X			
Congo, Democratic Republic of the			X	Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			X	Basic training of new Ozone Officer or assistant. Assist in establishing new NOU		X	X	X	X	X	X	EC PROJECT	

Cook Islands	Facilitate participation in Network & thematic meetings.	Provision of compliance support services,	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems, provide targeted policy and legislative support for ODS and technology adaptation in Fishery sector	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes, support the application of decisions XIX/6 for the adoption of longer term alternatives, support the assessment of use of ODS and other refrigerants in the Fishery sector.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional and national Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.	Base on country specific needs facilitate south-south, north-south cooperation.	Assist in the renewal of the iPIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	training of new Ozone staff, with change of political administration in 2015,		X		X		X	X	North/south cooperation is required for the Fisheries sector, given the global nature of the industry and of the stakeholders involved. The Cooks Islands is also participating in the EU Climate co-benefit project	
Costa Rica	Facilitate participation in Network & thematic meetings				Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC										
Côte d'Ivoire	Facilitate participation in Network & thematic meetings			Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X	X		
Cuba	Facilitate participation in Network & thematic meetings				Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC										
Djibouti				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X			

Dominica	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with developing or improving HCFC quota system	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage adoption of iPIC	Basic training of new Ozone Officer or assistant	Country mission	X		X	X		X	Direct administrative support
Dominican Republic	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X	X	X			X	Temporary direct administration of HPMP resources
Ecuador	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X			X	Temporary direct administration of HPMP resources
Egypt	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC				X					
El Salvador	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X				
Equatorial Guinea				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.		Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X		

Eritrea	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X		X		
Ethiopia	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC			X		X	X	X		
Fiji	Facilitate participation in Network & thematic meetings.	Provision of compliance support services,	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems, provide targeted policy and legislative support to address the use of ODS and technology adaptation for the Fishery sector	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes, support the application of decisions XIX/6 for the adoption of longer term alternatives, support the assessment of use of ODS and other refrigerants in the Fishery sector.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional and national Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.	Based on country specific needs facilitate south-south, north-south cooperation.	Assist in the renewal of the iPIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	training of Ozone staff on the new and emerging subjects of the Montreal Protocol		X		X		X	X	North/south cooperation is required for the Fisheries sector, given the global nature of the industry and of the stakeholders involved. UNEP is supporting HFC alternative project funded by the Government of Australia
Gabon			Assist in improving HCFC licensing system	Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X		

Gambia	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC			X			X	X	X		
Georgia	Facilitate participation of ozone / customs officers in ECA network meeting	Monitor reported ODS consumption / operational licensing & quota system in place / timely data reporting, offer ad-hoc compliance support upon request	Encourage the adoption of equipment labelling & equipment / service log-books, encourage the adoption of safety / performance standards, share information on HFC related policies	Encourage the establishment of training / assessment / certification schemes for RAC technicians, good practices in the RAC sector	Monitor & facilitate timely reporting of Article 7 / Country Programme data (online reporting), offer ad-hoc assistance upon request	Promote access to technology information	GEO requested country-to-country assistance to establish equipment labelling & equipment / service log-books	Ceremony of the fourth edition of ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers in Turkmenistan, promotion of iPIC consultations										
Ghana	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant							X		
Grenada	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X			X		
Guatemala	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Assist with Action Plan to return to compliance	Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Assist with establishing NOU		X		X				X	Temporary direct administration of HPMP resources

Guinea				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X		
Guinea-Bissau				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X		
Guyana	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X	X	X		X		HPMP Second Stage Preparation
Haiti	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with developing or improving HCFC quota system	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage adoption of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X	X		X	Direct administrative support
Honduras	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X			X	Temporary direct administration of HPMP resources
India	Facilitate participation in Network & thematic meetings and follow up on recommendations	Non-compliance risk analysis			Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data			Encourage use of iPIC				X	X				

Indonesia	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Non-compliance risk analysis			Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC										
Iran, Islamic Republic of	Facilitate participation in Network & thematic meetings and follow up on recommendations	Non-compliance risk analysis		Designing a strategy for development of a national servicing technician curriculum	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data		Facilitate South-South cooperation with Afghanistan, Pakistan, and UAE	Analysing discrepancies with reported ODS trade data	Assist in reporting requirements of MB, including QPS, to the Ozone Secretariat		X	X						
Iraq	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with developing or improving HCFC quota system	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Ozone Day celebrations	Facilitate South-South cooperation with another country regarding alternatives to MB in date production			X		X		X				Country political and security situation still unstable, missions to country are not possible
Jamaica	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X		X			
Jordan	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Ozone Day celebrations	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage adoption of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant									
Kenya	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC			X				X			

Kiribati	Facilitate participation in Network & thematic meetings.	Provision of compliance support services,	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems, use of ODS and technology adaptation for the Fishery sector	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes, support the application of decisions XIX/6 for the adoption of longer term alternatives, support the assessment of use of ODS and other refrigerants in the Fishery sector.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional and national Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.	Base on country specific needs facilitate south-south, north-south cooperation.	Assist in the renewal of the PIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	training of new Ozone staff appointed in March 2015		X		X		X	X	North/south cooperation is required for the Fisheries sector, given the global nature of the industry and of the stakeholders involved.	
Korea, Democratic People's Republic of	Facilitate participation in Network & thematic meetings and follow up on recommendations	Assist with the implementation of Plan of Action to return to compliance as per MOP Decision XXVI/15 and 53rd ImpCom recommendation 53/2	Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data		Facilitate South-South cooperation with China on project implementation and information exchange and with Sri Lanka on customs training	Analysing discrepancies with reported ODS trade data	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X	X	X		X			
Korea, Republic of	Facilitate participation in Network & thematic meetings and follow up on recommendations	Non-compliance risk analysis			Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data		Facilitate South-South cooperation on halon banking issues											
Kuwait	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Assist to maintain Compliance	Assistance in developing bylaws to new ODS regulation	Assist with RAC certification system, Assistance with Standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Ozone Day celebrations		Assistance in establishing E-Licensing system, Assistance in establishing MOU with Customs Authority			X		X					

Kyrgyzstan	Facilitate participation of ozone / customs officers in ECA network meeting	Monitor reported ODS consumption / operational licensing & quota system in place / timely data reporting, offer ad-hop compliance support upon request	Encourage the adoption of equipment labelling & equipment / service log-books, encourage the adoption of safety / performance standards, share information on HFC related policies	Encourage the establishment of training / assessment / certification schemes for RAC technicians, good practices in the RAC sector	Monitor & facilitate timely reporting of Article 7 / Country Programme data (online reporting),	Promote access to technology information	KYR requested country-to-country assistance to revised ODS legislation in response to joining the Eurasian Customs Union	Ceremony of the fourth edition of ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers in Turkmenistan, promotion of iPIC consultations			X		X		X	X	HFC survey funded by CCAC (UNEP)
Lao People's Democratic Republic	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Non-compliance risk analysis	Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC	Training of new Ozone staff.		X		X		X	X	EC destruction project
Lebanon	Facilitate participation in Network & thematic meetings			Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage adoption of iPIC									
Lesotho	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with developing or improving HCFC quota system	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC			X		X		X		
Liberia	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X				X		

Libya	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Assist with Action Plan to return to compliance	Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC										
Macedonia, The Former Yugoslav Republic of	Facilitate participation of ozone / customs officers in ECA network meeting	Monitor reported ODS consumption / operational licensing & quota system in place / timely data reporting, offer ad-hoc compliance support upon request	Encourage the adoption of equipment labelling & equipment / service log-books, encourage the adoption of safety / performance standards, share information on HFC related policies	Encourage the establishment of training / assessment / certification schemes for RAC technicians, good practices in the RAC sector	Monitor & facilitate timely reporting of Article 7 / Country Programme data (online reporting), offer ad-hoc assistance upon request	Promote access to technology information		Ceremony of the fourth edition of ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers in Turkmenistan, promotion of iPIC consultations	Training of new NOU staff									
Madagascar				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X			
Malawi	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC			X		X	X	X			

Malaysia	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Non-compliance risk analysis			assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC								X	EC destruction project
Maldives	Facilitate participation in Network & thematic meetings and follow up on recommendations	Non-compliance risk analysis		Designing a strategy for development of a national servicing technician curriculum including a thematic national workshop, Assisatnce with introduction of voluntary Standard Labelling Programme	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data		Facilitate South-South cooperation with Bangladesh on technician issues and Sri Lanka on ODS related Risk-profiling in ASYCUDA based Single Window System				X		X	X	X		
Mali				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			Encourage adoption and use of iPIC			X		X		X		
Marshall Islands	Facilitate participation in Network & thematic meetings.	Provision of compliance support services,	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems, provide targeted policy and legislative support for address the use of ODS and technology adaptation for the Fishery sector	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes, support the application of decisions XIX/6 for the adoption of longer term alternatives, support the assessment of use of ODS and other refrigerants in the Fishery sector.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional and national Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.	Base on country specific needs facilitate south-south, north-south cooperation.	Assist in the renewal of the iPIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	training of new Ozone staff expected to be appointed in second half of 2015		X		X		X	X	North/south cooperation is required for the Fisheries sector, given the global nature of the industry and of the stakeholders involved.

Mauritania		Assist with Action Plan to return to compliance	Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems.	Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting. Assist in developing a quota and licensing system.	Assist with Ozone Day celebrations	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage adoption and use of iPIC	Basic training of new Ozone Officer or assistant. Assist in establishing new NOU		X	X	X		X		
Mauritius	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC			X						
Mexico	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC					X			X	Temporary direct administration of HPMP resources
Micronesia, Federated States of	Facilitate participation in Network & thematic meetings.	Provision of compliance support services,	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems, provide targeted policy and legislative support for address the use of ODS and technology adaptation for the Fishery sector	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes, support the application of decisions XIX/6 for the adoption of longer term alternatives, support the assessment of use of ODS and other refrigerants in the Fishery sector.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional and national Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.	Base on country specific needs facilitate south-south, north-south cooperation.	Assist in the renewal of the iPIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	training of Ozone staff on new and emerging subjectss of the Montreal Protocol		X		X		X	X	North/south cooperation is required for the Fisheries sector, given the global nature of the industry and of the stakeholders involved.

Moldova, Republic of	Facilitate participation of ozone / customs officers in ECA network meeting	Monitor reported ODS consumption / operational licensing & quota system in place / timely data reporting, offer ad-hop compliance support upon request	Encourage the adoption of equipment labelling & equipment / service log-books, encourage the adoption of safety / performance standards, share information on HFC related policies	Encourage the establishment of training / assessment / certification schemes for RAC technicians, good practices in the RAC sector	Monitor & facilitate timely reporting of Article 7 / Country Programme data (online reporting), offer ad-hoc assistance upon request	Promote access to technology information		Ceremony of the fourth edition of ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers in Turkmenistan, promotion of iPIC consultations			X	X	X		X		HPMP Stage II preparation led by UNDP, HFC survey funded by CCAC (UNDP)
Mongolia	Facilitate participation in Network & thematic meetings and follow up on recommendations	Non-compliance risk analysis		Designing a strategy for development of a national technician certification scheme	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data		Facilitate South-South cooperation with China on XPS foam conversion	Analysing discrepancies with reported ODS trade data			X	X	X	X	X		
Montenegro	Facilitate participation of ozone / customs officers in ECA network meeting	Monitor reported ODS consumption / operational licensing & quota system in place / timely data reporting, offer ad-hop compliance support upon request	Encourage the adoption of equipment labelling & equipment / service log-books, encourage the adoption of safety / performance standards, share information on HFC related policies	Encourage the establishment of training / assessment / certification schemes for RAC technicians, good practices in the RAC sector	Monitor & facilitate timely reporting of Article 7 / Country Programme data (online reporting), offer ad-hoc assistance upon request	Promote access to technology information	MNE requested country-to-country assistance to establish equipment labelling & equipment / service log-books, to support RAC training	Ceremony of the fourth edition of ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers in Turkmenistan, promotion of iPIC consultations								X	Completion of ECA regional destruction project
Morocco					Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			X			X						

Mozambique	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with developing or improving HCFC quota system	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Ozone Day celebrations	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC			X		X		X		
Myanmar	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Non-compliance risk analysis	Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data; Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Training of new Ozone staff.		X		X		X		
Namibia	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC			X				X		
Nauru	Facilitate participation in Network & thematic meetings.	Provision of compliance support services,	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems, provide targeted policy and legislative support for address the use of ODS and technology adaptation for the Fishery sector	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes, support the application of decisions XIX/6 for the adoption of longer term alternatives, support the assessment of use of ODS and other refrigerants in the Fishery sector.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional and national Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.	Base on country specific needs facilitate south-south, north-south cooperation.	Assist in the renewal of the iPIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	training of new Ozone staff		X		X		X	X	North/south cooperation is required for the Fisheries sector, given the global nature of the industry and of the stakeholders involved.

Niue	Facilitate participation in Network & thematic meetings.	Provision of compliance support services,	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems, provide targeted policy and legislative support for address the use of ODS and technology adaptation for the Fishery sector	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes, support the application of decisions XIX/6 for the adoption of longer term alternatives, support the assessment of use of ODS and other refrigerants in the Fishery sector.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional and national Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.	Base on country specific needs facilitate south-south, north-south cooperation.	Assist in the renewal of the iPIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	training of new Ozone staff planned to be appointed in the second half of 2015		X		X		X	X	North/south cooperation is required for the Fisheries sector, given the global nature of the industry and of the stakeholders involved.
Oman	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems; Assist with labelling scheme	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Ozone Day celebrations	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant				X	X			
Pakistan	Facilitate participation in Network & thematic meetings and follow up on recommendations	Non-compliance risk analysis	Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data		Facilitate South-South cooperation with Afghanistan, UAE and China	Analysing discrepancies with reported ODS trade data	Training of new ozone Officer(s)	Assist in reporting requirements of MB, including QPS, to the Ozone Secretariat	X	X	X		X		
Palau	Facilitate participation in Network & thematic meetings.	Provision of compliance support services,	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems, provide targeted policy and legislative support for address the use of ODS and technology adaptation for the Fishery sector	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes, support the application of decisions XIX/6 for the adoption of longer term alternatives, support the assessment of use of ODS and other refrigerants in the Fishery sector.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional and national Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.	Base on country specific needs facilitate south-south, north-south cooperation.	Assist in the renewal of the iPIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	training of Ozone staff on new and emerging subjects of the Montreal Protocol.		X		X		X	X	North/south cooperation is required for the Fisheries sector, given the global nature of the industry and of the stakeholders involved.
Panama	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant			X	X			X	Temporary direct administration of HPMP resources

Papua New Guinea	Facilitate participation in Network & thematic meetings. Coordinate with GIZ on assessment of country and network needs and emerging subjects.	Provision of compliance support services,	Assist with enforcement of ODS licensing and/or quota systems and including management of 0.0 consumption for those ODSs as required under the Montreal Protocol		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.		Assist in the renewal of the iPIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	training of new Ozone staff									
Paraguay	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X					
Peru	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X	X					X	Temporary direct administration of HPMP resources
Philippines	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Non-compliance risk analysis	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems.	Provide policy support for adaptation to non-ODS alternatives in the solvent and RAC sector. Support the development of analytical laboratory skills for ODS including sample management in cases of detected potential illegal imports.	assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South and North-south cooperation				X		X				X	EC destruction project

Qatar	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with developing or improving HCFC quota system	Assistance with Standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Ozone Day celebrations	Facilitate South-South cooperation with another country in operation of NOU	Encourage adoption of iPIC, Assistance in establishing E-Licensing system	Advance training of existing Ozone Officer or assistant	Cooperation with ASHRAE local Chapter to support HPMP technical activities concerning alternative refrigerants		X	X					New ODS Officer
Rwanda	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC			X		X	X	X			
Saint Kitts and Nevis	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC		Country mission	X		X		X			
Saint Vincent and the Grenadines	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X		X			
Saint Lucia	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Basic training of new Ozone Officer or assistant	Country mission	X		X	X	X			

Samoa	Facilitate participation in Network & thematic meetings.	Provision of compliance support services,	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems, provide targeted policy and legislative support for address the use of ODS and technology adaptation for the Fishery sector	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes, support the application of decisions XIX/6 for the adoption of longer term alternatives, support the assessment of use of ODS and other refrigerants in the Fishery sector.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional and national Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.	Base on country specific needs facilitate south-south, north-south cooperation.	Assist in the renewal of the iPIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	training of Ozone staff on new and emerging subjects of the Montreal Protocol.		X		X		X	X	North/south cooperation is required for the Fisheries sector, given the global nature of the industry and of the stakeholders involved. Samoa is participating in the EU Climate co-benefit project.
Sao Tome and Principe				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			X			X		X				
Saudi Arabia	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems; Assist with labelling scheme	Assist with RAC certification system	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Ozone Day celebrations	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage adoption of iPIC			X		X	X	X		
Senegal				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.						X		X		X	X	EC PROJECT

Solomon Islands	Facilitate participation in Network & thematic meetings.	Provision of compliance support services,	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems, provide targeted policy and legislative support for address the use of ODS and technology adaptation for the Fishery sector	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes, support the application of decisions XIX/6 for the adoption of longer term alternatives, support the assessment of use of ODS and other refrigerants in the Fishery sector.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional and national Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.	Base on country specific needs facilitate south-south, north-south cooperation.	Assist in the renewal of the iPIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	training of Ozone staff and encouraging the further integrate the implementation of the Montreal Protocol into national institutional processes.		X		X		X	X	North/south cooperation is required for the Fisheries sector, given the global nature of the industry and of the stakeholders involved.	
Somalia	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with developing or improving HCFC quota system	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC			X							
South Africa	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with labelling schemes	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Ozone Day celebrations		Encourage use of iPIC										
South Sudan	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with development of ODS legislation, assist with developing HCFC licensing and quota system	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Ozone Day celebrations	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant		X		X					

Timor-Leste	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Non-compliance risk analysis	Assist with review of legislation, enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with RAC training, assist technical college on the establishment of national good practices training programmes and certification system and catering for full time RAC students and for the working technicians,	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data; Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation	Encourage use of iPIC	Training of new Ozone staff.		X	X	X		X		
Togo				Assist with RAC certification system and standards.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data. Promote use of online CP data reporting.			X			X		X		X	X	EC PROJECT
Tonga	Facilitate participation in Network & thematic meetings.	Provision of compliance support services,	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems, provide targeted policy and legislative support for address the use of ODS and technology adaptation for the Fishery sector	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes, support the application of decisions XIX/6 for the adoption of longer term alternatives, support the assessment of use of ODS and other refrigerants in the Fishery sector.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional and national Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.	Base on country specific needs facilitate south-south, north-south cooperation.	Assist in the renewal of the iPIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	training of Ozone staff on new and emerging subjects of the Montreal Protocol		X		X		X	X	North/south cooperation is required for the Fisheries sector, given the global nature of the industry and of the stakeholders involved. Tonga is participating in the EC Climate co-benefit project
Trinidad and Tobago	Facilitate participation in Network & thematic meetings				Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of iPIC	Advance training of existing Ozone Officer or assistant						X	X	

Vanuatu	Facilitate participation in Network & thematic meetings.	Provision of compliance support services,	Assist with legislative review/updates where necessary, enforcement of ODS licensing and/or quota systems, provide targeted policy and legislative support for address the use of ODS and technology adaptation for the Fishery sector	Assist with RAC certification system; Assist with labelling schemes, support the application of decisions XIX/6 for the adoption of longer term alternatives, support the assessment of use of ODS and other refrigerants in the Fishery sector. Work with Public and Private sectors on encouraging the use of non-ODS, climate and energy efficient alternatives in the post Cyclone Pam rebuilding.	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP on line data reporting, including early warnings on any potential non-compliance	Assist with Regional and national Awareness activities both for the general public and specifically for the Air-conditioning and refrigeration sectors.	Base on country specific needs facilitate south-south, north-south cooperation.	Assist in the renewal of the iPIC, assist and facilitate on the bilateral ODS trade data queries	Training of NOU on new and emerging subjects of the Montreal Protocol, encourage new environment administration to continue with the institutional integration of the IS and HPMP as part of the ongoing operation of this division housing the NOU		X		X		X	X	North/south cooperation is required for the Fisheries sector, given this global nature of the industry and of the stakeholders involved. Vanuatu is part of the EC Climate co-benefit project	
Venezuela, Bolivarian Republic of	Facilitate participation in Network & thematic meetings				Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC										
Viet Nam	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Non-compliance risk analysis	Assist with review as necessary and enforcement of HCFC licensing and/or quota systems		Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of iPIC			X						X	EC destruction project
Yemen	Facilitate participation in Network & thematic meetings	Assess impact to Compliance due to country political/security situation			Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data						X	X	X	X				Conflict situation in the country will have an impact on operation of NOU, projects and CAP services. Missions to country are not possible

Zambia	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Ozone Day celebrations	Facilitate South-South cooperation with another country	Encourage use of IPIC			X		X		X		
Zimbabwe	Facilitate participation in Network & thematic meetings		Assist with enforcement of HCFC licensing and/or quota systems	Assist with standards	Assist with timely and accurate reporting Article 7 and CP data, Promote use of online CP data reporting	Assist with Regional Awareness activities		Encourage use of IPIC			X				X		

Annex 2C

CAP 2016 budget

Bud Ln	Component	Location				CAP 2013 Approved ExCom 68	CAP 2014 Approved ExCom 71	CAP 2015 approved ExCom 73	CAP 2016 ExCom 75
PROJECT PERSONNEL COMPONENT									
	Title/Description		Grade	w/m					
1101	Head of Branch	Paris	D1	12	211,000	217,000	250,000	253,000	
1102	Senior Environment Officer - Network & Policy	Paris	P5	12	230,000	237,000	245,000	248,000	
1103	Programme Officer - Capacity Building	Paris	P4	12	214,000	221,000	214,000	217,000	
1104	Information Manager	Paris	P4	12	201,000	207,000	214,000	217,000	
1105	Monitoring & Administration Officer*	Paris	P3	0	0	0	0	0	
1106	Programme Officer - Policy & Tech Support	Paris	P4	12	185,000	190,000	214,000	217,000	
1107	Programme Officer - HCFC	Paris	P3	12	169,000	174,000	180,000	182,000	
1108	Programme Officer - ECA / Paris	Paris / ECA	P3	12	169,000	174,000	180,000	182,000	
1111	ECA Regional Network Coordinator	Paris / ECA	P4	12	201,000	207,000	214,000	217,000	
1121	ROAP Senior Regional Network Coordinator - SA	Bangkok	P5	12	194,000	200,000	206,000	209,000	
1122	ROAP Regional Network Coordinator - SEAP	Bangkok	P4	12	170,000	175,000	181,000	183,000	
1123	ROAP Coordinator - Transregional Capacity Building	Bangkok	P4	12	170,000	175,000	181,000	183,000	
1124	ROAP Programme Officer - HPMP	Bangkok	P3	12	170,000	175,000	181,000	148,000	
1125	ROAP Programme Officer - HPMP	Bangkok	P3	12	138,000	142,000	146,000	148,000	
1131	ROWA Regional Network Coordinator	Manama	P4	12	196,000	201,000	208,000	211,000	
1132	ROWA Programme Officer - HPMP	Manama	P5	12	196,000	201,000	208,000	223,000	
1133	ROWA Programme Officer - HPMP	Manama	P3	12	165,000	170,000	175,000	203,000	
1141	ROA Senior Regional Network Coordinator*	Nairobi	P5	12	214,000	220,000	0	0	
1142	ROA Regional Network Coordinator - Francophone	Nairobi	P4	12	185,000	190,000	196,000	199,000	
1143	ROA Regional Network Coordinator - Anglophone	Nairobi	P4	12	185,000	190,000	196,000	199,000	
1144	ROA Programme Officer - HPMP	Nairobi	P3	12	152,000	156,000	161,000	163,000	
1145	ROA Programme Officer - HPMP	Nairobi	P3	12	152,000	156,000	161,000	163,000	
1146	ROA Programme Officer	Nairobi	P2	12			95,000	96,000	
1147	ROA Programme Officer	Nairobi	P2	12			95,000	96,000	
1151	ROLAC Regional Network Coordinator	Panama	P4	12	171,000	176,000	182,000	184,000	
1152	ROLAC Regional Network - Caribbean	Panama	P4	12	171,000	176,000	182,000	184,000	
1153	ROLAC Programme Officer - HPMP	Panama	P3	12	146,000	150,000	155,000	157,000	

	Bud Ln	Component	Location			CAP 2013 Approved ExCom 68	CAP 2014 Approved ExCom 71	CAP 2015 approved ExCom 73	CAP 2016 ExCom 75
	1154	ROLAC Programme Officer - HPMP	Panama	P3	12	146,000	150,000	155,000	157,000
1199	<i>Sub-total</i>					4,501,000	4,630,000	4,775,000	4,839,000
1300									
		Title/Description		Grade	w/m				
	1301	Principal Assistant HOB	Paris	G6	12	105,000	108,000	111,000	112,000
	1302	Programme Assistant - Regional Networks	Paris	G6	12	105,000	108,000	111,000	112,000
	1303	Programme Assistant - Clearinghouse	Paris	G6	12	105,000	108,000	111,000	112,000
	1304	Administration Assistant	Paris	G6	0	0	0	0	0
	1305	Programme Assistant	Paris	G5	12	93,000	96,000	99,000	100,000
	1306	Programme Assistant - Capacity Building	Paris	G5	12	93,000	96,000	99,000	100,000
	1307	Programme Assistant - Information	Paris	G5	12	93,000	96,000	99,000	100,000
	1311	Programme Assistant - ECA	Paris / ECA	G6	12	93,000	96,000	99,000	112,000
	1312	Budget & Finance Assistant*	Paris	G7	12				0
	1317	Temporary assistance CAP*	Regions			72,000	75,000	63,000	51,000
	1321	ROAP Programme Assistant - SA	Bangkok	G6	12	61,000	62,000	64,000	65,000
	1322	ROAP Programme Assistant - SEAP	Bangkok	G5	12	43,000	49,000	51,000	52,000
	1323	ROAP Programme Assistant - PIC	Bangkok	G5	12	48,000	49,000	51,000	52,000
	1324	ROAP Regional Outreach Assistant - HPMP	Bangkok	G6	12	46,000	55,000	57,000	58,000
	1331	ROWA Programme Assistant	Manama	G6	12	57,000	58,000	60,000	73,000
	1332	ROWA Programme Assistant	Manama	G6	12	57,000	58,000	60,000	73,000
	1333	ROWA Regional Outreach Assistant - HPMP*	Manama	G6	6	28,000	29,000	60,000	61,000
	1341	ROA Programme Assistant	Nairobi	G6	12	39,000	40,000	42,000	43,000
	1342	ROA Programme Assistant	Nairobi	G5	12	32,000	33,000	34,000	35,000
	1343	ROA Regional Outreach Assistant - HPMP	Nairobi	G6	12	35,000	36,000	42,000	43,000
	1344	ROA Programme Assistant	Nairobi	G6	12			42,000	43,000
	1351	ROLAC Programme Assistant	Panama	G4	12	40,000	29,000	30,000	31,000
	1352	ROLAC Regional Outreach Assistant - HPMP	Panama	G6	12	40,000	41,000	43,000	44,000
	1353	ROLAC Programme Assistant	Panama	G5	12	33,000	34,000	35,000	36,000
	1354	ROLAC Programme Assistant	Panama	G3	12	21,000	22,000	23,000	23,000
1399	<i>Sub-total</i>					1,339,000	1,378,000	1,486,000	1,531,000

	Bud Ln	Component	Location			CAP 2013 Approved ExCom 68	CAP 2014 Approved ExCom 71	CAP 2015 approved ExCom 73	CAP 2016 ExCom 75
1600									
	1601	Paris staff travel	Paris			205,000	171,000	171,000	171,000
	1610	ECA staff travel	Paris / ECA			26,000	30,000	30,000	25,000
	1620	ROAP staff travel	Bangkok			80,000	116,000	116,000	116,000
	1630	ROWA staff travel	Manama			60,000	60,000	60,000	45,000
	1640	ROA staff travel	Nairobi			143,000	143,000	143,000	121,000
	1650	ROLAC staff travel	Panama			96,000	90,000	70,000	70,000
1699	<i>Sub-total</i>					610,000	610,000	590,000	548,000
1999	COMPONENT TOTAL					6,450,000	6,618,000	6,851,000	6,918,000
SUB CONTRACT COMPONENT									
2200									
	2110	ECA Sub-contracts with supporting organizations	Paris / ECA			35,000	35,000	25,000	
	2120	ROAP Sub-contracts with supporting organizations	Bangkok			20,000	20,000	20,000	
	2130	ROWA Sub-contracts with supporting organizations	Manama			50,000	50,000	20,000	
	2140	ROA Sub-contracts with supporting organizations	Nairobi			28,000	28,000	13,000	
	2150	ROLAC Sub-contracts with supporting organizations	Panama			15,000	15,000	15,000	
	2210	ECA Regional awareness raising	Paris / ECA			10,000	10,000	15,000	15,000
	2220	ROAP Regional awareness raising	Bangkok			44,000	54,000	49,000	49,000
	2230	ROWA Regional awareness raising	Manama			20,000	20,000	10,000	10,000
	2240	ROA Regional awareness raising	Nairobi			39,000	64,000	64,000	64,000
	2250	ROLAC Regional awareness raising	Panama			75,000	40,000	30,000	30,000
2299	<i>Sub-total</i>					336,000	336,000	261,000	168,000

	Bud Ln	Component	Location			CAP 2013 Approved ExCom 68	CAP 2014 Approved ExCom 71	CAP 2015 approved ExCom 73	CAP 2016 ExCom 75
2300									
	2301	Technical and policy information materials	Paris			70,000	80,000	80,000	0
	2302	Clearing house	Paris			192,000	150,000	150,000	180,000
	2303	Capacity Building , Technical & Policy Materials	Paris			80,000	112,000	112,000	120,000
***	2304	NOO training programme launched							42,000
***	2305	Refrigerant drivers licence launched							60,000
***	2306	Global training in refrigeration servicing sector							77,000
***	2307	ODS management in fishing sector							42,000
	2308	Emerging needs							75,000
2399	<i>Sub-total</i>					342,000	342,000	342,000	596,000
2999	COMPONENT TOTAL					678,000	678,000	603,000	764,000
TRAINING COMPONENT									
3300									
	3210	ECA South-South cooperation	ECA			20,000	20,000	20,000	10,000
	3220	ROAP South-South cooperation	Bangkok			48,000	48,000	43,000	10,000
	3230	ROWA South-South cooperation	Manama			33,000	33,000	33,000	10,000
	3240	ROA South-South cooperation	Nairobi			31,000	31,000	31,000	10,000
	3250	ROLAC South-South cooperation	Panama			45,000	45,000	40,000	10,000
	3301	Advisory and consultative Meetings - Paris	Paris			32,000	32,000	32,000	32,000
	3310	ECA network meetings/thematic workshops	ECA			160,000	160,000	160,000	125,000
	3321	ROAP network meetings/thematic workshops - SA	Bangkok			72,000	72,000	72,000	72,000
	3322	ROAP network meetings/thematic workshops - SEAP	Bangkok			50,000	50,000	50,000	50,000
	3323	ROAP network meetings/thematic workshops - PIC	Bangkok			60,000	60,000	60,000	60,000
	3330	ROWA network meetings/thematic workshops	Manama			86,000	86,000	86,000	80,000
	3340	ROA network meetings/thematic workshops	Nairobi			281,000	281,000	281,000	281,000
	3350	ROLAC network meetings/thematic workshops	Panama			192,000	204,000	224,000	224,000
3399	<i>Sub-total</i>					1,110,000	1,122,000	1,132,000	974,000
3999	COMPONENT TOTAL					1,110,000	1,122,000	1,132,000	974,000

	Bud Ln	Component	Location			CAP 2013 Approved ExCom 68	CAP 2014 Approved ExCom 71	CAP 2015 approved ExCom 73	CAP 2016 ExCom 75
EQUIPMENT AND PREMISES COMPONENT									
4100									
	4101	Office supplies - Paris and ECA	Paris / ECA			15,000	15,000	15,000	15,000
	4110	Office supplies - Regions	Regional			25,000	25,000	25,000	25,000
4199	<i>Sub-total</i>					40,000	40,000	40,000	40,000
4200									
	4201	Office equipment / computer - Paris and ECA	Paris / ECA			22,000	22,000	22,000	22,000
	4210	Office equipment / computer - Regions	Regional			33,000	33,000	33,000	33,000
4299	<i>Sub-total</i>					55,000	55,000	55,000	55,000
4300									
	4301	Office rental - Paris and ECA**	Paris / ECA			360,000	360,000	340,000	351,000
	4310	Office rental - Regions	Regional			151,000	151,000	179,000	179,000
4399	<i>Sub-total</i>					511,000	511,000	519,000	530,000
4999	COMPONENT TOTAL					606,000	606,000	614,000	625,000

	Bud Ln	Component	Location			CAP 2013 Approved ExCom 68	CAP 2014 Approved ExCom 71	CAP 2015 approved ExCom 73	CAP 2016 ExCom 75
MISCELLANEOUS COMPONENT									
5100									
	5101	Rental and maintenance of office equipment - Paris and ECA	Paris / ECA			22,000	22,000	22,000	22,000
	5110	Rental and maintenance of office equipment - Regions	Regional			33,000	33,000	33,000	33,000
5199	<i>Sub-total</i>					55,000	55,000	55,000	55,000
5200									
	5201	Reporting/reproduction costs	Paris / ECA			11,000	11,000	11,000	11,000
	5210	Translations	Regional			36,000	36,000	36,000	36,000
5299	<i>Sub-total</i>					47,000	47,000	47,000	47,000
5300									
	5301	Communication & dissemination - Paris and ECA	Paris / ECA			123,000	123,000	68,000	68,000
	5310	Communication - Regions	Regional			89,000	89,000	89,000	89,000
5399	<i>Sub-total</i>					212,000	212,000	157,000	157,000
5999	COMPONENT TOTAL					314,000	314,000	259,000	259,000
99	TOTAL DIRECT PROJECT COST					9,158,000	9,338,000	9,459,000	9,540,000
	<i>Programme support costs (8%)</i>					732,640	747,040	756,720	763,200
GRAND TOTAL						9,890,640	10,085,040	10,215,720	10,303,200
	Proposed cost sharing on 8%								
	Fund Management Officer		P3						180,000
	Budget & Finance Assistant*		G7						120,000
	Administration Assistant		G6						111,000
	Total								411,000

*New administrative post to be funded through PSC

** Move to UNESCO (additional costs) and vacant posts filled in the regions

***2304, 2305, 2306 & 2307 activities & budget to be carried to 2017.

Note on all other Budget Lines unspent balances will be returned

ANNEX 2D - CAP 2016 BUDGET FINANCIAL ANALYSIS

Financial analysis

To deliver the planned comprehensive compliance assistance services to Article 5 countries during first year of the three year rolling CAP strategy, i.e. 2016, UNEP is requesting a total budget of US\$ 10,303.200, which includes the project cost of US\$ 9,540.000 and programme support costs (PSC) of 8 per cent amounting to US\$ 763.200.

This 2016 CAP budget represents zero growth for activities and the request falls below the maximum 3% increase limit that was indicated in the approved the Business Plan. Accordingly, UNEP is proposing a 1.3% increase only on staffing lines, applying Executive Committee Decision 62/24 (b) (iv) and has made every effort to avoid an increase in the budget lines for activities in the 2016 CAP budget. In line with this decision, all activity lines have been maintained at the 2014-2015 level, with an adjustment only to staff lines to cover annual increment and inflation.

While UNEP will launch the innovative four global CAP products in 2016, completion of activities is foreseen before the end of the three year rolling strategy. UNEP is therefore requesting the ExCom to consider the carryover of the corresponding budget lines, BL 2304-2307 to 2017, noting that all other unspent balances on budget lines will be returned as per ExCom decisions (Annex 2C).

The proposed 2016 budget is based on discussions with different regional CAP teams for most cost effective approaches for CAP. In revising the budget and redistributing between budget lines, the programme was adjusted to assure requirements of the 2016 workprogramme and to ensure the delivery of sustainable global products proposed for all A5 countries, building on twenty five years of experience and partnerships to meet compliance needs.

UNEP undertook an in-depth review of the actual annual expenditures for the CAP for the period 2012-2014 and this was compared with the actual expenditure for the current year up to August 2015 in order to have more accurate projections for 2016. This analysis indicated that the CAP budget is currently just adequate to cover the operations of UNEP. It should be noted that UNEP returned US \$ 1,519,371.62 of the CAP 2014 budget to the 74nd Executive Committee from balances and staff savings from vacant posts. In the last one year, UNEP has filled 5 vacant posts in the last one year and others are currently under recruitment.

CAP budget proposal 2016

Budget- Staffing lines

Due to UN post adjustments and actual expenditures incurred, the salaries of the ROWA staff are re adjusted as follows:

BL 1133 ROWA Programme Officer HPMP. This post was budgeted at US\$ 175,000 for the 2015 CAP. Expenditure incurred in 2014 was US\$ 200,386. The BL 1333 is readjusted and increased to reflect US\$ 200,000.

BL 1331 ROWA Programme Assistant. This post was budgeted at US\$ 60,000 for the 2015 CAP. Expenditure incurred in 2014 was US\$ 72,833. BL 1331 is increased to reflect US\$ 73,000.

BL 1332 ROWA Programme Assistant. This post was budgeted at US\$ 60,000 for the 2015 CAP. Expenditure incurred in 2014 was US\$ 68,660. BL 1332 is increased to reflect US\$ 73,000.

Due to the growing emphasis on the regional delivery of information, communication and education services in the regions, UNEP proposes the following:

BL 1124 ROAP Programme Officer HPMP (SA). The incumbent on this post (P4) has been transferred to another UNEP post. We propose to downgrade the P4 post to P3 for the following

reasons: changes in responsibilities, the China ODS project is managed by the RNC SEAP, UNEP is working with most countries as the Cooperating Agency and the Network is led by a P5.

BL 1132 ROWA Programme Officer HPMP. With the savings from the downgrade of the P4 above BL 1124, we propose to re classify this post to a P5 level for the following reasons: the post responsibilities will include the coordination, management and development of two global CAP products, namely the Refrigerant Driving Licence and global training for the refrigeration servicing sector. The latter addition global CAP responsibilities are in addition to the current functions and responsibilities of the post. Moreover, the post functions will include coordination with international partners and industry associations, design and implementation of joint initiatives and especially training for the refrigeration servicing sector, and the establishment of relevant international partnerships to deliver the global CAP products. The global CAP products will be built over the three years. In line with giving the regions more visibility, CAP staff in the regions would have certain responsibilities towards these products. Once upgraded, incumbent of the post in ROWA- will be reporting directly to Paris and re-enforce the Capacity Building team. The ROWA CAP structure remains the same: RNC (P4) and HPMP Officer (P3), with support from the incumbent BL 1124. Apart from the latter, the regional team structures will not change.

BL 1123 ROAP Regional Network Coordinator PIC. The Post description and responsibilities have been re-adjusted to reflect ExCom decisions and recommendations. In approving the RNC for the PICs, it was recognized that the “ROAP PIC network coordinator will, aside from managing the 13 PIC countries in a network, also have the added responsibility of monitoring existing RMPs and TPMPs, and will be responsible for HCFC activities in the Asia and the Pacific region” (Decisions 56/33 and 56/43, details in para 21d and 25, document UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/21). The post responsibilities now include a follow up to the ODS projects in Timor Leste and Philippines; Asia Pacific regional Focal Point for Methyl Bromide phase out and trans-regional CAP capacity building services with specific focus and lead responsibility for advising countries on partnerships and management of ODS in fishing vessels. BL 1123 now reflects Coordinator-Trans regional Capacity Building.

BL 1305 Programme Assistant –ECA. The incumbent on the post has taken early retirement. The current post is at G5. The responsibilities adjusted to provide support to Programme Officers.

BL 1311 Programme Assistant –ECA. The incumbent on the post has been transferred to 1305 based on change of responsibilities. Given the needs of the programme, additional responsibilities towards project monitoring, we propose to upgrade this post to G6 with no additional costs to the budget and to ExCom. Financial implications would be minimal and if incurred approximately US\$ 15,000 will be offset from the BL 1317 Temporary Assistance CAP. The addition responsibilities will include preparing inputs for electronic databases, collection of and compiling data, generating a variety of periodic and ad hoc reports, statistical tables, charts, graphs, and other background materials/notes to facilitate inspection and other reviews.

Reprioritisation of resources –CAP Activities 2016

UNEP has considered the requirements of each of the CAP teams in the Regions and Paris, and proposes a redistribution of allocations between budget lines that meets the requirements of the individual CAP teams and is also in line with Executive Committee decisions on regionalization of CAP resources. Moreover, in line with the proposed three year rolling strategy for CAP and the additional global expected outcomes, UNEP has optimised on certain activities and costs in order initiate long term sustainable products.

The 2016 budget proposal reflects an internal analysis of the CAP structure, staff roles and responsibilities, the distribution of resources within CAP (between the individual Regions, as well as between Regions and Paris), and whether the level and type of services provided by the current CAP

team match the new circumstances. It also takes into account the funds returned to the previous ExComs as an indication of actual expenditures.

Reprioritisation of resources for 2016 will be reported to the Executive Committee, at the end of the fiscal year 2016. This will continue to be done in total respect for and in compliance with Decision 68/18(b)(ii), on a needs basis and based on “changing priorities.”

Rationale

UNEP was requested to streamline, focus, be more original and innovative, compliance oriented with having activities that make an impact and are concrete and measurable (mini CAG, Paris, 2014). In order to finance the three year rolling strategy and the activities prioritised as global CAP products, UNEP undertook an assessment on the impact on BLs and activities and compared this with the funds returned to the last three ExComs as unspent balances: travel, network meetings, S-S cooperation and contracts with supporting organizations. Moreover, we reviewed the regional needs and adjusted budgets accordingly, based on the number of IS projects, HPMPs and number of countries in the network. We will further look to harmonising this in the future so that all networks are treated fairly (Table below). We therefore concluded that the proposals to decrease certain BLs would not affect the delivery of CAP and on the contrary would enable CAP to develop long term sustainable capacity building products for all countries.

The reprioritisation of resources for 2016 is proposed for more effective sustainable interventions by pooling resources towards the development of global CAP products based on recommendations from Network meetings. This will also build on previous interventions, looking for cross sector coordination, moving away from standalone activities to a collective impact of CAP activities. All regional and Paris teams will be responsible for the fund management and the products, as collective outputs and tools from CAP.

The new activities that will make up the CAP over the three year strategy that will receive initial funds under the CAP 2016 are: The Refrigerant Driving Licence, ODS in the fishing sector, Pilot NOO training programme and towards the development of a global training in the refrigeration servicing sector. In addition, we will retain US \$ 75,000 in Paris, to be used based on emerging programme needs. RNCs will be invited to send a proposal to access these funds: proposals will be evaluated by the CAP teams.

2016 CAP budget adjustments

Staff travel

- BL 1610 - ECA Staff travel. Decreased by US\$ 5,000 and transferred to new BL 2307, ODS in fishing sector
- BL 1630 - ROWA Staff travel. Decreased by US\$ 15,000 and transferred to new BL 2307, ODS in fishing sector
- BL 1640 - ROA Staff travel. Decreased by US\$ 22,000 and transferred to new BL 2307, ODS in fishing sector
- NEW BL 2307 –US\$ 42,000 to fund ODS management in fishing sector

Network meetings

- BL 3310 - ECA Network meetings. Decreased by US\$ 35,000 and transferred to new BL 2304, pilot NOO training programme
- BL 3330 - ROWA Network meetings. Decreased by US\$ 6,000 and transferred to new BL 2304, pilot NOO training programme
- NEW BL 2304 –US\$ 42,000 to fund pilot NOO training programme

Regional awareness

No changes

Sub-contracts with supporting organizations

Total budget is US\$ 93,000. To be re distributed as follows

- NEW BL 2305 –US\$ 60,000 to fund Refrigerant Drivers Licence
- NEW BL 2308 –US\$ 33,000 to fund emerging needs

South-south cooperation

All networks retained at US\$ 10,000

Budget pooled: US\$ 77,000 to be distributed as follows

- NEW BL 2306 –US\$ 77,000 towards development of global training in RSS with partners

Other adjustments

- BL 2301 - Technical and policy information materials. Decreased by US\$ 30,000 and transferred to Clearing House BL 2302 which is now increased to US\$ 180,000
- BL 2303 – Capacity building on HCFC phase out. Readjusted to read Capacity building - Technical and policy information materials with a total budget of US\$ 120,000, balance transferred to NEW BL 2308
- NEW BL 2308 – total budget US\$ 75,000 to fund emerging programme needs.

With the above adjustment, the total budget allocated for the Clearing House and capacity building activities is US\$ 595,000, as indicated below.

Paris IMT	180,000
Paris CBT	120,000
GLOBAL (fishing sector, NOU training, RDL, RSS) designated ALs'	220,000
Rolling budget- based on emerging needs	75,000
TOTAL	595,000

Assessment per network, activities and responsibilities, now re-adjusted in the 2016 CAP budget proposal

Observations	countries vs budget vs projects - UNEP per region	CAP activity 2015	IS	HPMP	Cooperating	Stage II prp	HFC survey
ECA	12 Countries	250,000	4	0 Lead	5	3	4
ROWA	11 countries	209,000	5	4 Lead	3	4	0
ROLAC	14 countries	189,000	13	12 Lead	1	2	5
ROLAC	LA- 10 South and 9 Central countries	189,000	9	2 Lead	10	1	0
ROAP	SA - 13 countries	136,500	6	5 Lead	6	3	8
ROAP	SEAP - 12 countries	126,000	7	6 + 1 China Servicing	1	2 (China included)	5
ROAP	PIC - 13 countries	104,500	13	12 Reg HPMP		0	1
ROA	ANG - 28 countries	266,000	23	12 Lead	0	1	21
ROA	FR- 26 countries	266,000	25	19 Lead	2	0	13

Annex 3A - Country specific services delivered in 2015

Period covered: October 2014 - July 2015.

Country	Type of Service Planned for 2015	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = ONGoing, REP = Reprioritized)	Comment
Afghanistan	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		ONG	Data collected
Afghanistan	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 70th ExCOM meeting (phase VI: 12/2013-11/2015)	X	X	ONG	This is a year long service with no completion till the project completed.
Afghanistan	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Afghanistan	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 70th ExCOM meeting (phase VI: 12/2013-11/2015)	X	X	COM	
Albania	HCFC phase out support	Implementation of HPMP Stage I (refrigeration, customs), as cooperating agency	X		ONG	Under tranche 2, refrigeration training was organized in Tirana, 27–28 February 2014, in Durres, 28–30 April 2014 and in Vlore, 28–30 October 2014. The trainings workshops were attended by 87 technicians from the refrigeration servicing sector and 69 received certificates. The customs training was organized in Tirana, 2–3 October 2014, attended by 20 customs officers. The activities under tranche 2 are completed and the submission of tranche 3 is scheduled for ExCOM 75.
Albania	Institutional Strengthening	Implementation and renewal of IS project (if due)	X		ONG	NOU is cooperating with both RAC associations in Albania to implement the HPMP. As part of ECA country-to-country assistance, ODS legislation was reviewed in Tirana, 1 October 2014, to harmonized with the European Union ODS legislation.
Algeria	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	

Algeria	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	COM	
Angola	Policy support	Provide support to NOU staff on how to implement IS activities. Guide NOU on enforcement of ODS Regulations, HPMP implementation and collection and reporting of accurate ODS data.	X	X	ONG	Assistance provided to Country for quality and timely submission of 2014 Article 7 data and Country Programme Report. IS Renewal request was submitted and approved at ExCOM 74. NOU conducted training on HCFC quotas for 30 importers and introduced tariff for import permit, import charges and custom duties.
Antigua and Barbuda	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Antigua and Barbuda	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	COM	
Antigua and Barbuda	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	COM	
Argentina	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Armenia	HCFC phase out support	Implementation of HPMP Stage I (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as cooperating agency	X		ONG	Tranche 3 was approved by ExCOM 74 but funds will only be released to UNEP once UNDP has submitted the verification report to the Fund Secretariat. Thus implementation of activities under tranche 3 is pending. The preparation of HPMP stage II was approved by ExCOM 73 for UNDP and UNEP. The joint submission of HPMP stage II by UNDP and UNEP is scheduled for ExCOM 76.
Armenia	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, training & certification schemes, labelling requirements, industry standstands.	X		COM	Status of implementation of HCFC policy measures is summarized in the tracking table on HCFC policy measures. ECA network countries shared experience on licensing & quota systems, training & certification schemes, labelling, log-book keeping and standards during the ECA network & thematic meetings.
Bahamas	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Bahamas	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	COM	

Bahamas	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	COM	
Bahrain	Capacity building	Support to new ODS Officer of Bahrain to ensure smooth operation of NOU.	X		ONG	
Bahrain	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X		ONG	
Bahrain	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach	X		ONG	
Bahrain	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws in relation to the new ODS regulation	X		ONG	
Bahrain	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X		ONG	
Bahrain	Capacity building	Support to new ODS Officer of Bahrain to ensure smooth operation of NOU.	X		ONG	Support to ODS Officer in managing IS and HPMP projects provided, but more support needed to NOU in terms preparing technical reports and building cooperation with other stakeholders
Bahrain	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X		ONG	Detailed clarification and orientation provided to NOU to develop the required reports. However, reports are delayed due to lack of support staff at NOU
Bahrain	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach	X		ONG	Regional expert meeting organized in Dubai in Nov. 2014. recommendations taken will need to be considered by countries
Bahrain	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws in relation to the new ODS regulation	X		ONG	Support provided in developing the bylaws of the updated quota system. More work will continue in developing other supporting bylaws in 2015-2016
Bahrain	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X		ONG	Involve local industry in the UNEP-UNIDO high ambient project and the local OEM developed prototypes for the project. Local industry attended the 4th Symposium on alternatives to high-ambient (Oct 2014), Work continues till end of 2015
Bangladesh	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		ONG	
Bangladesh	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Barbados	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	

Barbados	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	COM	
Barbados	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X		COM	
Belize	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Belize	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	COM	
Belize	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	COM	
Benin	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Benin	HCFC phase out support	Implementation of HPMP Stage I (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as Lead agency	X	X	ONG	
Bhutan	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	A7 data for 2014 submitted
Bhutan	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 71st ExCOM meeting (phase V: 12/2013-11/2015) and strengthening the Ozone office	X		ONG	This is a year long service with no completion till the project completed.
Bhutan	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Bhutan	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 71st ExCOM meeting (phase V: 12/2013-11/2015) and strengthening the Ozone office	X		COM	
Bolivia	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X		REP	The training was planned but the Government changed the NOO.
Bolivia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		ONG	Government submitted 2013 data reporting. 2014 data reporting is still pending
Bolivia	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X		COM	
Bolivia	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X		REP	It was planned as part of the training, but mission cancelled due to no NOO on board.
Bosnia and Herzegovina	South-South cooperation	Country-to-country assistance to strengthen newly created RAC association in Sarajevo	X		ONG	Activity has been rescheduled for 2016 because the national RAC association was created later than anticipated - in mid 2015.

Bosnia and Herzegovina	Technical assistance	Implementation of ECA regional destruction project in Bosnia & Herzegovina, Croatia, Montenegro (jointly with UNIDO)			ONG	UNEP in cooperation with Montenegro organized the national workshop on aggregation of ODSs stocks for further disposal and improvements in the refrigerants recovery and recycling system in Podgorica, Montenegro, 14-15 October 2014. A similar national workshop was organized in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina, 22-23 October 2014. The main objective of the meetings were to share the lessons learnt from the collection and aggregation system in Croatia. Croatia implemented activities under the sub-component of the project on targeted inspections for complying with the RRR Scheme. The training of environmental inspectors was organized in Zagreb, Croatia, 6-7 November 2015. This activity was done in conformity with the work plan of the ECA destruction project and supported by the HPMP. Furthermore, UNEP in cooperation with Croatia organized a national training on ODS waste management in Zagreb, Croatia, 9 December 2015. The main goal was to review and discuss key steps for implementation of disposal activities in Croatia: data survey, laboratory analysis, training activities, aggregation, transportation, verification, destruction, and monitoring. UNEP organized the mid-term meeting with all project partners in Zagreb, Croatia, 10-11 December 2014. The main goal of the meeting was to review the implementation of the project activities in all three countries and facilitate the completion of the disposal of the second and the last batch of the ODS stocks. The remaining activities under the project include the concluding meeting of the project partners planned in Podgorica, Montenegro, an assessment of the scope for joint destruction of ODS & POPs waste, the preparation of the final report and leaflet summarizing the results and lessons learnt of the demonstration project.
Botswana	HCFC phase out support	Assist country in finalising HPMP project and submitting to MLF for approval	X	X	ONG	CAP assisted the country to draft HPMP Project which will be submitted to ExCOM 76 for consideration and approval.
Botswana	Policy support	Assist the country in getting ODS regulation approved and establishing enforceable HCFC licensing and quota system	X	X	COM	Assistance provided to Botswana in reviewing ODS regulation which was approved. Country was assisted to establish and operationalise HCFC licensing and quota system. The NOU registered all HCFC importers for 2015 and allocated 2015 quotas.
Brazil	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Brunei Darussalam	Data reporting	Assist in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.			ONG	The CP report was submitted online, the Article 7 data report is being prepared.

Brunei Darussalam	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X		ONG	The project is going on well, and the NOU is well functional
Brunei Darussalam	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			ONG	The country is an active member of iPIC.
Brunei Darussalam	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.				The CAP jointly with NOU reviewed the quota system in Feb 2015 during the mission on HPMP implementation supervision mission.
Brunei Darussalam	Data reporting	Assist in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.			COM	
Brunei Darussalam	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X		COM	
Brunei Darussalam	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			COM	
Brunei Darussalam	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.			COM	
Burkina Faso	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	COM	
Burkina Faso	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Burkina Faso	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X	ONG	
Burundi	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Burundi	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X	ONG	
Cambodia	Data reporting	Assistance in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.			ONG	The CP report was submitted online, but the Article 7 is being prepared.
Cambodia	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X	ONG	NOU is well functional. In May 2015, the NOU sent its trainer on good practices to Malaysia under south-south cooperation to join the train-the-trainer workshop for capacity building and exchange experience.
Cambodia	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC			ONG	The country is a active member of iPIC.
Cambodia	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.			ONG	The country was advised to further outreach its quota system to all stakeholders following jointy review in Feb 2015.
Cambodia	Data reporting	Assistance in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.			COM	
Cambodia	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X	COM	

Cambodia	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC			COM	
Cambodia	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.			COM	
Cameroon	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Cape verde	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Cape verde	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as sole Agency	X	X	ONG	
Central African Republic	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	REP	
Central African Republic	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		REP	
Central African Republic	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 1 activities (refrigeration, customs) and preparation of HPMP Tranche II are on hold as the country is in war.	X	X	REP	
Chad	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Chad	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X	ONG	
Chile	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Chile	Methyl bromide phase out support	Provide technical and administrative support for the implementation of MB phase out as Cooperating Agency	X	X	ONG	
Chile	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	
China	Data reporting	Monitoring the Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	
China	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate export licensing through iPIC in 2015 include HCFCs; Assistance in the prevention of illegal trade in ODS through the cross referencing of trade data; Continue to facilitate cooperation between China customs and neighbouring countries through follow-up on the Urumqui Dialogue and Mongolia dialogue	X	X	ONG	

China	Data reporting	Monitoring the Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	
China	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate export licensing through iPIC in 2015 include HCFCs; Assistance in the prevention of illegal trade in ODS through the cross referencing of trade data; Continue to facilitate cooperation between China customs and neighbouring countries through follow-up on the Urumqui Dialogue and Mongolia dialogue	X	X	COM	
Columbia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Columbia	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	
Comoros	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Comoros	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as sole Agency	X	X	ONG	
Congo	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Congo	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X	ONG	
Congo, DR	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		REP	
Congo, DR	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X	REP	
Cook Islands	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X		COM	Article 7 and CP data (online) already submitted.
Cook Islands	Capacity building	Training of new Ozone Officer	x		ONG	
Cook Islands	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		ONG	
Cook Islands	Policy support	Assist the management of ODS the quota system for HCFC import/export control	X		ONG	Change in Administration in 2015
Cook Islands	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X		COM	
Cook Islands	Capacity building	Training of new Ozone Officer	x		COM	

Cook Islands	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		COM	
Cook Islands	Policy support	Assist the management of ODS the quota system for HCFC import/export control	X		COM	
Costa Rica	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Cote d'Ivoire	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Cote d'Ivoire	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X	ONG	
Croatia	Institutional Strengthening	Implementation and renewal of IS project (if due).	X		ONG	CRO IS phase 7 is completed and phase 8 has been approved by ExCOM 69. The ODS import / export licensing and quota system is in place. Article 7 data for 2013 and CP data for 2014 have been submitted. With the accession of Croatia to the European Union, the country had to harmonize Croatian legislation with the EU legislation. In the year 2014, the Ministry adopted a new Regulation on ODS and F-gases. The produced a brochure "Basic information regarding implementation of regulations on ODS and F-gases" to inform service technicians about the new legislation. The Ministry organized Steering Committee meetings and a workshop for 67 environmental inspectors in Zagreb, 6-7 of November 2014. For International Ozone Day, the Ministry organized a press conference on ozone layer & climate protection, ODS phase-out and HFC phase-down. In order to raise general public awareness, the Ministry sent sketch-books, a newsletter with ozone games and the link to the Ministry's webpage Ozonko to all kindergartens in Zagreb. Phase 8 will be the last one because the country had joined the European Union and been reclassified as non-Article 5 country.
Croatia	Technical assistance	Implementation of ECA regional destruction project in Bosnia & Herzegovina, Croatia, Montenegro (jointly with UNIDO)			ONG	Details provided under Bosnia and Herzegovina above
Cuba	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	

Djibouti	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Djibouti	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as sole Agency	X	X	ONG	
Dominica	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	ONG	Mission rescheduled for 3Q of 2015
Dominica	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Dominica	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Mission rescheduled for 3Q of 2015
Dominica	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Mission rescheduled for 3Q of 2015
Dominican Republic	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Dominican Republic	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	
Dominican Republic	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	
ECA network countries	Capacity building	Participation in ECA network and thematic meetings focusing on mutual sharing of experiences and information on HPMP implementation, compliance and data reporting obligations, policy setting and technology awareness, training and certification and e-learning approaches; enforcement including iPIC and analysis of trade data; customs award and ODS monitoring, as well as stakeholder and private sector cooperation (involvement of RAC associations / experts and customs officers). Outreach of policy and technical of publications by UNEP and partner organisations.			ONG	Ozone officers and designated RAC experts participated in the thematic meetings in Becici, 23-25 September and in Dushanbe, 30 September - 2 October 2014 and the ECA network meeting in Yerevan, 26-28 May 2015. Selected RAC experts participated in the F-gas training conducted by AREA at the vocational training center in Podgorica. RAC experts from Macedonia FYR, Montenegro, Serbia, Turkey received their F-gas certificate.
ECA network countries	Capacity building	Training of new staff of National Ozone Units, upon request	X		ONG	The new staff of NOU ALB was trained in Paris, XXX, by the ECA network team and other CAP staff based in Paris. NOUs of MDN, SER, TUR requested similar training for 2016.

ECA network countries	Capacity building	Facilitating the participation of selected experts in international conferences meetings and reporting back to the ECA network countries on the conference highlights, upon request	X		ONG	Selected RAC experts participated in international RAC conferences, delivered presentations or presented conference papers and reported back on the highlights of the conferences to the ECA network countries: MOL participating in Chillventa in Nuremberg in October 2014, TKM participating in High Ambient Temperature Symposium in Dubai in October 2014, KYR participating in IIR / KGH Conference in Belgrade in December 2014, GEO participating in Atmosphere Europe in Brussels in March 2015, ARM participating in REHVA Conference in Riga in May 2015, TKM participating in XVI European Conference in Milano in June 2015, ALB and KYR participating in the training of trainers on safe use of alternative refrigeration in Maintal in April 2015 (TUR will participate in October 2015).
ECA network countries	Capacity building	Providing access to policy and technology information through updated ECA website and ECAcool website for RAC associations in English and Russian			ONG	Both the ECA website (www.unep.org/ozonaction/ecanetwork/) and ECAcool website (www.ecacool.com/) are regularly updated. The ECA website provide the background to the ECA network, ECA meetings, regional news, refrigeration conferences, Russian publications, contacts and useful links. The ECA cool website provides RAC related articles, videos, training materials with short descriptions in English and Russian as well as the contacts of RAC associations and international organizations related to the RAC sector.
ECA network countries	Capacity building	Translation of policy and technical publications related to HCFC replacement and meeting documents into Russian and English, upon request			ONG	A set of fact sheets produced by UNEP in cooperation with its partner agencies has been translated into Russian and disseminated to ECA network countries.
ECA network countries	Capacity building	Responding to Montreal Protocol related queries of national and regional stakeholders, upon request	X		ONG	Query response is a recurring activity and numerous requests are responded on a daily basis including requests from ECA network & associated CEIT countries, international organizations, Montreal Protocol secretariats, RAC experts, media and bilateral partners.

ECA network countries	Capacity building	Kyrgyzstan to produce handout materials for the training on safe use of HCFC alternatives for the benefit of Russian-speaking ECA network & associated CEIT countries			ONG	KYR produced the draft of the handout materials focusing on good practice training and certification of refrigeration servicing technicians in Russian language, currently under review.
ECA network countries	Compliance and data reporting	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing and quota system, trade with non-Parties. Ad-hoc compliance sessions in the margins of network and thematic meetings with involvement of relevant agencies and secretariats, upon request	X		ONG	ECA network countries are in compliance with the Montreal Protocol provisions in terms of the agreed ODS reduction schedules, data reporting requirements, and operational ODS import & export licensing systems. All of them have also a HCFC quota system in place. All ECA network countries reported Article 7 data for 2013 and all except Turkey reported CP data for 2014. However, Turkey
ECA network countries	Data reporting	Georgia to reproduce their online reporting system for ODS in English and Russian for the benefit of English- and Russian-speaking ECA network and CEIT countries			ONG	NOU Georgia is coordinating with the IT expert who had produced the Georgian language version of the online reporting system for ODS to produce the English and Russian version. Both version will be shared with ECA network countries. The Georgian version had been presented to the network countries during a ECA network meeting.
ECA network countries	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) and facilitation of iPIC consultation, designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X		ONG	Fourth edition of ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers was launched during the RILO CIS meeting of national contact points in Budapest, May 2014) and widely publicized, most ECA network countries are iPIC members
ECA network countries	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, training & certification schemes, labelling requirements, industry standards.	X		COM	Status of implementation of HCFC policy measures has been reviewed and is summarized in the tracking table on HCFC policy measures.

ECA network countries	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations including the ozone layer protection photo exhibit for dissemination on IOD, ECA, NOU and Ministry websites			REP	Awareness materials produced by ECA network countries are shared among the network countries for information / inspiration. Information on International Ozone Day activities is consistently uploaded to UNEP's IOD website.
ECA network countries	Regional awareness raising	Awareness of the customs & enforcement community through the 4th edition of the ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers. Outreach of Montreal Protocol related information to national and regional stakeholders through articles, e-bulletins, news items, etc.	X		ONG	The ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers (4th edition) was launched during the RILO ECE meeting of national contact points in Budapest, May 2014 and the nomination period extends until March 2016. Several Montreal Protocol related articles / media briefings have been published in OzoNews, UNEP in Europe, OzonAction and ECA websites, quarterly KGH journal of the Serbian RAC associations and relevant information is regularly outreached
ECA network countries	Regional awareness raising	Serbia to organise technology roundtable and booth on ozone- & climate-friendly alternatives during annual RAC conference of the Serbian RAC association KGH as well as Ozone Pages in the quarterly journal of the Serbian RAC associations KGH for the benefit of Serbian & English-speaking experts in ECA network & associated CEIT countries			ONG	As part of the awareness component, a technology roundtable and exhibition was organized during the annual conference of the Serbian refrigeration association KGH in Belgrade, 3-5 December 2014. "Ozone pages" with Montreal Protocol related articles were included in the quarterly KGH journal. Similar activities are planned for December 2015.
Ecuador	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Ecuador	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	
Ecuador	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	
Egypt	Networking	Ensure sustained participation of the country in all network activities and sharing of experience with other countries of the network.	X		ONG	Country participated in all Network meetings organized in 2014 and shared experiences. The NOU from Egypt was very active in the AMCEN meeting and very instrumental in the African negotiations for HFCs during the AMCEN meeting
El Salvador	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	ONG	
El Salvador	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
El Salvador	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	

El Salvador	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	
Equatorial Guinea	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Equatorial Guinea	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 1 (refrigeration, customs), preparation of HPMP tranche 2, as lead Agency	X	X	ONG	
Eritrea	Capacity building	Provide assistance in training the new Ozone Officer	X	X	COM	Country recruited Ozone Officer in June 2014. CAP undertook a Joint mission with UNIDO in December 2014 to conduct a National Training Workshop on Certification and Standards in the Refrigeration and Air Conditioning Sector and to train the Ozone unit on speedy implementation of all Montreal Protocol activities. CAP assisted country to prepare all pending reports. including 2013 and 2014 ODS data and Country Programme report.
Eritrea	Policy support	Assist NOU in fast-tracking implementation of HPMP activities and ODS regulation including establishment of enforceable HCFC licensing and quota system	X	X	ONG	The licensing and quota system are in place and functioning. Country established and operationalised HCFC licensing and quota system. NOU registered all importers of HCFC for 2015 and supported the training of 40 RAC technicians. The NOU conducted inspection visits to assess types of available refrigerants.
Ethiopia	HCFC phase out support	Support implementation of HCFC phase-out activities by the new Montreal Protocol Focal Point and the newly established NOU	X	X	ONG	Approved licensing and quota system and effective enforcement of HCFC control measures are in place. Country conducted National Customs training where about 90 customs officers from various boarders were trained. Country trained 30 Refrigeration technicians in standards and certification. Country hosted two Regional Network Meetings.
Ethiopia	Institutional Strengthening	Provide technical support for the implementation of the IS project and train the newly appointed Ozone Officer	X		COM	CAP trained the new NOU on speedy implementation of all Montreal Protocol activities and assisted country to prepare all pending reports. Implementation of IS activities is on track. Country prepared and submitted IS Renewal Request to ExCOM which was approved.
Fiji	Compliance	MOP XVII-33 (MB consumption): MeBr consumption situation to be closely monitored; To be followed up jointly with OS, MLFS, IAs and Bilateral Agencies during IAG meetings (back to back with two network meetings).	X	x	COM	Based on 2013 data, country is in compliance

Fiji	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	x	x	ONG	CP data (online) already submitted. Article 7 is being prepared.
Fiji	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			ONG	
Fiji	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	x	x	ONG	Including the supply to foreign flagged vessles and in keeping with the Ex. COM 73rd decision
Fiji	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing system to control the import/export of HCFCs.	x		ONG	Including the supply to foreign flagged vessles and in keeping with the Ex. COM 73rd decision
Fiji	Policy support	Assist in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.	x		ONG	CP data (online) already submitted. Article 7 is being prepared.
Fiji	Compliance	MOP XVII-33 (MB consumption): MeBr consumption situation to be closely monitored; To be followed up jointly with OS, MLFS, IAs and Bilateral Agencies during IAG meetings (back to back with two network meetings).	X	x	COM	
Fiji	Compliance	Assisted country in the preparation of compliance note to the Ozone Secretariat and based on 73 Ex. COM Decision on Fiji.	x		COM	At the 73rd Ex. Com, Fiji was requested to submit and request are revised baseline and with consideration to the ODS supplied to Foreign Flagged Fishing Vessels
Fiji	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	x	x	COM	
Fiji	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			COM	
Fiji	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	x	x	COM	
Fiji	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing system to control the import/export of HCFCs.	x		COM	
Fiji	Policy support	Assist in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.	x		COM	
Gabon	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Gabon	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X	ONG	
Gambia	South-South cooperation	Assist country in implementing the HPMP second tranche activities and provide guidance for accurate data collection		X	ONG	Facilitated information exchange on availability of sustainable and environmentally friendly alternatives.
Ghana	Networking	Ensure sustained participation of the country in all network activities	X		ONG	Country participated in all Network meetings organized in 2014 and shared experiences.

Ghana	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out among countries in the region.	X		ONG	Facilitated information exchange on availability of sustainable and environmentally friendly alternatives.
Grenada	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Grenada	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	COM	
Grenada	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X		COM	
Guatemala	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	ONG	
Guatemala	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	
Guatemala	Methyl bromide phase out support	Provide technical and administrative support for the implementation of MB phase-out as Cooperating Agency	X	X	COM	
Guatemala	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	
Guatemala	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	ONG	
Guinea	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Guinea	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X	ONG	
Guinea	Capacity building	Capacity building programme for the preparation and submission of the verification report	X		ONG	
Guinea Bissau	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Guinea Bissau	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X	ONG	
Guyana	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	COM	
Guyana	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Guyana	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	COM	
Guyana	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	COM	

Haiti	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	ONG	Continued support to NOU under unstable political environment
Haiti	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	ONG	Continued support to NOU under unstable political environment
Haiti	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Continued support to NOU under unstable political environment
Haiti	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Continued support to NOU under unstable political environment
Honduras	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Honduras	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X		ONG	
Honduras	Methyl bromide phase out support	Policy support to meet the total phase-out in 2015	X	X	COM	
Honduras	Policy support	Assist in strengthening the licensing and quota system for HCFCs.	X		ONG	
India	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	ONG	
India	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Indonesia	Data reporting	Provide support for the timely data reporting.			COM	Article 7 and CP data (online) have been already submitted.
Indonesia	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			ONG	The country is a active member of iPIC; CAP facilitated the bilateral discussion with China on ODS import/export control including iPIC in December 2014.
Indonesia	Data reporting	Provide support for the timely data reporting.			COM	
Indonesia	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			COM	
Iran	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	ONG	
Iran	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Iraq	Technical assistance	Provide technical and policy support to ensure sound and timely implementation of HPMP		X		
Iraq	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X			
Iraq	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X			

Iraq	Technical assistance	Provide technical and policy support to ensure sound and timely implementation of HPMP		X	ONG	Regular technical support provided where coordination meetings and technical sessions organized for the national teams
Iraq	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X		ONG	Continue supporting the NOU to timely report about ISP progress and to review the interim and final reports of the IS
Iraq	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X		ONG	Keep Iraq informed with the progress of the high-ambient project and invite the local industry to the technical meetings of the project
Jamaica	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Jamaica	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X		COM	
Jamaica	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	COM	
Jordan	Capacity building	Assist the NOU in developing the necessary policy and legal tools to comply with the phase out targets and other requirements under the MP		X		
Jordan	Monitoring & control of ODS trade	Assist the country in developing and implementing the required mechanisms to effectively monitor and control ODS trade		X		
Jordan	Thematic activities	Cooperate with the NOU and relevant authorities to develop and implement a regional experts meeting to update agricultural education curricula as a means to ensure sustainability of MB phase out	X	X		
Jordan	Policy support	Assistance in developing and enforcing relevant bylaws and regulations as needed under the HPMP	X	X		
Jordan	Capacity building	Assist the NOU in developing the necessary policy and legal tools to comply with the phase out targets and other requirements under the MP		X	COM	workshop organized in Amman in Dec. 2014
Jordan	Monitoring & control of ODS trade	Assist the country in developing and implementing the required mechanisms to effectively monitor and control ODS trade		X	COM	Advice provided to improve Quota and Licensing system

Jordan	Thematic activities	Cooperate with the NOU and relevant authorities to develop and implement a regional experts meeting to update agricultural education curricula as a means to ensure sustainability of MB phase out	X	X	ONG	
Jordan	Policy support	Assistance in developing and enforcing relevant bylaws and regulations as needed under the HPMP	X	X	COM	workshop organized in Amman in Dec. 2014
Kenya	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out among countries in the region.	X		ONG	NOU attended all network meetings and shared experience in HPMP implementation
Kiribati	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X	X	ONG	CP data (online) already submitted. Article 7 is being prepared.
Kiribati	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X	x	ONG	Training new NOU in the project management including reporting requirements.
Kiribati	Policy support	Assist the country to management of quota system for HCFC import/export control	X		ONG	
Kiribati	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X	X	COM	
Kiribati	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X	x	COM	
Kiribati	Policy support	Assist the country to management of quota system for HCFC import/export control	X		COM	
Korea, DPR	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	A7 data for 2014 submitted
Korea, DPR	Institutional Strengthening	Explore various options as per Excom Decision made at the 68th meeting to continue the implementation of the IS project.	X	X	ONG	There are issues with implementation because of UN sanctions and Excom guidance to inform the country
Korea, DPR	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Korea, DPR	Institutional Strengthening	Explore various options as per Excom Decision made at the 68th meeting to continue the implementation of the IS project.	X	X	COM	

Korea, Republic of	Compliance	Facilitate the redressal of compliance issue with regard to export from the Republic of Korea to non-Parties.	X		COM	
Korea, Republic of	Policy support	Facilitate export licensing through iPIC and through the cross referencing of trade data	X		COM	2015 iPIC sheet published online on 25 May 2015
Korea, Republic of	South-South cooperation	Information Exchange with other network countries on ROK experiences with recycled/reclaimed facility (Halon) Experience sharing with other network countries on HCFE Conversion in OEMs	X		COM	Undertaken during the Joint Network Meeting of Ozone Officers of SA and SEAP in Goyang City, the Republic of Korea on 10-11 March 2015.
Korea, Republic of	Compliance	Facilitate the redressal of compliance issue with regard to export from the Republic of Korea to non-Parties.	X		COM	
Korea, Republic of	Policy support	Facilitate export licensing through iPIC and through the cross referencing of trade data	X		COM	
Korea, Republic of	South-South cooperation	Information Exchange with other network countries on ROK experiences with recycled/reclaimed facility (Halon) Experience sharing with other network countries on HCFE Conversion in OEMs	X		COM	
Kuwait	Capacity building	Provide assistance and guidance to new ODS Officer and NOU team	X			
Kuwait	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X	X		
Kuwait	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach	X			
Kuwait	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws in relation to the new ODS regulation	X			
Kuwait	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X			
Kuwait	HCFC phase out support	Continue cooperation with ASHRAE Chapter in Qatar to facilitate implementation of HPMP.	X	X		

Kuwait	Capacity building	Provide assistance and guidance to new ODS Officer and NOU team	X		COM	Regional capacity building meeting organized in Bahrain in Dec. 2014, with Kuwait participation. Additional one-to-one training sessions on implementation of HPMP organized for NOU staff during UNEP mission to Kuwait (March 2015) and NOU visit to UNEP (May 2015)
Kuwait	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X	X		Detailed clarification and orientation provided to NOU to develop the required reports.
Kuwait	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach	X		ONG	Regional expert meeting organized in Dubai in Nov. 2014. Recommendations taken will need to be considered by countries
Kuwait	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws in relation to the new ODS regulation	X			Support provided in developing the bylaws of the updated quota system. Assistance will continue in 2015 to develop the detailed bylaws as per the requirements of the new Environment Law of Kuwait
Kuwait	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X			Involve local industry in the UNEP-UNIDO high ambient project and the local OEM developed prototypes for the project. Local industry attended the 4th Symposium on alternatives to high-ambient (Oct 2014), Work continues till end of 2015
Kuwait	HCFC phase out support	Continue cooperation with ASHRAE Chapter in Kuwait to facilitate implementation of HPMP*	X	X	ONG	No activity took place in cooperation with ASHRAE Kuwait lately but joint event is planned in cooperation with NOU as part of HPMP during 2015
Kyrgyzstan	HCFC phase out support	Implementation of HPMP Stage I (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as cooperating agency	X		ONG	KYR stage I tranche 2 is completed and tranche 3 was only for UNDP's activities. Tranche 2 activities included training on good practices in refrigeration, R&R and disposal. Training workshops were held in Cholpon-Ata, 24-25 October 2014 (34 participants) and Osh, 18-19 November 2014 (38 participants). KYR HPMP stage II preparation was approved by ExCOM 72 for UNDP and UNEP. KYR HPMP stage II as well as tranche 1 were approved by ExCOM 74.

Kyrgyzstan	South-South cooperation	Country-to-country assistance to provide resource persons for the national stakeholder meeting on HCFC phase-out in buildings (support to be provided by Macedonia FYR, Serbia or UK)	X		COM	KYR organised the stakeholder consultation with RAC experts and building planners in Bishkek, 4 April 2015. The meeting was supported by Russian experts as part of country-to-country assistance. The detailed meeting report has been outreached through the ECA dissemination lists (ECA, CEIT, RAC, building planners).
Kyrgyzstan	Institutional Strengthening	Implementation and renewal of IS project (if due)	X		ONG	Article 7 data for 2013 and CP data for 2014 have been submitted. The Ministry initiated the revision of ODS legislation to harmonize with that of the Eurasian Customs Union. . The Ministry also cooperated with UNDP and UNEP to develop HPMP stage II which was approved by ExCOM 74.
Lao PDR	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.			ONG	The CP report was submitted online, but the Article 7 is being prepared.
Lao PDR	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X	ONG	CAP is assisting the country to recruit consultants to strengthen its delivery capacity.
Lao PDR	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			ONG	The country is a active member of iPIC.
Lao PDR	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.			ONG	The CAP jointly with NOU reviewed the implementation of lisensing system for HCFC-based equipment and the market survey to monitor the labeling requirement of HCFC cylinder during the mission on HPMP implementation supervision mission in February 2015.
Lao PDR	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.			COM	
Lao PDR	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X	COM	
Lao PDR	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			COM	
Lao PDR	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.			COM	
Lebanon	Policy support	Assist the country in developing and implementing the required policy and financial instrument to facilitate the HCFCs phase out programme post 2015. including policies to ensure sustainable MB phase-out in all using sectors.	X	X		

Lebanon	South-south cooperation	Promote enhanced regional cooperation and experience exchange in managing and destruction of unwanted ODS as well as in sustaining MB phase out.		X		
Lebanon	Policy support	Assist the country in developing and implementing the required policy and financial instrument to facilitate the HCFCs phase out programme post 2015. including policies to ensure sustainable MB phase-out in all using sectors.	X	X	REP	Mission was not possible due to current security condition in the region
Lebanon	South-south cooperation	Promote enhanced regional cooperation and experience exchange in managing and destruction of unwanted ODS as well as in sustaining MB phase out.		X	ONG	Mission was not possible due to current security condition in the region
Lesotho	Capacity building	Provide Policy support in the implementation of the newly-approved ODS Regulations.		X	ONG	Provided support to NOU in training of custom officers and national Bureau of Statistics for HCFC importers to enhance methods of data collection and enforcements of ODS regulations.
Liberia	Institutional Strengthening	Provide technical support for the implementation of the IS project	X		ONG	Provided assistance to new NOU staff in the speedy implementation of the Montreal Protocol activities after the demise of the Ozone Officer in early 2015.
Libyan Arab Jamahiriya	Networking	Ensure participation of the country in all network activities. Assist country in ratifying pending Amendments.	X		ONG	Facilitated participation of country in all regional network meetings
Madagascar	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Madagascar	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X	ONG	
Malawi	Policy support	Assist the country in implementing enforceable HCFC licensing and quota system		X	ONG	Provided assistance to NOU in training of 40 custom officers. NOU conducted inspection visits to Songwe Boarder (Malawi/Tanzania boarder) to monitor the enforcement of HCFC control measures custom and Bureau of Standards officers and conducted briefing session with enforcement officers at the border posts.
Malaysia	Data reporting	Support Article 7 and Country Programme data reporting			ONG	The CP report was submitted online, but the Article 7 is being prepared.
Malaysia	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			ONG	the country is a active member of iPIC.
Malaysia	Data reporting	Support Article 7 and Country Programme data reporting			COM	

Malaysia	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			COM	
Maldives	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	A7 data for 2014 submitted
Maldives	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 72nd ExCOM meeting (phase VIII: 12/2014-11/2016)	X		ONG	This is a year long service with no completion till the project completed.
Maldives	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Maldives	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 72nd ExCOM meeting (phase VIII: 12/2014-11/2016)	X		COM	
Mali	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Mali	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X	ONG	
Marshall Islands	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	x	x	ONG	CP data (online) already submitted.
Marshall Islands	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	x	x	ONG	
Marshall Islands	Policy support	Assist the country for the set up of the quota system for HCFC import/export control.	x	x	ONG	
Marshall Islands	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	x		COM	
Marshall Islands	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	x		COM	
Marshall Islands	Policy support	Assist the country for the set up of the quota system for HCFC import/export control.	x		COM	
Mauritania	Ratification	Ratification of Beijing Amendment and start HPMP preparation. CAP has already visited the country and advised the country on the ratification process. As soon as the audit is completed, CAP will assist the country in developing and submitting its HPMP	X	X	REP	Ratification completed
Mauritius	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out among countries in the region and assist the country in implementing the IS Project activities effectively.	X		ONG	NOU attended all network meetings and shared experience in HPMP implementation
Mexico	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	

Micronesia, Federated States of	Capacity building	Continue with the processes of building the capacity of the new Ozone Officer.	X	x	ONG	
Micronesia, Federated States of	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X	X	Com	Article 7 and CP data (online) already submitted.
Micronesia, Federated States of	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		ONG	
Micronesia, Federated States of	Policy support	Assist the country in passing the ODS regulation, and put the quota system for HCFC import/export control in place.	X	x	ONG	
Micronesia, Federated States of	Capacity building	Continue with the processes of building the capacity of the new Ozone Officer.	X		COM	
Micronesia, Federated States of	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X	X	COM	
Micronesia, Federated States of	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		COM	
Micronesia, Federated States of	Policy support	Assist the country in passing the ODS regulation, and put the quota system for HCFC import/export control in place.	X		COM	
Moldova	HCFC phase out support	Preparation of HPMP Stage II, as cooperating agency	X		ONG	UNEP was not involved in MOL HPMP stage I. MOL HPMP stage II preparation was approved by ExCOM 72 for UNDP and UNEP. The national consultant will collect the necessary data regarding policy, legislation, standards and safety requirements, availability of low GWP alternatives, training needs etc. MOL HPMP stage II was drafted by the NOU, UNDP and UNEP in accordance with the format of ExCOM taking into account the requirements of the association agreement with the European Union. A stakeholder consultation meeting is planned in Chisinau, 6-8 July of 2015. The joint submission of MOL HPMP stage II by UNDP and UNEP is scheduled for ExCOM 76.

Moldova	Institutional Strengthening	Implementation and renewal of IS project (if due).	X		ONG	Article 7 data for 2013 and CP data for 2014 have been submitted. As part of phase 7 activities, NOU MOL updated the handbook for customs officers. The 2015 quota for HCFC imports were informed to the authorized importers. the country participates in the iPIC mechanism to prevent illegal / unwanted HCFC imports. The Steering Committee met in Chisinau, 24 January 2015.
Mongolia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	A7 data for 2014 submitted
Mongolia	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 70th ExCOM meeting (phase VIII: 1/2014-12/2015)	X		ONG	This is a year long service with no completion till the project completed.
Mongolia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Mongolia	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 70th ExCOM meeting (phase VIII: 1/2014-12/2015)	X		COM	
Montenegro	Technical assistance	Implementation of ECA regional destruction project in Bosnia & Herzegovina, Croatia, Montenegro (jointly with UNIDO)			ONG	See Bosnia and Herzegovina
Morocco	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Mozambique	Data reporting	Assist the country in reporting accurate ODS data to both OS and MLFS	X		ONG	Provided assisted to country in clarifying ODS data

Mozambique	Capacity building	Assist the NOU in implementing HPMP and IS activities effectively despite the language barrier.		X	ONG	CAP undertook mission to country and provided assistance in implementation of HPMP. Both IS and HPMP project implementation is on track
Myanmar	Data reporting	Assist in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.			ONG	The draft CP progress report was completed, and the country is finalizing it.
Myanmar	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project. Build capacity of NOU, including through south-south cooperation for the coordination of the HPMP implementation	X		ONG	Cambodia NOU visited Myanmar for capacity building of NOU in September 2014; The two new ozone officers of Myanmar were invited to the October 2014 network meeting, followed with a visit to Thailand under south-south cooperation for capacity building in March 2015. The internal recruitment of local consultants for NOU is on going. CAP visited Myanmar twice, i.e. September 2014 and April 2015 to mobilize the support of national stakeholders, building NOU capacity and facilitate the SSFA review process.
Myanmar	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	X		ONG	The country agreed to join the iPIC. CAP trained the new ozone officers to complete the iPIC template.
Myanmar	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.		X	ONG	The country was advised to modify their quota valid period to be within calendar year and not to allow the extension of validity period to next calendar year.
Myanmar	Data reporting	Assist in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.			COM	
Myanmar	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project. Build capacity of NOU, including through south-south cooperation for the coordination of the HPMP implementation	X		COM	
Myanmar	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	X		COM	
Myanmar	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.		X	COM	
Namibia	Institutional Strengthening	Provide technical support for the implementation of the IS project and train the newly appointed Ozone Coordinator	X		ONG	Provided training to the newly recruited Ozone officer in the implementation of the Montreal Protocol activities. IS project Renewal was submitted and approved at ExCOM 73.
Nauru	Capacity building	Continue with the processes of building the capacity of the new Ozone Officer.	X	X	ONG	NOO vacated office in May of 2014
Nauru	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X	x	ONG	

Nauru	Institutional Strengthening	Work with the senior officials of the country for the support of the implementation of the IS project. Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA	X	x	ONG	
Nauru	Policy support	Work with the country to manage the quota system for HCFC import/export control.	X	x	ONG	
Nauru	Capacity building	Continue with the processes of building the capacity of the new Ozone Officer.	X	X	COM	
Nauru	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X		COM	
Nauru	Institutional Strengthening	Work with the senior officials of the country for the support of the implementation of the IS project. Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA	X		COM	
Nauru	Policy support	Work with the country to manage the quota system for HCFC import/export control.	X		COM	
Nepal	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		ONG	Because of the earthquake activities have completely stopped.
Nepal	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 72nd ExCOM meeting (phase VIII: 12/2014-11/2016)	X		ONG	Because of the earthquake activities have completely stopped.
Nepal	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Nepal	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 72nd ExCOM meeting (phase VIII: 12/2014-11/2016)	X		COM	
Nicaragua	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Nicaragua	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	
Nicaragua	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	
Niger	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	

Niger	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as cooperating Agency	X	X	COM	
Nigeria	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out among countries in the region and share their experience in the hydrocarbon project.	X	X	ONG	NOU attended all network meetings and shared experience in HPMP implementation
Niue	Capacity building	Continue with the processes of building the capacity of the Ozone Officer.	X		ONG	
Niue	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X		ONG	CP already data submitted. Article 7 is being prepared.
Niue	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		ONG	
Niue	Policy support	Assist the country the management of implementation of the quota system for the HCFC import/export control.	X		ONG	From 2011, country has been reporting zero consumption of ODS
Niue	Capacity building	Continue with the processes of building the capacity of the new Ozone Officer. Seek to use the medium of South/south cooperation to support this service	X		COM	
Niue	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X		COM	
Niue	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		COM	
Niue	Policy support	Assist the country the management of implementation of the quota system for the HCFC import/export control.	X		COM	
Oman	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach	X			
Oman	Policy support	Assist in the development and operation of a national certification scheme for RAC technicians and sound enforcement of the recent ODS regulations including the operation of an e-licensing system	X	X		

Oman	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the <u>planned regional approach</u>	X		ONG	Regional expert meeting organized in Dubai in Nov. 2014. recommendations taken will need to be considered by countries
Oman	Policy support	Assist in the development and operation of a national certification scheme for RAC technicians and sound enforcement of the recent ODS regulations including the operation of an e-licensing system	X	X	ONG	Draft system finalized and being under consideration for adoption
Pakistan	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X		COM	A7 data for 2014 submitted
Pakistan	Other	Collaboration with Pakistan Ozone Cell and HVAC Association to participate in HVAC Expo 2015 on RAC technologies	X	X	COM	One page on HPMP in Pakistan was published in Pakistan HVACR Journal on the occasion of 22nd Pakistan HVACR Society Expo & Conference, 6-8 March 2015 in Islamabad.
Pakistan	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X		COM	
Pakistan	Other	Collaboration with Pakistan Ozone Cell and HVAC Association to participate in HVAC Expo 2015 on RAC technologies	X	X	COM	
Palau	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X		ONG	CP data (online) already submitted. Article 7 is being prepared.
Palau	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X		ONG	CP data (online) already submitted. Article 7 is being prepared.
Palau	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			ONG	
Palau	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		ONG	
Palau	Policy support	Assist the country the management of implementation of the quota system for the HCFC import/export control.	X		ONG	
Palau	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	x		COM	
Palau	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X		COM	
Palau	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			COM	

Palau	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MFA.	X		COM	
Palau	Policy support	Assist the country the management of implementation of the quota system for the HCFC import/export control.	X		COM	
Panama	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Panama	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X		COM	
Panama	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X		ONG	
Paraguay	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Paraguay	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	
Paraguay	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	
Peru	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Peru	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	
Peru	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	
Philippines	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.			ONG	The CP report was submitted online, but the Article 7 is being prepared.
Philippines	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X	ONG	The project is going on well, and the Philippines Ozone Desk, i.e. NOU is well functional.
Philippines	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			ONG	The country is a active member of iPIC
Philippines	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.			ONG	The NOU is being supported to improve the enforcement of the quota system under the Revised Regulations on Chemicals Control Order for ODS.
Philippines	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.			COM	
Philippines	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X	COM	

Philippines	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			COM	
Philippines	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.			COM	
Qatar	HCFC phase out support	Continue cooperation with ASHRAE Chapter in Qatar to facilitate implementation of HPMP.	X	X		
Qatar	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach	X			
Qatar	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws in relation to the new ODS regulation	X			
Qatar	HCFC phase out support	Continue cooperation with ASHRAE Chapter in Qatar to facilitate implementation of HPMP.	X	X	ONG	No progress during the last 10 month due to changes in NOU of Qatar.
Qatar	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach	X		ONG	Regional expert meeting organized in Dubai in Nov. 2014. recommendations taken will need to be considered by countries
Qatar	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws in relation to the new ODS regulation	X		ONG	No progress during the last 10 month due to changes in NOU of Qatar.
Rwanda	Data reporting	Assist country in reporting accurate ODS data	X		COM	Assistance provided to Country for quality and timely submission of 2014 Article 7 data and Country Programme Report. The NOU submitted quality 2014 CP online
Rwanda	Capacity building	Coordinate training programme for refrigeration technicians and Enforcement Officers.		X	ONG	Facilitated participation of country in all regional network meetings. Country hosted regional network meeting for Certification of RAC technicians and conducted national training workshops for customs officers and other enforcement officers including clearing agents and bureau of standards
Saint Kitts & Nevis	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Saint Kitts & Nevis	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	
Saint Kitts & Nevis	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	COM	
Saint Lucia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Saint Lucia	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	COM	
Saint Lucia	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	COM	
Saint Vincent and the Grenadines	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Saint Vincent and the Grenadines	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	COM	

Saint Vincent and the Grenadines	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	COM	
Samoa	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X		ONG	CP data (online) already submitted. Article 7 is being prepared.
Samoa	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		ONG	
Samoa	Policy support	Assist the country to further strengthen its licensing and quota system implementation.	X		ONG	
Samoa	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X	X	COM	
Samoa	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		COM	
Samoa	Policy support	Assist the country to further strengthen its licensing and quota system implementation.	X		COM	
Sao Tome & Principe	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Sao Tome & Principe	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as sole Agency	X	X	COM	
Saudi Arabia	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IA on time.	X	X		
Saudi Arabia	Methyl bromide phase out support	Assistance to ensure and sustain the complete phase- out of MB in all sectors using this controlled substance and promote the feasible alternatives for the dates processing sector	X	X		
Saudi Arabia	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach. Promote increased cooperation/coordination to facilitate full utilisation, as appropriate, of reclamation facilities in KSA by countries in the region	X			

Saudi Arabia	Policy support	Assist in the development and operation of a national certification scheme for RAC technicians and sound enforcement of the recent ODS regulations including the operation of an e-licensing system	X	X		
Saudi Arabia	Technical assistance	Continue implementing the HPMP stage I in cooperation with UNIDO with the aim of completing the planned activities in the foam sector and preparing the request for stage II	X	X		
Saudi Arabia	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IA on time.	X	X	ONG	Support to ODS Officer to review and submit reports was provided and CP/A7 reports submitted to Secretariats on due time
Saudi Arabia	Methyl bromide phase out support	Assistance to ensure and sustain the complete phase- out of MB in all sectors using this controlled substance and promote the feasible alternatives for the dates processing sector	X	X	ONG	
Saudi Arabia	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach. Promote increased cooperation/coordination to facilitate full utilisation, as appropriate, of reclamation facilities in KSA by countries in the region	X		ONG	
Saudi Arabia	Policy support	Assist in the development and operation of a national certification scheme for RAC technicians and sound enforcement of the recent ODS regulations including the operation of an e-licensing system	X	X	ONG	Draft system finalized and under consideration for adoption
Saudi Arabia	Technical assistance	Continue implementing the HPMP stage I in cooperation with UNIDO with the aim of completing the planned activities in the foam sector and preparing the request for stage II	X	X	ONG	delays due to lack of designated national bank account for receiving project funds
Senegal	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		ONG	
Senegal	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as cooperating Agency	X	X	ONG	

Serbia	HCFC phase out support	Implementation of HPMP Stage I (customs, awareness), as cooperating agency	X		ONG	SER HPMP stage I tranche 1 is completed and tranche 2 was approved by ExCOM 71. As part of the awareness component, a technology roundtable and exhibition was organized during the annual conference of the Serbian refrigeration association KGH in Belgrade, 3-5 December 2014. There has been a change in NOU staffing and the country requested the training of the new NOU staff. Stage I is approved until 2020.
Seychelles	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out and the certification programme among countries in the region .	X		ONG	NOU attended all network meetings and shared experience in HPMP implementation
Sierra Leone	Data reporting	Assist country in reporting accurate data on time		X	COM	Assistance provided to Country for quality and timely submission of 2014 Article 7 data and Country Programme Report. The NOU submitted quality 2014 CP online
Solomon Islands	Capacity building	Continue with the processes of building the capacity of the new Ozone Officer.	x		ONG	
Solomon Islands	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X		ONG	CP data (online) already submitted. Article 7 is being prepared.
Solomon Islands	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		ONG	
Solomon Islands	Policy support	Assist the country to further strengthen its licensing and quota system implementation.	X		ONG	
Solomon Islands	Capacity building	Continue with the processes of building the capacity of the new Ozone Officer.	x		COM	
Solomon Islands	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X		COM	

Solomon Islands	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MFA.	X		COM	
Solomon Islands	Policy support	Assist the country to further strengthen its licensing and quota system implementation.	X	X	COM	
Somalia	Capacity building	Continue assisting the NOU in Somalia in the management of Phase-out taking into account the current difficult situation in the country.	X		ONG	Due to the political instability in the country, implementation of activities has been very slow.
Somalia	Policy support		X		ONG	Due to the political instability in the country, implementation of activities has been very slow.
South Africa	Networking	Ensure sustained participation of the country in all network activities including hosting of network meeting.		X	ONG	Facilitated participation of country in all regional network meetings organized in 2004. The country shared experience in the implementation of HPMP activities and certification scheme during network meetings
South Sudan	Institutional Strengthening	Assist country in setting up the national ozone unit and train the newly appointed ozone staff		X	ONG	The NOU Staff were trained on implementation of Montreal Protocol activities and the country established a very active NOU. Implementation of activities delayed due to political instability
South Sudan	Policy support	Assist the country in establishing a licensing and quota system and also in finalising the HPMP project for submission to ExCOM for approval		X	ONG	The country drafted Environmental legislation which include HCFC licensing and quota system. The draft legislation is expected to be approved before the end of 2015. Immediately after the approval of the Environmental legislation, the Minister of Environment issue ODS Regulations which will include HCFC licensing and quota system.
Sri Lanka	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	A7 data for 2014 submitted
Sri Lanka	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Sudan	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out among countries in the region.	X		ONG	Facilitated information exchange on availability of sustainable and environmentally friendly alternatives. Country participated in all regional network meetings.
Suriname	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	COM	
Suriname	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X	COM	
Suriname	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	COM	
Suriname	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	COM	

Swaziland	Capacity building	Coordinate train-the-trainers programme for refrigeration technicians and Enforcement Officers.	X	X	ONG	Country trained about 80 RAC technicians and 60 customs officers. The NOU established certification scheme for RAC technicians and assisted in the formation of the RAC association
Swaziland	Data reporting	Assist the country in reporting accurate ODS data	X		ONG	Assistance provided to Country for quality and timely submission of 2014 Article 7 data and Country Programme Report. The NOU submitted quality 2014 CP online
Syrian Arab Republic	Data reporting	Continue to provide assistance and guidance to Syria to ensure timely reporting of A7 data/CP data reporting as required under the Protocol	X			
Syrian Arab Republic	HCFC phase out support	Continue monitoring the development of security conditions in the country and assist NOU in undertaking priority actions related to HCFC phase-out and monitor/curb illegal trade	X			
Syrian Arab Republic	Methyl bromide phase out support	Assistance to ensure and sustain the complete phase- out of MB in all sectors using this controlled substance and promote the feasible alternatives for the grain fumigation sector	X			
Syrian Arab Republic	Policy support	Continue to provide required assistance to NOU to update the national ODS regulations and effectively operate the national licensing/quota system				
Syrian Arab Republic	Data reporting	Continue to provide assistance and guidance to Syria to ensure timely reporting of A7 data/CP data reporting as required under the Protocol	X		COM	Regular communication with the NOU to provide necessary support and advice
Syrian Arab Republic	HCFC phase out support	Continue monitoring the development of security conditions in the country and assist NOU in undertaking priority actions related to HCFC phase-out and monitor/curb illegal trade	X		ONG	
Syrian Arab Republic	Methyl bromide phase out support	Assistance to ensure and sustain the complete phase- out of MB in all sectors using this controlled substance and promote the feasible alternatives for the grain fumigation sector	X		REP	
Syrian Arab Republic	Policy support	Continue to provide required assistance to NOU to update the national ODS regulations and effectively operate the national licensing/quota system			ONG	Regular communication with the NOU to provide necessary support and advice
Tanzania, United Republic of	Institutional Strengthening	Assist country in implementing IS project activities and report accurate ODS data to both OS and MLFS on time.	X		COM	Assistance provided to Country for quality and timely submission of 2014 Article 7 data and Country Programme Report. IS Renewal request was submitted and approved at ExCOM 72.
Thailand	Data reporting	Monitoring reporting of Article 7 and Country Programme data			ONG	The CP report was submitted online, but the Article 7 is being prepared.

Thailand	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			ONG	The country finalized its information sheet and uploaded on the iPIC on-line system in early May 2015.
Thailand	Data reporting	Monitoring reporting of Article 7 and Country Programme data			COM	
Thailand	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			COM	
Timor Leste	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.			ONG	The CP report was submitted online, but the Article 7 is being prepared.
Timor Leste	Policy support	Assist in establishing and implementing the licensing system to control the import/export of ODS.		X	ONG	The NOU was advised to make its quota valid yearly following reviewing in Nov 2014, and the country has changed its system.
Timor Leste	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			ONG	The NOU is recruiting one more staff to strengthen its office.
Timor Leste	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			ONG	The country is active member of iPIC.
Timor Leste	South-South cooperation	South-South cooperation with Indonesia on capacity building.	X	X	ONG	Under south-south cooperation framework, the NOU of Indonesia and one technical expert assisted Timor Leste in the organization and delivery of the customs training workshop in Dec 2014; two trainers from local vocational training school were invited to join the train-the-trainer workshop on good practices in Malaysia in May 2015.
Timor Leste	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.			COM	
Timor Leste	Policy support	Assist in establishing and implementing the licensing system to control the import/export of ODS.		X	COM	
Timor Leste	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			COM	
Timor Leste	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			COM	
Timor Leste	South-South cooperation	South-South cooperation with Indonesia on capacity building.	X	X	COM	
Togo	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Togo	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X	ONG	
Tonga	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X		Com	Article 7 and CP data (online) already submitted.
Tonga	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	x		ONG	

Tonga	Policy support	Assist in the management of implementation the quota system for the HCFC import/export control	X		ONG	
Tonga	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X		COM	
Tonga	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	x		COM	
Tonga	Policy support	Assist in the management of implementation the quota system for the HCFC import/export control	X	X	COM	
Tonga	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	X		ONG	
Tonga	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	X		COM	
Trinidad & Tobago	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Trinidad & Tobago	Methyl bromide phase out support	Assist in the implementation of MB phase-out project.	X	X	ONG	Technical assistance project to be completed in second half of 2015.
Tunisia	Capacity building	Technical assistance to NOU in developing and enacting new laws concerning licensing/quota system. Cooperate with the national Customs Authority to develop and implement training programme for Customs Officers and to combat illegal trade.Implementation of HPMP tranche 1 (customs), as cooperating Agency	X	x	ONG	
Tunisia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Turkey	HCFC phase out support	Implementation of HPMP Stage I (customs), as cooperating agency	X		ONG	TUR HPMP stage I was approved by ExCOM 68 until 2017. UNEP is involved in implementing tranche 1 only. Under tranche 1, a training of 30 customs trainers was organized in Istanbul, 25-27 February 2015, which consequently trained customs officers in Izmir, 2-3 March 2015, under the supervision of the international trainer. Preparatory funding for stage II was approved by ExCOM 74 for UNIDO but NOU Turkey indicated that they would like to involve UNEP also in stage II implementation.

Turkmenistan	South-South cooperation	Country-to-country assistance to establish a national certification system for specialists on modern refrigerant technologies as part of the existing vocational system (support to be provided by Kyrgyzstan)	X		ONG	Activity has been rescheduled for 2016 because of delays in setting up a national training & certification scheme. Alternatively, the country requested country-to-country assistance to support a stakeholder consultation with building planners / RAC experts and to support training on servicing ammonia systems in 2016.
Tuvalu	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.			Com	Article 7 and CP data (online) already submitted.
Tuvalu	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project.	x	x	ONG	Training new NOU in the project management including reporting requirements.
Tuvalu	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.			COM	
Tuvalu	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project.	x	x	COM	
Tuvalu	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		ONG	Training new NOU in the project management including reporting requirements.
Tuvalu	Policy support	Assist in the management of implementation the quota system for the HCFC import/export control	X	X	ONG	
Tuvalu	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		COM	
Tuvalu	Policy support	Assist in the management of implementation the quota system for the HCFC import/export control	X	X	COM	
Uganda	Institutional Strengthening	Assist the NOU in sending pending IS Project reports for the previous phase and in requesting the next phase of the IS project.	X	X	ONG	Assistance provided to country in preparation and submission of IS renewal request which was approved at ExCOM 73
United Arab Emirates	Capacity building	Assist the NOU in developing the necessary action plans to comply with the phase-out targets and other requirements under the MP		X		
United Arab Emirates	Monitoring & control of ODS trade	Assist the country in developing and implementing the required tools to effectively monitor and control ODS trade		X		

United Arab Emirates	Policy support	Assistance in developing and enforcing relevant bylaws in relation to the new ODS regulation	X	X		
United Arab Emirates	Technical assistance	Continue supporting the local A/C industry in adopting suitable long-term alternative refrigerants as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project	X	X		
United Arab Emirates	Technical assistance	Continue cooperation with ASHRAE Chapter in Qatar to facilitate implementation of HPMP.	X	X		
United Arab Emirates	Capacity building	Assist the NOU in developing the necessary action plans to comply with the phase-out targets and other requirements under the MP		X	ONG	Regular communication with the NOU to provide necessary support and advice
United Arab Emirates	Monitoring & control of ODS trade	Assist the country in developing and implementing the required tools to effectively monitor and control ODS trade		X	ONG	
United Arab Emirates	Policy support	Assistance in developing and enforcing relevant bylaws in relation to the new ODS regulation	X	X	COM	Updated ODS regulations adopted and being enforced
United Arab Emirates	Technical assistance	Continue supporting the local A/C industry in adopting suitable long-term alternative refrigerants as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project	X	X		Involve local industry in the UNEP-UNIDO high ambient project and the local OEM developed prototypes for the project. Local industry attended the 4th Symposium on alternatives to high-ambient (Oct 2014), Work continues till end of 2015
United Arab Emirates	Technical assistance	Continue cooperation with ASHRAE Chapter in UAE*	X	X	ONG	Organize annually international symposium on alternatives for high-ambient countries (4th symposium organized in Oct 2014)
Uruguay	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		COM	
Vanuatu	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	x	X	Com	Article 7 and CP data (online) already submitted.
Vanuatu	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project.	x		ONG	Policy workshop on post Cyclone re-building and on the selection of longer term alternatives
Vanuatu	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	x		COM	
Vanuatu	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project.	x		COM	
Vanuatu	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X		Com	Article 7 and CP data (online) already submitted.

Vanuatu	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		ONG	
Vanuatu	Policy support	Assist in the management of implementation the quota system for the HCFC import/export control	X		ONG	
Vanuatu	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X		COM	
Vanuatu	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X		COM	
Vanuatu	Policy support	Assist in the management of implementation the quota system for the HCFC import/export control	X	X	COM	
Venezuela	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X		ONG	
Venezuela	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X		COM	
Vietnam	Data reporting	Assistance in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.			ONG	The CP report was submitted, but the Article 7 is being prepared.
Vietnam	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X	ONG	The project is going on well, and the NOU is well functional
Vietnam	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			ONG	The country is an active member of iPIC.
Vietnam	Policy support	Assist the country to strengthen the enforcement of the licensing/quota system for HCFC import/export control.			ONG	The licensing/quota system is being enforced effectively.
Vietnam	Data reporting	Assistance in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.			COM	
Vietnam	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X	COM	
Vietnam	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			COM	
Vietnam	Policy support	Assist the country to strengthen the enforcement of the licensing/quota system for HCFC import/export control.			COM	

Yemen	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X	X		
Yemen	Methyl bromide phase out support	Assistance to ensure and sustain the complete phase- out of MB in all sectors using this controlled substance and promote the feasible alternatives	X			
Yemen	Policy support	Technical assistance to NOU in developing and enacting new bylaws concerning licensing/quota system	X			
Yemen	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X	X	ONG	Continue support NOU to timely report about ISP progress and to review the interim and final reports of the IS. Coordination meeting orgnized for the country at UNEP Office in March 2015
Yemen	Methyl bromide phase out support	Assistance to ensure and sustain the complete phase- out of MB in all sectors using this controlled substance and promote the feasible alternatives	X		REP	Put on hold given difficulties in the country lately
Yemen	Policy support	Technical assistance to NOU in developing and enacting new bylaws concerning licensing/quota system	X		REP	Put on hold given difficulties in the country lately
Zambia	HCFC phase out support	Assist the NOU in sharing good experiences in implementing the Certification programme for technicians and Refrigeration Association		X	ONG	Facilitated Information exchange during newtork meetings on Certification of RAC technicians.
Zimbabwe	HCFC phase out support	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out among countries in the region (Note: CAP is not currently a Lead or Cooperating Agency for this country's HPMP).	X		ONG	Facilitated Information exchange during newtork meetings on HCFC phase-out

Annex 3B - Other CAP services and activities delivered in 2015

KEY (to column A):

AF-E = Africa, English speaking; AF-F Africa French speaking; LA = Latin America; ECA = Europe and Central Asia; PIC = Pacific Island countries; SA = South Asia; SEAP = South East Asia and the Pacific; WA = West Asia; IM = Information Management; CB = Capacity Building

Period covered: October 2014 - July 2015.

Region	Service/activity delivered October 2014 - July 2015	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
AF-E	Assist countries without ODS regulations (Botswana and South Sudan) to establish and implement regulations including licensing and quota system; and assist countries in implementing training programmes for enforcement officers at national and sub-regional levels.	ONG	Assistance provided to Botswana in reviewing ODS regulation which was approved. Country was assisted to establish and operationalise HCFC licensing and quota system. The NOU registered all HCFC importers for 2015 and allocated 2015 quotas. South Sudan drafted Environmental legislation which include HCFC licensing and quota system. The draft legislation is expected to be approved before the end of 2015. Immediately after the the approval of the Environmental legislation, the Minister of Environment issue ODS Regulations which will include HCFC licensing and quota system.
AF-E	Expedite implementation of HPMP activities in Botswana (preparation), Ethiopia, Eritrea, Gambia, Malawi, Mozambique, Rwanda, Sierra Leone, South-Sudan (preparation), Swaziland, Tanzania, Uganda, Zambia).	ONG	Facilitated effective and timely implementation of HPMP activities in the Anglophone countries. Conducted two regional thematic meetings in 2014 on RAC certification schemes and standards where all the countries participated. CAP visited most of the country to facilitate national training workshops for customs officers and RAC technicians.
AF-E	A specific focus on training of RAC experts in safe use of HCs across all countries.	ONG	Facilitated two regional thematic meetings in 2014 focused on training of RAC experts on safe use of HC and certification of RAC technicians. Some technicians (20) were certified using the European certification standards

Region	Service/activity delivered October 2014 - July 2015	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
AF-E	Build capacity and technology transfer in adoption of methyl bromide alternatives: develop technology materials, consolidate case studies on methyl bromide alternatives and assist countries to address used/unused methyl bromide cylinder issues.	ONG	Collated and disseminated recent publications and Information on MB alternative technologies. Provided advice and guidance to Parties on decisions relevant to compliance, especially on QPS related issues, change of Baseline data and application of Critical Use Exemption (CUEs) and addressed specific country issues.
AF-E	A special focus will be provided to assist Botswana and South Sudan to establish and operationalise the ODS licensing and quota system	ONG	Assistance provided to Botswana in reviewing ODS regulation which was approved. Country was assisted to establish and operationalise HCFC licensing and quota system. The NOU registered all HCFC importers for 2015 and allocated 2015 quotas. South Sudan drafted Environmental legislation which include HCFC licensing and quota system. The draft legislation is expected to be approved before the end of 2015. Immediately after the the approval, the Minister of Environment will issue ODS Regulations.
AF-F	Provide special attention to newly appointed ODS Officers in Burkina Faso and Central African Republic.	COM in Burkina and REP in Central African Republic.	CAP visited Burkina faso to train theNew ODS and assist in setting the National Ozone Unit. Activities started satisfactory in Burkina in the implementation of the HPMP tranche 2 and IS activities.
AF-F	Provide special assistance to Guinea with regard to the required verification report.	ONG	
AF-F	Provide special assistance to Tunisia with regard to the implementation of the HPMP (this HPMP component is the first time UNEP is involved with working with Tunisia under the MP)	ONG	CAP visited Tunisia and action plan between UNEP and Tunisia agreed.
AF-F	Implementation of the verification report of the HPMP for Sao Tome.	ONG	
AF-F	CAP will guide Mauritania in the process for ratification for the Beijing Amendments.	COM	
AF-F	Implement the twining programme between the North African countries and certain West Asian countries to facilitate knowledge and technology transfer. Enhance cross-networking between the Arabic speaking countries in the Francophone Africa Network and the West Asia Regional Network through common activities.	COM	more concrete actions to be developed and measurable outcomes
AF-F	Assist NOUs in post-conflict countries, countries experiencing political turmoil, or countries experiencing other major challenges with special attention and assistance.	ONG	
Caribbean	Maintain e-forum of Ozone Officers including management of memberships.	COM	
Caribbean	Assist countries in reporting requirements of MB, including QPS, to the Ozone Secretariat.	COM	
Caribbean	Work closely with Saint Lucia to undertake verification report of HPMP.	ONG	To be submitted with HPMP third tranche request to the 75 ExCom
Caribbean	Provide direct administrative services to Haiti: procurement of goods and services, contracting consultants, organize travel and training, etc.	ONG	Continued support provided to NOU under current unstable political environment

Region	Service/activity delivered October 2014 - July 2015	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
Caribbean	Explore partnerships with regional bodies, development banks and other regional organizations, in relation to introduction of alternative technologies as described in decision XIX/6, particularly those related to standards and energy efficiency.	ONG	Expert support received from CARICOM Regional Organization for Standards and Quality, and follow-up on adoption of refrigerant-related standards at the regional level.
LA	Preparation of the HPMP second tranche in at least 6 non-LVCs countries of Latin America. This is a valuable opportunity to promote the inclusion of technical specifications on RAC equipment into the "green procurement" national processes, and to look for synergies with the energy efficiency sector of those countries.	COM	HPMP Second tranche request submitted for Nicaragua and Paraguay. Sinergies with the energy sector and green procurement are included in the AIP
LA	South-South cooperation to share successful experiences in providing technical assistance to the RAC sector, including energy efficiency, non-ODS/low GWP alternative technology, good practices and recovery and recycling schemes throughout the region.	ONG	
LA	Monitor and provide tailored support following the methyl bromide phase out, specifically related to emerging needs of MB uses for soil fumigation and QPS reporting.	ONG	
LA	As requested by Governments, the regional CAP team will provide administrative support in fund management, and procurement, amongst others, to ensure efficient implementation of approved HPMPs, and IS projects in: Chile, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Panama and Peru.	ONG	
LA	Promote the participation of Latin American countries in the iPIC system and facilitate the information exchange on shipments within the region and in the trade with Asia.	ONG	
ECA	Explore strengthening RAC associations to facilitate training, certification and technology transfer; country-to-country assistance to strengthen newly created RAC association in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina.	COM	Participation of RAC associations / experts in the thematic meetings in Becici, Montenegro and in Dushanbe, Tajikistan in September / October 2014 and the network meeting in Yerevan, Armenia in May 2015,
ECA	The ECA network has prioritized the enforcement of Montreal Protocol trade provision and combating illegal trade for many years.	COM	Fourth edition of ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers launched and publicized, translation of Customs Manual into Russian (jointly with UNDP), HPMP training of customs officers in Albania, Serbia and Turkey
ECA	ECA network will involve building planners and architects in certain thematic meetings to explore possibilities to reduce the need for HVAC.	COM	Dissemination list with architects / building planners in ECA network countries established, building related informaton / publications disseminated, Russian experts supported Kyrgyzstan in organizing a stakeholder consultation with building planners in Bishkek in April 2015 (country-to-country assistance)

Region	Service/activity delivered October 2014 - July 2015	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
PIC	Implementation of the PIC Regional HPMP (12 countries) and preparation of Stage 2: preparation and Submission of Stage 1, tranche 2 is planned for submission to the 74th Executive Committee; Fiji HPMP Tranche 2- UNEP's component.	ONG	Implementation of PIC Regional HPMP, Stage I, tranche 1 will be completed by end of 2015. Report of PIC Regional HPMP, Stage I for requesting tranche 2 was submitted and approved at the 74th ExCom meeting in May 2015. Fiji HPMP Tranche 2 was approved at the 73rd ExCom meeting in November 2014.
PIC	Timely implementation of 13 IS projects; including the management and renewal of five IS at the 74th Executive Committee.	ONG	NOU of Nauru has left since May 2014. UNEP is working closely with country to operationalize the NOU. IS project renewal for Palau, Samoa, Solomon Islands and Tonga was approved at the 74th ExCom meeting.
PIC	All of the Pacific Island Countries (PICs) are SIDS; four of the thirteen countries also being LDCs and all are VLVCs. Special concerns on linking environmental issues to national development strategies will be explored.	ONG	NOOs were advised to collaborate with decision makers and officers involving procurement and foreign investment/aid to adopt ODS-free, low GWP and energy efficient technology that best suit the country rather than selecting obsolete HCFC-based technology.
PIC	Country specific, one-one support for Nauru, Tuvalu and Kiribati.	ONG	Supervision mission to Nauru, Tuvalu and Kiribati is planned in 3 quarter of 2015.
PIC	Provide specific support to Papua New Guinea (PNG) through networking activities.	ONG	Papua New Guinea (PGN) has been kept in the communication group of the PIC region. NOOs of PGN will be invited to attend the network/thematic meeting for the PIC Region.
PIC	Fisheries: working with PIC countries, regional and international partners to better understand the demand and supply of ODS to this sector, the largest single industry for the PIC region.	ONG	UNEP appointed a consultant to conduct the study on Management of the phase-out of HCFC in the marine fishing sector.
PIC	Assist in the development and implementation of policies to address import of used (second hand) HCFC technologies.	ONG	UNEP provided policy and technical support to the PIC in the amendment of the regulation to control/ban the import of HCFC-based equipment.
PIC	Coordinate with the PIC countries on preparedness of market supplies of HCFC technologies and also with main country partners (Australia and New Zealand) on policies of trade of these technologies (New Zealand for example as indicated that as of 1 January 2015, it will not be exporting HCFC or HCFC-containing technologies).	ONG	In the PIC region, alternatives to HCFCs in the RAC sector has been available in the domestic market.
PIC	Enhanced collaboration and inter networking with the SEAP countries; joint activities, capacity building and sharing best practices.	COM	NOO of Palau was supported to attend the SEAP network thematic workshop in Cambodia in October 2014. In 2015, NOO of Fiji was supported to attend the Joint South Asia and SEAP Network Meeting of ODS Officers in Republic of Korea in March 2015.

Region	Service/activity delivered October 2014 - July 2015	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
PIC	Given the very low volume of ODS consumption for most members this Network, the margins of risk of potential non-compliance are high. Many of these countries have to manage a base-line measured to the second decimal digit. Based on the 2012 Article 7 data some countries of the PICs are importing such low volumes that the calculation in ODP is lower than this second decimal point (0.00) and as per the Article 7 reporting guidelines.	ONG	Based on 2014 CP data, 2 countries in the PIC reported zero HCFC consumption.
SA	South-South cooperation (e.g. Study visits of national stakeholders on alternatives to HCFCs and phase-out approaches; Information exchange on experiences in management of ODS; Capacity-building on HS2012 use; "Single-window" and risk profiling, border dialogues on trade).	ONG	Capacity-building on HS2012 use completed; Concept paper on "Single-window" and risk profiling developed for Maldives and Sri Lanka; Border dialogues delayed.
SA	Effective implementation of the HPMP (Stage I) in Afghanistan, Bangladesh, Bhutan, China, India, Iran (Islamic Republic of), Maldives, Mongolia, Nepal, Pakistan and Sri Lanka. in cooperation with UNDP, UNIDO, World Bank, Japan and GIZ.	ONG	Good progress except Afghanistan, India, and Pakistan. Impact of earthquake on Nepal project being assessed.
SA	Implementation of HPMP for DPR Korea if approved in the 73rd Executive Committee; identify strategic approaches to assist the country back into compliance.	COM	HPMP has been approved. Approaches being identified along with UNIDO for return to compliance. UNIDO mission in June 2015 to Pyongyang.
SA	Assistance to the phase-out verification in Bhutan, Maldives and Mongolia in 2015.	ONG	Agreements developed and contracts signed to start the work.
SA	Preparation of the non-investment components HPMP Stage II in China, India, Iran (Islamic Republic of), and Pakistan.	ONG	Pakistan, India and Iran have deferred their submissions of Stage 2 projects to 2016.
SA	Special support towards the implementation of the Institutional Strengthening project in Afghanistan, Bhutan, Maldives, Mongolia and Nepal.	ONG	This is a year long activity and regular support has been and is being provided. Bhutan, Maldives and Mongolia have submitted their A7 data
SA	Renewal of IS projects of Afghanistan, Bhutan and DPR Korea in 2015.	COM	Afghanistan and Bhutan IS approved by the 74th Excom. DPR Korea IS is delayed because of UN sanctions and the 74th Excom approached for guidance.
SA	A priority of the South Asia network is to facilitate the early introduction of integrated policy measures including training and certification schemes for refrigeration technicians and companies, energy-efficiency labelling and the adoption of safety and performance standards.	ONG	Concept paper on collaboration with ILO developed; a virtual network of R/AC Associations formed and share information among them regularly. Support to Mongolia for the PAGE initiative and GPP. Support to Maldives for the GEF project. Under USEPA project SA network provided with capacity building workshop on GPP and also Industry Roundtable visit in ROK.
SA	The South Asia network has prioritized the enforcement of Montreal Protocol trade provision and combating illegal trade. It will continue to encourage the active participation in iPIC.	ONG	Cases concerning Bhutan - India and China - UAE - Pakistan - Afghanistan reviewed with WCO RILO and with help of the private sector; iPIC online participation capacity built in Afghanistan, Bhutan, Mongolia, and Sri Lanka.

Region	Service/activity delivered October 2014 - July 2015	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
SEAP	Promote border dialogue among SEAP countries, bilateral cooperation to prevent/combat HCFC and other ODS illegal trade. Encourage and assist the application and use of iPIC among Network countries.	ONG	The border dialogue between Lao PDR and China was organized during 24-26 Dec 2014 in Yunan Province, China with more than 25 participants from both NOU and customs officers of both countries, as well as UNEP staff on border cooperation to combat the illegal trade of ODS in border area. Facilitated the discussion to reach an agreement between Thailand the Myanmar for border dialogue; Assisted Thailand to join the iPIC.
SEAP	Organize Network meetings and/or thematic workshops and promote south-south cooperation with PICs, to update the latest policy and technology development, exchange good practices, information sharing on GWP impact of HCFC alternatives and options for co-financing and if necessary on methyl bromide and other ODS.	ONG	SEAP network organized its thematic workshop in Cambodia in October 2014 on the technicians certificate system, RAC industry association, HCFC based equipment import control with NOUs from all network countries as well industry participant. Palau NOU attended the meeting representing PIC network; SEAP/SA networks jointly organized its thematic meeting in Republic of Korea in March 2015 for good practices training programme for RAC servicing technicians, procurement and Ozone2Climate technologies Roadshow and Industry Roundtable to promote ozone/climate friendly technologies .

Region	Service/activity delivered October 2014 - July 2015	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
SEAP	Provide technical and policy assistance for the management/reporting of methyl bromide used for QPS, and share good practices adopted by countries.	ONG	Cambodia NOU was invited to visit Myanmar to build the capacity of NOU in Sep 2014; The two new ozone officers of Myanmar visited Thailand under south-south cooperation for capacity building in March 2015. CAP visited Myanmar two times, i.e. September 2014 and April 2015 to mobilize the support of national stakeholders, build NOU capacity and facilitate the SSFA review process. For Timor Leste, under south-south cooperation framework, the NOU of Indonesia and one technical expert was invited to the customs training workshop in Dec 2014; two trainers from local vocational training schools were invited to join the train-the-trainer workshop on good practices in Malaysia in May 2015.
SEAP	Provide specific assistance to Myanmar and Timor Leste on their capacity building, and HPMP implementation.		
SEAP	Work with countries and other agencies for the preparation of the tranche submission under HPMP, stage II HPMP development, and IS renewal as per the approved UNEP business plan;	COM	Submitted IS renewal for Brunei Darussalam (Phase IV) and Viet Nam (Phase X) and received approval 73rd Excom. In cooperation with UNDP/France, submitted the second tranche request under stage I HPMP of Brunei Darussalam and Lao PDR, submitted IS renewal for Cambodia (Phase VIII) and Philippines (Phase X), and received approval at the 74th Excom meeting. In addition, Cambodia and Myanmar received funding for HCFC consumption verification, and Brunei Darussalam, Cambodia, Lao PDR, Myanmar, and Timor Leste received funding for survey of ODS alternative at the national level.
WA	The CAP team in West Asia will place special emphasis during 2015 to ensure continuing the sound implementation of HPMPs in eight member states, including submission of subsequent tranches, preparation of Stage-II of HPMPs for the relevant member states and addressing key technical and policy emerging issues particularly issues related to the sound enforcement of updated regulations and policies.	ONG	Implementation of approved activities are on progress though some delays due to the current security challenges in the WA region
WA	Continue supporting the development of enforcement mechanisms and updated regulations/licensing systems including the Gulf Cooperation Council (GCC) Unified ODS Regulation as well as promoting regional approaches for enforcement.	ONG	Support was provided to several countries (Bahrain, Kuwait, Oman, Saudi Arabia and Jordan) to update the national ODS regulation and develop relevant bylaws as well as start working on the enforcement mechanisms.

Region	Service/activity delivered October 2014 - July 2015	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
WA	The successful completion of the regional high-ambient temperature project and explore alternatives and partnerships for high ambient temperature countries.	ONG	Project is progressing as planned and will be completed by end of 2015, final report planned to be released by MOP-27
WA	Support the regional work to combat illegal trade and further promote the iPIC mechanism.	ONG	limited number of countries joined the system and CAP continue efforts to encourage full participation of countries
WA	Support to countries to ensure sustainable phase-out of MB in certain countries.	ONG	Regular advice to concerned countries
WA	Promote the introduction of national strategies on sound management of unwanted ODS.	ONG	Regional expert meeting organized and recommendations taken and being considered by countries
WA	Maintain efficient partnerships with regional key players and promote further partnerships with other regional partners to achieve post 2015 Montreal Protocol objectives and targets.	ONG	Cooperation with key regional partners i.e. GCC and LAS to ensure maintaining the MP in the high-level agenda of both organizations and cooperate to organize relevant activities. For example, cooperate with LAS to review the RAC Arab Code, work with GCC Standards Organization to coordinate the HCFC phase-out targets with current regional standards
WA	Continue cooperation with ASHRAE within UNEP/ASHRAE global cooperation agreement.	ONG	Cooperate with ASHRAE Chapters in UAE to organize the 4th symposium on alternative refrigerants for high-ambient countries
WA	Promote South-South cooperation through the concept of the 'Twining Networking' as a cooperation mechanism between West Asia and North Africa member states based on the socioeconomic similarities and availability of political framework that can support joint initiatives.	ONG	second swing network organized in Bahrain in March 2015 along with thematic technical workshop on certification schemes for experts in both networks. CAP team in both networks are following up on outcomes of the swing meeting particularly for opportunities on twining activities
WA	Providing appropriate assistance to UAE, using only limited CAP resources.	ONG	continued cooperation with the country to ensure open channel for advice and support when needed. UAE is active in supporting WA regional activities
IM	Provide information support to NOUs and other stakeholders upon request and in close coordination with the Regional CAP teams. Develop, disseminate and outreach fact sheets, policy briefs and publications on prioritised topics.	ONG	New information materials produced.
IM	Develop and outreach short need-based audio-visual materials or application based training as means of communicating with servicing technicians in the large informal sector of many countries. Encourage countries, organisations and private sector to translate and adapt existing materials produced into national languages.	ONG	Genesis video produced
IM	CAP will promote awareness about new technology options in the refrigeration servicing sector, good servicing practices and safe introduction of new equipment; collect and distribute information about not-in-kind technologies.	ONG	New publications

Region	Service/activity delivered October 2014 - July 2015	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
IM	Highlight Stage I HPMP case studies from different regions: draw lessons learned, identify the commonalities in the barriers, and identify success factors to overcome the barriers.	ONG	For MOP
IM	Develop specific materials on HCFC phase-out in the foam sector.	COM	Booklet completed
IM	Collate information about flammable refrigerant safety for technicians and RAC associations and outreach this information through regional network meetings.	ONG	Three fact sheets and Safe use of alternative refrigerants to HCFCs
IM	Produce in hardcopy and electronic format one large issue of the OzonAction Special Issue for 2015 in Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish.	ONG	For MOP
IM	Enhance and improve OzonAction web services with more relevant and targeted contents and simplified navigation and integrate fully with OzonAction social media platforms.	ONG	Redesign of OzonAction website
IM	Improve the use of social media to outreach activities and outputs, including Facebook, YouTube, Slideshare and Twitter.	ONG	Outreach through social media with other partners
IM	Continue seeking strategic partnerships and linkages with other international, regional, national and corporate initiatives to propagate or incorporate targeted messages related about Montreal Protocol and ozone protection; and encourage different refrigeration servicing sector actors, e.g. manufacturers and after sales service, to seek synergies.	ONG	International partners such as WHO, NGOs
IM	Conduct strategic MOP outreach at key international, regional and national fora, using effectively web, social media and e-conferencing; exhibitions specific events in Montreal Protocol meetings, regional and national events.	COM	OEWG and MOP side-events, exhibitions, Facebook and twitter promotion
IM	Help ensure the long-term sustainability of the Montreal Protocol compliance in Article 5 countries by providing guidance and materials that can be used by Ozone Officers and relevant Ministries.	ONG	Educational activities and NOU guide provided in several languages
IM	Explore technical and vocational education training on best practices for technicians.	ONG	Discussions on ways to collaborate with different stakeholders
CB	Create an information/guidance tool on the issue of safety of retrofitting of equipment to use hydrocarbons warn of the dangers of such practices and inform of Executive Committee Decision 72/17- covering flammability and toxicity.	COM	Following advice and guidance from CAG and Excom decision 72/17 scope was extended to also cover high pressure and higher toxicity refrigerants. Booklet/guide entitled: "Safe use of HCFC alternatives in Refrigeration and Air-conditioning - A guide for developing countries" was produced and launched at 36th OEWG with a specific side event.
CB	Create an information tool on the issue of certification for RAC technicians in developing countries, recognizing the magnitude of technicians in the 'informal sector' in many countries Continue to develop factsheets/brief booklets on current and relevant issues, responding to needs expressed through CAP and Network meeting feedback.	ONG	Booklet drafted and reviewed by expert reviewers. Currently in lay-out stage. Booklet entitled: "Establishing National Certification Schemes for Refrigeration and Air Conditioning Service Technicians" will be finalised and printed in August.
CB	Develop a study on the contribution of HCFC servicing sector to climate and ozone mitigation. This will aim to provide practical recommendations and guidance to achieve such ozone and climate benefits.	ONG	Consultant under contract. Delivery date is December 2015

Region	Service/activity delivered October 2014 - July 2015	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
CB	Compilation of brief case studies to promote the selection of alternatives to HCFCs that minimise environmental impacts, in particular impacts on climate.	COM	Four case studies were carried out. Synthesised precis in development. Results provided to consultant preparing "Develop a study on the contribution of HCFC servicing sector to climate and ozone mitigation" for analysis and inclusion in report as appropriate.
CB	Video/e-learning on role of standards in HPMPs for NOUs.		
CB	Factsheet/video on dangers of retrofitting to flammable refrigerants.	COM	Three factsheets produced. Following advice and guidance from CAG and Excom decision 72/17 scope was extended to also cover high pressure and higher toxicity refrigerants.
CB	Booklet on current methods of ODS smuggling.	ONG	In preparatory stage. Consultations ongoing with World Customs Organization and RILO AP on production of a joint publication.
CB	Maintain and improve the OzonAction website, including continued development of a 'one stop shop' repository of information and tools for national ozone officers, based on the UNEP Guide for National Ozone Officers.	ONG	Website maintained and updated, during the process of a complete redesign and update which is ongoing
CB	Continue to host global and regional webinars on relevant issues to engage the Montreal Protocol community using latest virtual conferencing tools.	ONG	Webinars hosted on interesting and relevant topics (status of Ozone Hole and Science, High Ambient temperature implementation of HCs and CO2, perspectives on the progress and future of the MP, iPIC etc)
CB	Continue to publish the fortnightly OzoNews news service with targeted articles to keep key members of the Montreal Protocol community up-to-date with latest news and information.	ONG	Produced and circulated every 2 weeks
CB	Outreach and facilitate adoption of use of existing capacity building tools, such as the iPIC. mechanism and Montreal Protocol Customs Training e-learning module, etc.	ONG	Outreached through website, network meetings, Facebook, webinars, factsheets, etc

ANNEX 3 C- REGIONAL SCHEDULE OF EVENTS

NETWORK AND THEMATIC MEETINGS HELD 1 SEPTEMBER 2014 – 2 OCTOBER 2015

Meeting/workshop	Date and venue
Regional Workshop on Certification for RAC Technicians	7-8 September 2014, Muscat, Oman
Europe & Central Asia (ECA) Thematic Meeting on HPMP Implementation for English-speaking Group of Ozone Officers	23-25 September 2014, Bucici, Montenegro
ECA Thematic Meeting on HPMP Implementation for Russian-speaking Group of Ozone Officers	30 September - 2 October 2014, Dushanbe, Tajikistan
Thematic Meeting of the South East Asia (SEAP) Network of Ozone Officers	13-16 October 2014, Siem Reap, Cambodia
Thematic Workshop on Enabling National Conditions for the Adoption of Standards in the RAC Servicing Sector	14-16 October 2014, Panama City, Panama
Thematic Meeting on HCFCs Alternatives, Available Technologies and Certification back to back with the Main French-speaking Network Meeting	14-17 October 2014, Cotonou, Benin
Main Meeting of the West Asia Network of Ozone Officers	26-27 October 2014, Dubai, United Arab Emirates
4th Regional Symposium on Alternative Refrigerants for High Ambient Countries	28-29 October 2014, Dubai, United Arab Emirates
Thematic Meeting on Implementation of HCFC Control Measures by Enforcement Agencies and Methyl Bromide Workshop	5-7 November 2014, Lusaka, Zambia
Thematic Meeting on Management of Unwanted ODS - Conclusion of the Regional Initiative of Compiling Detailed Information About Unwanted ODS Quantities	16-17 November 2014, Dubai, United Arab Emirates
West Asia Regional Thematic Workshop on Foam - Initiative to Enhance Cooperation Amongst Foam Industries Including Feasibility to Establish a Dedicated Regional Forum / Association	18-19 November 2014, Dubai, United Arab Emirates
Experts Meeting on Identification of HCFCs and HCFC-Based Equipment	25-27 November 2014, Abidjan, Cote d'Ivoire
West Asia Training of New Ozone Officers	1-2 December 2014, Manama, Bahrain
Joint Main Meeting of the Latin America and Caribbean Networks of Ozone Officers	2-3 December 2014, Punta Cana, Dominican Republic
Meeting of English-speaking Caribbean and Haiti Network of Ozone Officers	4-5 December 2014, Punta Cana, Dominican Republic
Meeting of Latin America and Spanish-speaking Caribbean Networks of Ozone Officers	4-5 December 2014, Punta Cana, Dominican Republic
Thematic Meeting on HCFC Policy and Enforcement for the South Asia Network of Ozone Officers	17-19 December 2014, Bangkok, Thailand
Joint Thematic Meeting of the South East Asia (SEAP) and South Asia (SA) Networks of Ozone Officers	10-13 March 2015, Goyang City, Republic of Korea
Regional Workshop on Certification Schemes for Ozone Officers and Certifications Experts from West Asia and North Africa	22-23 March 2015, Manama, Bahrain
Swing Network Meeting for West Asia and North Africa Ozone Officers	24-25 March 2015, Manama, Bahrain
Caribbean Network Meeting of Ozone Officers	24-27 March 2015, Nassau, Bahamas
Meeting for West Asia Network of Ozone Officers	26 March 2015, Manama, Bahrain
Europe and Central Asia (ECA) Network of Ozone Officers and RAC experts (English and Russian)	Yerevan, Armenia, 26-28 May 2015
Pacific Island Countries (PIC) Network Meeting of Ozone Officers	28 September – 2 October 2015, Nadi, Fiji

Meeting/workshop	Date and venue
ECA Thematic meeting on HPMP Implementation for English-speaking Group of Ozone Officers	29 September - 1 October 2015, Bucharest, Romania

ANNEX 3D – REPORT ON UTILISATION OF CAP STAFF FOR MULTILATERAL FUND AND MONTREAL PROTOCOL ACTIVITIES

This Annex complies with Decision 70/10(d)(ii), which requested UNEP to continue providing reports on the utilization of Compliance Assistance Programme (CAP) staff for Multilateral Fund Montreal Protocol activities according to the following five categories in the context of annual progress and financial reports:

- Projects and services approved by the Executive Committee;
- Pursuing synergies or implementing joint activities with other non-Multilateral Fund partnerships and initiatives;
- Mobilizing resources for ozone protection activities from entities outside of Multilateral Fund;
- UNEP-wide processes and activities; and
- Administrative activities.

Use of staff time

Developments since the 2014-2015 CAP budget approval:

- CAP staff in the ROAP office are implementing activities financed by the United States Government on the climate co-benefits in the HCFC phase out in the Asia-Pacific region.
- CAP staff in Paris and the regions continue to be involved and support issues related to information sharing on low-GWP, energy efficient alternatives to HCFCs through participation in Climate and Clean Air Coalition (CCAC) projects and workshops.
- CAP staff in Paris and the regions continue to provide Montreal Protocol-related inputs to the Green Customs Initiative.
- CAP staff in Paris and the regions continue to investigate co-financing and climate co-benefits through interactions with non-Multilateral Fund organizations, as well as project proposal development and submission.

All CAP staff have developed their individual work plans for the period 1 April 2015 – 31 March 2016 in close consultation with the Head of OzonAction. The individual work plans reflects the goals and priorities set for the staff member for this reporting period. UNEP has ensured that all of the staff paid through CAP focus their time and energy on activities and services approved by the Executive Committee via the Business Plan and CAP Work Programme and Budget.

For the 2014-2015 period, the following CAP teams are involved with management activities for specific projects outside of the Multilateral Fund (as detailed in the Partnership annex):

Project/initiative	CAP team					
	Africa	Asia Pacific	ECA	LAC	West Asia	Paris
Australia DFAT bilateral project		●				●
China Trust Fund bilateral project		●				●
CCAC projects		●	●	●		●

EC bilateral projects	•	•				•
USEPA bilateral project	•	•		•		•
Green Customs Initiative inputs	•	•	•	•	•	•

CAP staff in Paris and the regions continue to investigate co-financing and climate co-benefits through interactions with non-Multilateral Fund organizations, as well as project proposal development and submission.

CAP team	Projects and services approved by the Executive Committee	Pursuing synergies or implementing joint activities with other non-Multilateral Fund partnerships and initiatives %	Mobilizing resources for ozone protection activities from entities outside of Multilateral Fund	UNEP-wide processes and activities	Administrative activities for CAP and MLF projects
Africa – Anglophone		0			20
Africa – Francophone		15			20
Caribbean		0			20
Europe & Central Asia		0			20
Latin America		0			20
Pacific Island Countries		15			20
South Asia		15			20
South East Asia		15			20
West Asia		0		15*	20
Paris (Global)		10	5		60

***RNC-ROWA is providing assistance to chemicals and waste regional activities**

Decision 70/10 (iii) requested UNEP to provide a status report to the 71st Executive Committee meeting on the extent to which UNEP implemented measures to ensure that all professional staff time paid with CAP funds was used for the Multilateral Fund Montreal Protocol activities, in line with decision 50/26(a)(iii).

Reporting lines

Decision 70/10 (d) (iv) requested UNEP to ensure that the “regional network coordinators were directly accountable to the Network and Policy Manager in the OzonAction Branch, based on the CAP organigram presented in the 2010 CAP budget (UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/17), and according to the

CAP structure indicated in the original description of the CAP programme provided in UNEP/Oz.Pro/ExCom/35/4.” UNEP senior management decided that starting from the 2014 performance assessment cycle, the Regional Network Coordinators would report to the Head of OzonAction Branch as their First Reporting Officer, to the UNEP Regional Director as their Second Reporting Officer, and to the Network and Policy Manager as Additional Reporting Officer.